

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SYNDICATS JAUNES

HISTOIRE DU MOUVEMENT JAUNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 h.

PAR

Robert WARIN

Président : M. SOUCHON professeur,
Suffragants { MM. JAY, professeur
FERNAND FAURE, professeur

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SYNDICATS JAUNES

HISTOIRE DU MOUVEMENT JAUNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 h.

PAR

Robert WARIN



Président : M. SOUCHON professeur,

Suffragants { *MM. JAY, professeur*
FERNAND FAURE, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555820_0022

HISTOIRE DU MOUVEMENT JAUNE

CHAPITRE PREMIER

Les grèves du Doubs.— L'exode.— La grève
de Giromagny. — Le Congrès d'Ivry.

En novembre 1899, de terribles grèves agitaient la région du Doubs, les ouvriers horlogers, les industries métallurgiques, les tissages et tous ceux qui vivent de ces industries chômaient. Déjà on avait vu des grèves, des agitations, mais jamais la lutte n'avait revêtu ce caractère intense, jamais conflit n'avait été aussi aigu ; jamais on n'avait senti une opiniâtreté semblable.

C'est que les intérêts opposés mettaient en présence deux hommes, deux caractères ; en quelque sorte deux représentants de classes ennemies. L'un d'eux, c'est Gaston Japy, grand industriel, d'une

culture supérieure ; philanthrope, mais sans faiblesse, pénétré de ses devoirs de patron, mais non moins conscient de ses droits ; l'autre c'est Biétry, un ouvrier de vingt-six ans, qui presque à lui seul est l'âme de la grève et le chef reconnu du mouvement.

Cependant, d'un côté comme de l'autre, personne ne voulait céder, la situation allait s'aggravant chaque jour. Les communes d'Audincourt, Badevel, Valentigney, Beaulieu étaient presque en état de révolution. De Paris, des meneurs envoyés par le parti socialiste venaient encore attiser les haines et fomenter l'émeute. Le citoyen Quilici et la citoyenne Sorgues joignaient leurs discours enflammés à ceux des agitateurs locaux. Le gouvernement de M. Waldeck-Rousseau se vit contraint d'envoyer des troupes pour maintenir l'ordre menacé. L'arrivée des soldats augmenta encore la surexcitation de la population. Craignant de sanglantes collisions, Biétry courut à Paris, muni de recommandations pour M. Millerand, socialiste arrivé depuis peu au pouvoir, et qui, pensait alors Biétry, allait aussitôt obtenir du président du Conseil le retrait des troupes, en échange de l'engagement de maintenir à la grève un caractère pacifique.

Le ministre promit au gréviste tout ce qu'il voulut, mais à son retour à Badevel, l'effectif des troupes avait doublé.

La population avait mis son espoir en la démarche

de Biétry ; cet espoir déçu, son ressentiment n'en fut que plus vif. « Le gouvernement ne croit pas ceux que nous envoyons, levons-nous en masse, et que tous, hommes, femmes, enfants marchent sur Paris, nous porterons nous-même nos plaintes, et l'on nous entendra ». Tel était les leitmotive de tous les discours. Biétry, plus que les autres, avec son éloquence chaude, persuasive et populaire, imposa aux esprits l'idée de la levée en masse, de la marche sur Paris, de l'Exode en un mot.

L'Exode, mot magique, qui devint pour tous ces pauvres gens comme un nouvel évangile, un autre *Credo*. « L'exode ! » clamaient les orateurs de carrefour, et devant les yeux hypnotisés des horlogers du Doubs, ils faisaient passer l'image de cette migration de toute une population, sa marche vers la capitale. On camperait où l'on pourrait, on vivrait comme on pourrait ; mais une fois à Paris, on forcerait bien le gouvernement à donner une solution ; on obtiendrait la fin de toutes les misères. Le côté aventureux et romanesque du projet devait fatalement séduire une foule surexcitée, impulsive et toujours un peu simpliste. L'exode fut donc voté. On s'occupa tout aussitôt de le réaliser.

Les trois grands organisateurs étaient Pierre Biétry, Quilici et la citoyenne Sorgues. De Biétry, nous dirons seulement maintenant qu'il avait vingt-six ans, travaillait depuis l'âge de onze ans et qu'il croyait ardemment au socialisme.

Quilici, ancien conseiller municipal de Marseille, socialiste-blanquiste, était venu dans le Doubs apporter son concours aux meneurs de la grève.

La citoyenne Sorgues, agitatrice de carrière, est trop connue pour que nous insistions davantage (1); son rôle ne fut d'ailleurs qu'un rôle bruyant, mais la direction effective du mouvement appartenait à Biétry.

Le départ eut lieu le 20 novembre 1899. C'était un fait sans précédent. Les journaux suivaient avec intérêt et inquiétude la marche des émigrants. Leur colonne, au nombre d'environ 10.000 personnes, hommes, femmes et enfants se mit en marche vers Belfort; laissant derrière elle les villages vides, toute une région presque déserte. Sur la route, les grévistes précédés d'un peloton de cyclistes, marchaient groupés par villages. Les chefs allaient d'une fraction à l'autre, prodiguant leurs encouragements. En traversant le pays on faisait des quêtes.

Les habitants, pris de compassion et peut-être aussi de peur, apportaient des aliments qui étaient partagés fraternellement. On faisait des sortes de grand'haltes; les bois voisins fournissaient le combustible. Le soir venu, on installa dans les champs

1. M^{me} Sorgues, autrefois propriétaire de 200 hectares de terre en Aveyron, voulut instaurer chez elle des réformes dont elle était l'apôtre. Un résultat ne se fit pas attendre, en quelques années elle fut ruinée.

un campement improvisé et les émigrants passèrent la nuit à la belle étoile.

Avant que de s'endormir, malgré les préoccupations et sans doute pour les oublier, des rondes joyeuses dansèrent autour des feux de bivouac.

Le lendemain l'armée reprit sa marche et arriva sur le territoire de Belfort, mais vers le soir, en approchant de la ville, d'imposantes forces militaires lui barrèrent la route. On voulut passer. Les ordres les plus sévères étaient venus de Paris ; le gouvernement sentait la nécessité d'enrayer de suite le mouvement révolutionnaire. Surexcitée par un obstacle sur lequel elle ne comptait point, talonnée par la faim, la fatigue, le désir d'un gîte, l'obsession d'une ville, là tout près derrière les soldats qui occupaient le chemin, la longue colonne sans cesse poussée en avant par les survenants, arrive à quelques pas des troupes. Un bref dialogue s'engage alors entre les chefs de l'exode dont les espoirs s'écroulent et les chefs militaires qui ont l'ordre « d'interdire à tout prix » l'entrée de la ville.

Les grévistes n'y veulent point croire à ces ordres ; on n'osera pas, pensent-ils, et les trois chefs en tête suivis des drapeaux des syndicats, la colonne reprend sa marche. Un silence impressionnant succède aux vociférations de tout à l'heure.

Dans le calme du soir de novembre on entend les commandements, puis presque aussitôt le cliquetis

des fusils qu'on arme. A ce moment Biétry sent peser sur lui la terrible responsabilité qu'il vient d'assumer. Dans un instant ce sera la fusillade ; ses amis et lui-même seront là sans vie, étendus sur la route. Eh bien ! n'importe, il continue d'avancer. Il a compris cependant que c'en est fini. L'exode s'arrêtera devant le ruisseau de sang qui va lui barrer la route. A cet instant émouvant, il n'a rien perdu de son sang-froid. Au cliquetis des fusils M^me Sorgues avait perdu connaissance. « Emmène vite la citoyenne, dit-il à Quilici, que les journalistes ne voient pas ça ».

La colonne des révoltés continue d'avancer. Rapidement, la courte distance qui la sépare de la ligne des troupes diminue. Minute tragique, les grévistes font encore quelques pas, les fusils s'abaissent, on va tirer... A ce moment un homme s'élance seul entre les ouvriers et les soldats, court vers Biétry et Quilici. C'est le préfet !... En phrases rapides, il les adjure de s'arrêter, il leur montre qu'ils viennent se heurter à une force plus puissante que la leur... Ils ne doivent pas de gaieté de cœur aller au-devant du massacre. Ils n'ont pas le droit d'entraîner avec eux, vers la mort, une foule innocente. Ebranlés, les deux chefs se taisent un instant. D'ailleurs, le préfet ne leur demande que de s'arrêter ce soir. Demain il les verra, peut-être les choses pourront-elles s'arranger.

Se tournant alors vers ses amis, Biétry, leur répé-

tant les paroles du préfet, leur montre qu'il ne faut pas songer à passer ; au moins ce soir, demain on verra, peut-être y pourra-t-on réussir.

Une seconde fois les grévistes vont dormir dehors. Comme la veille les feux s'allument, éclairant de leurs lueurs rougeâtres les rondes qu'accompagnent les chansons, et là, tout près, la ligne des troupes, cavaliers et fantassins rangés en travers du passage. Il est difficile presque impossible même, à un individu isolé de pénétrer dans Belfort. Les postes militaires ne laissent passer que les personnes justifiant qu'elles ne sont point du nombre des manifestants.

La nuit du reste fut tranquille.

Le lendemain, vers 8 h. 1/2, le préfet eut une entrevue avec MM. Biétry, Quiliciet M^{me} Sorgues ; il leur montra l'impossibilité d'une solution satisfaisante pour eux, et les engagea à reprendre le chemin de leurs villages.

Sur le refus qu'ils lui opposèrent, le préfet leur lut un arrêté pris le jour même, interdisant les attroupements et manifestations sur le territoire de Belfort, et les somma d'obéir à la loi.

De nouveau Biétry et Quilici refusèrent, et annoncèrent que si l'on voulait employer la force ils résisteraient. Immédiatement le préfet les fit mettre en état d'arrestation et incarcérer à la prison de Belfort.

La nouvelle de l'arrestation de Biétry, l'apôtre de

l'exode, celui qui, par sa parole chaude, enflammée, leur avait fait entrevoir comme réalisable cette impossibilité, jeta le désarroi parmi les grévistes.

En groupes houleux ils commentaient la nouvelle que beaucoup croyaient fausse. Le commissaire spécial de police, M. Jeannette, se rendit au milieu d'eux, leur lut l'arrêté préfectoral et leur confirma l'arrestation de Biétry et de Quilici.

Décontenancés, ils demandèrent un répit de deux heures, et s'engagèrent, si l'on remettait leurs chefs en liberté, à quitter le territoire de Belfort, sans toutefois promettre de retourner chez eux.

Pendant cette trêve de deux heures, le préfet du Doubs, accouru dès le matin à Belfort ; M. Louys, maire d'Audincourt, parcoururent les groupes, engageant les grévistes à céder à la force ; tentative sans succès sembla-t-il d'abord.

Cependant l'attitude ferme des autorités faisait peu à peu impression sur cette foule privée de ses chefs. Vers 11 heures 1/2, cédant à la voix de la raison, ils se reformèrent en colonne et reprirent la route de Montbéliard pour regagner le département du Doubs ; mais en proclamant bien haut leur intention de ne pas rentrer à Audincourt.

Mais l'élan était brisé ; découragés, ils reprirent cette route qu'ils avaient parcourue remplis de joie, d'ardeur et d'espérance. Avant de traverser Châte-nois, ils prirent un repas dans les prairies avoisinant la

route. Puis, définitivement vaincus, reprirent le chemin d'Audincourt. Le soir ils s'abritèrent tant bien que mal à Nommay et à Vieux-Charmont, et le lendemain rentrèrent dans leurs villages. Toute tentative de retour offensif vers Belfort leur était d'ailleurs interdite, à quelque distance en arrière, un détachement de cavalerie suivait leur marche et avait l'ordre de les en empêcher.

De Paris, les militants du parti socialiste avaient suivi avec intérêt la tentative hardie de Biétry.

Le 24 novembre, le citoyen Pouget, qui joue un rôle important à la Confédération Générale du Travail lui écrivait :

LE JOURNAL DU PEUPLE

Grand Quotidien

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

17, Faubourg Montmartre

PARIS

« Paris, le 24 novembre 1899

« Cher camarade,

« Votre arrestation nous a empêché de vous envoyer plutôt la carte télégraphique (1). Je vous l'envoie ci-joint. Donnez-nous des renseignements. Pensons recevoir lettre de vous par retour du courrier.

« Je vous serre la main en hâte.

« E. POUGET »

En dépit de son échec, cette tentative neuve et hardie avait mis Biétry au premier plan. Sa popularité

1. Carte de correspondant de journal pour envoyer les dépêches à demi-tarif.

n'en fut point diminuée. A Paris, les chefs du parti révolutionnaire lui firent un chaleureux accueil. Son arrestation à Belfort n'eut d'ailleurs pas de suites graves. Incarcéré par simple mesure de police, on le garda encore une dizaine de jours, jusqu'à ce qu'on jugeât les esprits suffisamment calmés. On le relâcha, alors il put regagner Badevel où il se remit au travail.

Son rôle, dans le parti révolutionnaire, allait grandissant. Dans le courant de l'année 1900 il fut appelé comme « délégué au Comité général » du parti socialiste. En cette qualité il vint plusieurs fois à Paris. Lors d'une manifestation projetée pour le 14 juillet 1900, il fut parmi les opposants irréductibles qui firent échouer ce projet. L'intransigeance et l'âpreté avec lesquelles il montra l'impossibilité d'un accord entre les révolutionnaires et le gouvernement, les froissements qui s'ensuivirent, et que révèlent les lettres du Comité d'Entente ou Comité Général marquent déjà une tension des rapports, mais ces faits sont trop du domaine de la politique pure pour que nous y insistions plus longuement. D'autant que recrutée appréciée, il a encore toute la confiance des grands chefs, et l'on n'hésite pas en août à l'envoyer à Giromagny.

En août 1900, une grève venait d'être déclarée à Giromagny dans les établissements Warnod, Boigeal et C^{ie}. On avait besoin d'un chef. Le Comité

central du parti socialiste qui, de Paris, semble diriger autocratiquement tous les adhérents, envoya « l'ordre » à Biétry, alors malade et alité, de se rendre immédiatement » à Giromagny et d'y déclencher une grève à outrance. Malgré son état de santé, comme un soldat obéit, Biétry partit.

La police connaissait, pour l'avoir vu à l'œuvre pendant l'exode, ses facultés d'organisateur et de chef. Se sachant surveillé, il effectua le voyage à bicyclette et tint le soir même une réunion de grévistes.

Le lendemain matin une seconde réunion avait lieu, en plein air, dans un pré. Au cours de cette réunion, se conformant aux instructions qu'il avait reçues, Biétry attaqua violemment tout ce qui, à Giromagny, représentait une autorité. Entre autres il s'en prit vivement au maréchal des logis de gendarmerie, qui avait organisé un rigoureux service d'ordre. Pris à partie, le maréchal des logis intervint et mit l'orateur en état d'arrestation pour outrages. Aussitôt arrêté, Biétry fut transféré par le chemin de fer, à la prison de Belfort qu'il avait déjà connue l'année précédente. Il y fut incarcéré le 31 août 1900, et un reçu du gardien chef atteste qu'il possédait la somme de 5 francs.

Tout aussitôt il envoya à ses amis le télégramme suivant :

« Belfort, 31 8, 10 heures du matin.

Reçu ordre hier à Besançon venir à Giromagny. Arrivé hier soir, arrêté ce matin.

« BIÉTRY »

En même temps il avait prévenu le Comité Général du parti socialiste dont il était d'ailleurs le délégué, et lui avait demandé un défenseur. Quelques jours après il reçut la lettre suivante :

« Parti socialiste », « Comité général ».

« Citoyen Biétry, délégué au Comité général,

« Cher citoyen,

« J'ai transmis votre demande à la Commission de propagande.

« Celle-ci m'a invité à écrire aux citoyens Viviani et Briand, pour les prier l'un ou l'autre de vous assister devant le tribunal de Belfort.

« Au nom de la Commission de propagande, je vous envoie notre salut fraternel et l'assurance de notre solidarité dans la nouvelle épreuve qui vous atteint, mais qui n'aura pas raison, nous le savons, du vaillant militant que vous êtes.

« Bien cordialement à vous.

« Pour le Comité général

« *Le secrétaire,*

« LOUIS DUBREUILH »

Biétry devait comparaître le vendredi devant le

tribunal correctionnel. La veille il reçut à la maison d'arrêt un premier télégramme.

« Paris, 6 septembre, 8 heures du matin.

« Viviani empêché vendredi viendra lundi plaider, il demande parquet, remise affaire. Faites même demande audience vendredi. Si acceptez télégraphiez-moi directement.

« DUBREUILH »

Un autre télégramme du même jour signé « Briand » annonçait à Biétry que le Comité Général avait désigné M. Viviani pour présenter sa défense.

Mais le lundi un autre télégramme faisait savoir au prisonnier que son défenseur ne pourrait venir. Ce télégramme assez long se termine ainsi :

« N'ose vous conseiller de faire défaut... Suis ici à votre disposition pour toutes démarches. Amitiés. »

« VIVIANI »

Abandonné seul devant le tribunal de Belfort, Biétry s'entendit condamner à un mois de prison.

Les faits que nous venons de relater devaient peu de temps après donner lieu à un incident qui eut un certain retentissement dans le parti socialiste, et qui marque la première étape de Biétry vers la rupture avec les rouges.

Pendant le mois de détention qu'il subit en entier comme nous le verrons bientôt, Biétry privé de l'excitant malsain qu'était pour lui la lecture des

feuilles révolutionnaires, réfléchit longuement sur la question ouvrière, à laquelle il s'était dès longtemps voué corps et âme avec l'ardeur que nous avons vue. Déjà peut-être, beaucoup de ses illusions s'étaient-elles envolées, l'abandon dans lequel on le laissa à Belfort lui en enleva-t-il encore quelques-unes ?

Militant convaincu, ne craignant pas de s'exposer en personne, Biétry différait en ceci des agitateurs de profession, il croyait ce qu'il affirmait et c'est cette croyance, cette foi pour mieux dire, qui rendait son éloquence si communicative, si entraînante lorsqu'il prêchait ce que d'autres devaient plus tard appeler « l'action directe », le recours à la force, la grève générale. Dès ce moment, en cette sorte de retraite spirituelle, il comprit que les syndiqués n'ont rien à gagner à faire de la politique, il vit l'utopie de la grève générale et aussitôt libre commença à propager cette idée parmi ses amis. Nous verrons bientôt le résultat de cette propagande, mais ici se place l'incident auquel nous avons fait allusion et qui porte dans les journaux socialistes de l'époque le nom de « l'Affaire Biétry ».

Les 28, 29 et 30 septembre 1900, un congrès socialiste s'était tenu à Paris, Salle Wagram.

A la troisième journée de ce congrès, le dimanche 30 septembre, la séance du matin fut présidée par le citoyen Rozier. A la fin d'une séance orageuse et très longue, divers orateurs étaient venus à la tri-

bune rendre compte des mandats dont ils s'étaient acquittés, le dernier d'entre eux s'exprima ainsi :

Le citoyen Viviani. — Le Comité général il y a huit jours m'avait chargé de faire les demandes nécessaires pour obtenir la mise en liberté de notre camarade Biétry frappé par le tribunal correctionnel de Belfort. Après de multiples démarches faites au nom du Comité général, par moi qui étais son intermédiaire j'ai obtenu cette mise en liberté (1) (*applaudissements*).

Quand cette déclaration fut connue des intéressés, le journal *Le Petit Sou*, dont le directeur était M. Alfred Edwards, publia dans son numéro du vendredi 12 octobre, une protestation de son correspondant de Giromagny.

Le 13 octobre, revenant sur ce qu'il appelle l'affaire Biétry, le même journal, dans un article assez violent, confirme son information de la veille et donne une lettre de Biétry.

« Fesche-l'Eglise (par Delle) Haut-Rhin
le 11 octobre 1900.

« Cher Citoyen Edwards

« Depuis ma mise en liberté, j'apprends chaque jour une nouvelle information concernant mon arrestation à la grève de

1. II^e Congrès général des organisations socialistes françaises tenu à Paris du 28 au 30 septembre 1900. Compte rendu sténographique officiel, p. 140.

Giromagny. Le retard où j'en suis s'explique par la privation de journaux pendant ma détention. »

Puis il explique comment il a appris la déclaration le concernant, faite au Congrès de la Salle Wagram et continue :

« J'adresse donc au journal *Le Socialiste* la lettre ci-dessous, je vous prie de la publier en raison de son côté politique, mettant en cause une *fraction* du parti socialiste. »

Cette lettre, de ton très vif, violent même, est trop typique, marque une phase trop curieuse dans l'évolution de celui qui bientôt sera le chef des jaunes, pour que nous ne la reproduisions point.

« Journal *Le Socialiste*, 5, rue Rodier, Paris.

« Chers Camarades.

« Par les amis, j'apprends que *Le Socialiste* fut, parmi les journaux socialistes, un de ceux qui protesta le plus énergiquement contre mon arrestation. Je viens vous en remercier sincèrement. Cela fait, je vous autorise à affirmer que la déclaration faite au Congrès me concernant est absolument inexacte.

« Non seulement Viviani n'a pas obtenu du président du Conseil ma mise en liberté, mais j'aurais considéré comme une mauvaise action le fait de solliciter une mesure de clémence (?) On est clément avec les coupables, aux innocents il n'y qu'à rendre la justice.

« Si on avait trouvé les moyens de ne pas m'abandonner

devant le réactionnaire tribunal de Belfort *sans avocat*, peut-être aurait-on appris que je fus victime d'une arrestation monstrueusement arbitraire et d'une condamnation inqualifiable.

« Etant donné l'étrange parti que l'on a tiré de mon emprisonnement, je ne suis pas éloigné de croire que la préparation du fameux congrès n'y fut pas étrangère, j'entends par là que le ministère sachant mes sentiments en ce qui le concerne et prévoyant une narration de ses actes républicains dans le Doubs, à Belfort-Giromagny, etc., prit une résolution digne de lui, celle de me mettre sous les verroux.

« Condamné à un mois, j'ai donc fait *trente et un jours*. De quoi diable Viviani m'a-t-il fait gracier ? Quatre jours avant ma sortie de prison, ma femme gravement alitée depuis des mois, recevait en mon nom sommation d'avoir à payer les frais du procès (53 francs et des centimes), on lui accordait trois jours pour payer, sinon dix jours de contrainte pour moi.

« Est-ce que par hasard ce serait une des faveurs de Waldeck-Millerand ?

« Malgré les pirates et les tripoteurs de la politique, les militants persécutés restent des militants révolutionnaires.

« Il faudrait encore bien des sauteurs comme Millerand et des incorruptibles comme Waldeck-Rousseau pour nous démontrer que dès le moment où une fraction attrape sa part du gâteau, on a réalisé l'harmonie du capital et du travail.

« Laissons les pitres se battre les flancs sur les tréteaux ministériels, nous les retrouverons bien un jour dans la rue où ailleurs, quand nous serons avec le peuple, demandant un compte défi-

nitif des trahisons, des fourberies, sans compter les massacres (il paraît que nous les avons inventés).

« Courage chers camarades, continuez votre campagne.

« Entre les véritables socialistes, l'unité est faite, nous en sommes sûrs en province dans le parti socialiste révolutionnaire auquel j'appartiens, car dans les questions de principe et très souvent de tactique, nous applaudissons à votre œuvre.

« A la Révolution.

« PIERRE BIÉTRY »

Si l'on néglige tout ce qui dans cette lettre est inspiré par la passion politique, les questions personnelles, et si l'on tient compte enfin qu'il faut laisser vingt-quatre heures au condamné pour maudire ses juges, il ressort que Biétry reste, socialiste et même socialiste révolutionnaire, mais qu'une fois encore il affirme sa conviction « que les syndicats doivent laisser la politique de côté ». Quant aux moyens violents, Biétry à la fin de sa lettre pousse une dernière fois le cri d'excitation à la haine, à la révolution ; et s'il le pousse encore une fois c'est emporté par la colère, bien plus que mu par une conviction profonde. Revenu au calme, un esprit réfléchi ne pouvait en effet qu'apercevoir de plus en plus chaque jour ce qu'il y avait de chimérique dans tout le programme de l'action révolutionnaire. Sans perdre une minute il commença de répandre ses idées nouvelles parmi ses amis.

Une fois de plus rentré dans son pays, Biétry,

las des agitations, se remit de nouveau au travail. Ouvrier apprécié en dépit de son humeur batailleuse, il rentra en décembre 1900 chez son ancien patron M. Grillet, qui, travaillant avec des produits fabriqués par la Maison allemande Werner à Wiilingen (Baden) introduisit en France l'industrie de l'horlogerie populaire et bon marché apportant aux ouvriers du pays les ressources d'un métier nouveau. Il rentra donc à l'usine comme contremaître.

Mais de plus en plus convaincu de l'inutilité, du danger même de la grève générale, il continuait sa campagne anti-révolutionnaire. Le résultat ne se fit pas attendre ; délégué des syndicats du Doubs et du Haut-Rhin, au Congrès d'Ivry (novembre 1901), il avait pour mission de « combattre la grève générale », Bietry se rendit donc au congrès. Au début, tout se passa dans un calme au moins relatif. L'orage commença à se déchaîner quand on aborda la question de l'attitude politique des syndicats et surtout la fameuse question de l'opportunité et des conséquences de la grève générale au point de vue ouvrier et syndical.

Fort du mandat que lui avaient confié ses compatriotes, le délégué du Doubs voulut combattre la grève générale. Mal lui en prit. Comme on refusait de le laisser parler, il s'emporta et finalement sortit en faisant claquer les portes. Il devait plus tard être exclu du parti.

CHAPITRE II

Rupture de Biétry avec les Rouges. — L'interview de l'Union Ouvrière. — La Bourse indépendante du Travail

Biétry avait quitté le congrès socialiste d'Ivry, après qu'on eut refusé de le laisser parler. Cette quasi-obstruction fut en somme la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Une profonde évolution s'était faite en lui depuis le jour où un an auparavant il s'écriait « à la révolution ». Il avait cru pouvoir — mandataire de ses camarades, — faire entendre leur protestation contre les méthodes révolutionnaires.

Convaincu de l'impossibilité d'une propagande chez les rouges, il se tourna alors vers la Bourse du Travail indépendante, que dirigeait M. Lanoir. Heureux d'une telle recrue, celui-ci comprit de quel secours lui serait un lieutenant comme Biétry. Il lui ouvrit les colonnes de son journal, et dans le numéro du 9 au 16 novembre 1900 parut dans l'*Union Ouvrière* sous forme d'interview un véritable article de Biétry ; une sorte de profession de foi.

Après une appréciation de quelques lignes sur le Congrès d'Ivry, et un mot sur le rôle de Biétry aux « grandes grèves du Doubs, poussées jusqu'à l'exode », commence l'interview.

— La conférence a-t-elle pris une décision concernant plus spécialement la classe ouvrière, et les graves événements qui sont à l'ordre du jour, demandons-nous au camarade Biétry ?

— Politiquement oui, nous répond notre interlocuteur, mais à mon grand regret, la question essentielle ne fut pas abordée, ainsi je me proposais de demander au parti socialiste une déclaration formelle condamnant la grève générale, mais le citoyen Vaillant, qui présidait, ne jugea pas à propos de m'accorder la parole.

— Alors vous êtes adversaire de la grève générale ?

— Absolument, énergiquement, et si cela vous intéresse je vais vous résumer ce que je me proposais de dire à Ivry.

A mon sens, nous n'avons point à imiter l'expectative des socialistes ministérialistes qui, aussi bien que nous, savent ce qu'il a d'utopique et de dangereux derrière l'idée de grève générale, mais qui néanmoins conservent précieusement cette duperie dans leur programme en prévision des jours où ils retourneront dans l'opposition.

Nous n'avons que faire d'un aussi facile moyen de chantage et d'agitation.

Si nous condamnons la grève générale, ce n'est pas une manœuvre politique, mais parce que nous la considérons comme une utopie et un danger.

A mon avis, nous devons user à son égard du procédé employé par le Congrès International des mineurs qui tenait ses assises l'année dernière à l'Hôtel des Sociétés Savantes, c'est-à-dire de refuser de l'examiner et le dire et le proclamer hautement.

— Mais alors, demandons-nous à M. Pierre Biétry, vous vous séparez absolument de toute une fraction socialiste.

— Sur ce point là et sur d'autres encore, oui ! déclare vivement notre camarade. Nous n'avons que faire de cet héritage anarchiste découlant du Congrès de Chicago en mai 1886, où Parsons, Spies et d'autres soutinrent cette thèse qui fut d'ailleurs reprise à Paris par Fortelier en 1888, et finalement adoptée par certaines organisations syndicales et politiques, au fur et à mesure que l'élément libertaire s'infiltrait dans ces groupements.

— Mais les congrès socialistes mirent la grève générale dans leurs programmes ?

— Oui, c'est Briand qui, après en avoir fait son dada favori, put entraîner deux congrès à sa suite, mais dans une question aussi grave je n'ai cure d'aussi piètres précédents.

D'ailleurs, voici ce que j'ai définitivement à dire à ce sujet. Personne n'ignore que les ouvriers syndiqués forment l'infime minorité de la classe ouvrière. A quoi bon s'abuser !

Si une majorité de la classe ouvrière dédaigne et redoute nos théories, c'est parce que, comme à plaisir, le parti socialiste vit d'équivoque.

On appréhende notre action avec autant d'angoisse dans la majorité des ateliers, que dans les bureaux du patronat. Tout est confusion dans cette action économique.

Notre méthode de combat contre la société capitaliste, paraît ne porter et ne porte en effet que sur les points où les travailleurs sont toujours les victimes.

Le syndicat est un groupe de combat, ce n'est pas un groupe idéal, il lutte sur un terrain étroit, tout particulier et à un seul point de vue contre le patronat.

Mais à coup sûr le syndicat n'est pas, ne peut pas être considéré comme le modèle d'un organisme de la société future. Si la révolution se faisait, il devrait disparaître ou se modifier.

Or, la grève générale dans sa conception actuelle, c'est-à-dire sa forme la plus utopique, serait le fruit, le résultat exclusif des efforts de l'organisation syndicale fédérée ou non.

Admettez que cette révolution aboutisse, elle n'aura été que le résultat du seul effort des ouvriers manuels en révolte. Et bien je vous accorde pour une minute le succès complet.

Qu'advient-il de cette secousse quand les travailleurs victorieux seront en présence des outils qu'il convoitent ?

Je vais vous le dire ! Le résultat : pour remettre en mouvement la vie industrielle morte entre leurs mains victorieuses ! Les vainqueurs devront solliciter les concours des vaincus et c'est la contre-révolution avec son cortège de douleurs, de misères, de lois répressives et réactionnaires.

Laissons à d'autres, ajoute P. Biétry les arguments stupides et sonores qui représentent le mouvement de grève générale actuellement en perspective comme une manœuvre des grands industriels réactionnaires. J'ai des raisons de croire que les industriels se préoccupent beaucoup plus de maintenir la disci-

pline dans leurs ateliers et la prospérité dans la production que de l'organisation des travailleurs en phalanges révolutionnaires et expropriatrices.

Puis Biétry continuant sa théorie, montre que les industriels sont souvent eux, aussi, les victimes de la grande spéculation. Pour lui une grève générale pourrait ruiner le patronat, non le spéculateur.

En admettant, continue-t-il que la grève soit générale en France, elle ne sera ni partielle, ni générale ailleurs. Les corporations allemandes, anglaises, belges, etc., se refusent énergiquement à tous mouvements de solidarité dans ce sens. Qu'espèrent donc les protagonistes de cette folie ?

Je le disais l'autre jour à Vaillant, à Lafargue, je l'avais dit la veille à Rolde et à Dejcànte, je le répète à tous ceux qui veulent m'entendre : *la grève générale est une utopie*. D'ailleurs dans l'intimité, tous les socialistes sont de mon avis, mais ils n'osent l'affirmer publiquement.

J'estime moi, qu'il est criminel voyant le danger, de laisser cette torpille perfide et meurtrière attachée aux flancs de la classe ouvrière et quelles que puissent être pour moi les conséquences de cette déclaration, je vous autorise à la faire en mon nom.

Sur ces paroles énergiques, notre camarade nous quitte après nous avoir serré la main.

La fin de l'article, une trentaine de lignes, est consacré à l'éloge de Biétry, « cet homme » dans l'expres-

sion élevée et vraie du mot. » Le rédacteur souligne ensuite « la portée des déclarations de P. Biétry » et leur répercussion dans la région de l'Est.

De pareilles déclarations, venant après l'incident du Congrès d'Ivry ne pouvaient passer inaperçues.

L'article avait paru le 10 novembre. Peu de jours après, en exécution d'un ordre du Comité central du parti socialiste, M. Dubreuilh écrivait à Biétry la lettre suivante.

PARTI SOCIALISTE DE FRANCE
Conseil Central
42, RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES
PARIS

« Paris, 14 novembre 1901.

« Citoyen Pierre Biétry

Badevel (Doubs).

« Cher Citoyen,

« On a communiqué hier soir au Conseil Central du parti socialiste de France, un numéro de l'*Union Ouvrière* (journal professionnel du monde du travail) qui a pour directeur le nommé Paul Lanoir dont la réputation n'est plus à faire dans les milieux syndicaux et socialistes. Lanoir est connu de nous tous comme un agent de la réaction et l'un des principaux meneurs des syndicats *Jaunes*.

Dans le numéro de l'*Union Ouvrière* se trouve une interview qui vous aurait été prise, paraît-il, par un des rédacteurs de la feuille et au cours de laquelle ledit rédacteur vous considère comme un ami et en quelque sorte comme un coreligionnaire.

« Cette interview est suivie d'un entrefilet signé P. B. où la

tactique révolutionnaire est très malmenée. Nous ne pouvons croire, cher citoyen, que cet entrefilet soit de vous. Le sieur Lanoir a dû à notre avis se servir volontairement de ces deux initiales pour vous compromettre.

« Je me résume : Le Conseil Central serait heureux que vous lui indiquiez : 1^o si une interview vous a été réellement prise ; 2^o si cette interview vous ayant été prise, votre pensée n'a pas été dénaturée ; 3^o que vous n'êtes pas l'auteur du filet signé P. B.

« Bien cordialement à vous.

« Pour le Conseil Central.

« LOUIS DUBREUILH »

Le jour même où le secrétaire du parti socialiste adressait à Biétry cette mise en demeure de s'expliquer, l'interview paraissait dans le *Haut-Rhin républicain*. Puis Biétry faisait savoir qu'il n'avait rien à rétracter ; que depuis le congrès d'Ivry où il avait quitté la salle, il ne se considérait plus comme membre du Parti socialiste de France.

Aussi le comité, réuni quelques jours après, prononça-t-il son exclusion.

Depuis quelque temps déjà, Biétry était entré en relations avec les Jaunes et leur chef M. Lanoir. M. Gaston Japy, après avoir lutté contre Biétry avait été frappé de ses qualités et l'appréciait beaucoup. Une même évolution s'était produite chez l'ancien meneur de l'exode. Il voyait en M. Japy un patron

soucieux d'améliorer le sort de ses ouvriers, de les relever moralement et matériellement. Entre ces deux hommes l'accord devait se faire. Pour lui comme pour Biétry qui, désillusionné du côté révolutionnaire, cherchait sa voie, le mouvement jaune dont on parlait alors était intéressant à étudier.

Pour connaître le mouvement jaune, il nous faut remonter un an en arrière, en 1900.

CHAPITRE III

Les Jaunes. — Les grèves de Montceau et l'origine de ce nom. — L'Union ouvrière. — M. Lanoir et la Bourse Indépendante du travail.

Après les luttes du Doubs, d'autres avaient lieu à Montceau-les-Mines.

Depuis plusieurs semaines, là aussi la grève était déclarée, grève violente, à laquelle rien ne manquait. Cris, menaces, discours, manifestations révolutionnaires, attentats même. L'agitateur Maxence Roldes menait la danse. Tout avait été essayé et les patrons ne cédaient pas. Un jour, quelques pères de famille, simples ouvriers, osèrent déclarer qu'ils reprendraient le travail tout en poursuivant leurs revendications légitimes. Ces hommes courageux s'appelaient Dessolin, Monamy, Burtin, etc. Leur exemple fut contagieux, le lendemain ils étaient trois cents. Chaque matin, pour se rendre au travail, le petit groupe était l'objet de railleries, de vexations et même de violences. Parmi les membres de la presse parisienne, qui suivaient à Montceau les péripéties de

la grève, le mouvement d'indépendance contre la tyrannie rouge reçut un accueil sympathique.

M. Etienne Charles, de la *Liberté* et M. Janne de la *Croix* furent des premiers à s'intéresser au mouvement anti-gréviste et à l'encourager, à l'aider même d'une souscription. Les dissidents faisaient tous les jours de nouveaux progrès, aussi la surexcitation des meneurs de la grève ne connut-elle plus de bornes. Molestés chaque matin, risquant même leur vie, les travailleurs éprouvèrent le besoin de serrer leurs rangs ; une fois de plus le besoin créa l'organe, et leurs réunions au Café de la Mairie sous la présidence de M. Burtin furent l'embryon d'un syndicat qu'on nomma syndicat n° 2, mais qui peu après devait en de tragiques circonstances recevoir un autre nom.

La création du syndicat n° 2, effraya les rouges plus que n'importe quelle mesure de violence, plus que si le nombre des dissidents eût doublé d'un jour à l'autre. Ils voyaient en lui « l'organisation » de la résistance à la tyrannie des meneurs. Aussi résolurent-ils de le briser à sa naissance, en infligeant à ses promoteurs un châtement tel que nul n'osât plus marcher sur leurs traces. Les rouges résolurent d'assiéger et de prendre d'assaut le Café de la Mairie. L'attaque fut organisée bientôt ce fut une véritable émeute. Aux pierres et aux projectiles divers jugés trop inoffensifs succédèrent les balles des revolvers.

Quelques membres du syndicat n° 2 enfermés dans le café se défendaient vaillamment. La gendarmerie et la troupe durent charger pour empêcher les assaillants de démolir complètement l'immeuble. Le calme se rétablit, la devanture cependant avait été à demi enfoncée. Comme ils n'avaient point le choix des matériaux, les assiégés remplacèrent les vitres brisées et consolidèrent celles qui restaient avec des feuilles de papier d'emballage jaune.

Les grévistes désignèrent par dérision le café qu'ils avaient saccagé sous le nom de maison Jaune et de là à qualifier de « Jaunes » les syndiqués qui s'y réunissaient il n'y avait qu'un pas. Ceux-ci pensèrent que ce nom en valait un autre, et loin de s'en montrer offensés s'en parèrent orgueilleusement (1).

Leur attitude énergique, leur surnom lui-même valurent à ces braves ouvriers quelques jours de célébrité. Dans la presse, chacun à l'envie célébrait leur courage, les félicitait de leur initiative. Quelques jours ils furent populaires ; puis sous l'apport inces-

1. Il y a cependant un précédent mal connu, le fait s'est passé au Creusot en 1899. Pendant les grèves, un groupe d'ouvriers avait continué à travailler. Les grévistes assiégeaient les ateliers, l'administration leur avait alors fait distribuer du pain et du saucisson. D'où le nom de « Saucissons » donné aux dissidents, tandis que les grévistes recevaient celui « d'Andouillards ». Le fait eut moins de retentissement que celui de Monceau, d'ailleurs le syndicat indépendant que fonda M. Mangematin ne se constitua point en pleine lutte comme le syndicat jaune de Montceau ; il ne fut créé que quelques mois après la grève.

sant des événements quotidiens, l'oubli se fit, peu à peu, les jaunes rentrèrent dans l'ombre.

Mais le mouvement était lancé, et dans chacune des grèves qui suivirent, lorsqu'un groupe d'ouvriers se refusait à suivre les meneurs, on lui appliquait immédiatement le nom de « Jaune » sans se soucier de rechercher si ces ouvriers étaient bien réellement des jaunes comme ceux de Montceau ou s'ils étaient purement et simplement des « briseurs de grèves ».

Indéniablement un mouvement de révolte contre la tyrannie se dessinait, mais il manquait de direction. Qui donc allait en prendre la tête ? Les fondateurs du syndicat jaune de Montceau ? Non, simples ouvriers attachés à leur usine ils ne pouvaient entreprendre une œuvre aussi considérable. C'est alors qu'apparaît la personnalité de M. Lanoir.

Nous ne discuterons point les reproches dont il a été l'objet. Quel que'ait été son rôle par la suite, il faut convenir qu'il fut vraiment le fondateur du mouvement jaune et que le premier, il parvint à canaliser, à régulariser toutes ces bonnes volontés trop souvent encore à l'état latent. Aujourd'hui M. Lanoir a disparu de la scène du mouvement syndical. De graves accusations ont été portées contre lui, des faits même ont été relevés. A l'égard des unes il n'a point efficacement protesté, devant les autres il a dû s'écarter. C'est à regret que l'on voit sombrer dans les combinaisons louches un homme qui, s'il eût

eu quelque ambition et de plus nobles aspirations eût pu, servi par une intelligence très au-dessus de la moyenne, jouer un rôle important, un rôle prépondérant même pour le bien de son pays.

Quoi qu'il en soit, c'est le 15 septembre 1901 que M. Lanoir jeta les fondements de la Bourse Indépendante du Travail.

Il prit la tête du mouvement de révolte contre la lutte des classes, et réunit 65 syndicats, expulsés de la Bourse du Travail par l'intolérance de la majorité.

Mais dès le premier jour il retombe dans les errements des syndicats rouges en matière de subventions. « Nous comptons, écrit-il, sur deux concours : 1^o Les subventions municipales ; 2^o les concours moraux et matériels des membres les plus intelligents et les plus clairvoyants du patronat, qui comprenant eux la nécessité de notre œuvre sociale, aideraient son éclosion ». C'était regrettable.

Il prêtait ainsi le flanc à la critique. Elle ne lui fut pas ménagée. Il faut bien convenir qu'elle était méritée. Recevoir des subventions de l'Etat ou des municipalités soit, mais en recevoir des patrons, voilà une faute impardonnable.

La susceptibilité toujours en éveil du monde ouvrier s'en émut, les adversaires enchantés d'une telle occasion ne manquèrent pas de prodiguer aux jaunes l'épithète de « Vendus ». Le mouvement ne

progressait que lentement. Par la force des choses, les ouvriers venant en petit nombre, il fallait pour vivre se rapprocher encore des patrons dont on voulait obtenir des subventions.

Avant de fonder la Bourse Indépendante, M. Lanoir dirigeait un journal : l'*Union Ouvrière*, dont le premier numéro avait paru le dimanche 20 avril 1901. C'est dans ce journal devenu le journal officiel du monde jaune que Biétry avait fait paraître son interview.

Peu de temps après, il vint définitivement se fixer à Paris, et entra comme secrétaire à la Bourse Indépendante.

Dès ce moment il se donne au mouvement jaune. Conférencier écouté, polémiste ardent, il prend chaque jour une place plus considérable. Mais au bout d'un certain temps il croit surprendre des compromissions, il s'inquiète. Cependant on prépare fiévreusement un premier congrès, ce sera le Congrès de Saint-Mandé.

CHAPITRE IV

Le Congrès de Saint-Mandé. — La rupture entre Biétry et Lanoir. — Correspondance. — Première tentative de Biétry. — Son échec. — Seconde tentative. — La Fédération Nationale des Jaunes de France.

Le Congrès de Saint-Mandé marque l'apogée des syndicats dirigés par M. Lanoir. Dès avant les séances du congrès, une sourde mésintelligence régnait dans le bureau directeur de la Bourse indépendante du Travail. « On reprochait à M. Lanoir de vouloir seulement faire une cassure dans le syndicalisme, et de n'avoir aucun programme professionnel et « de former uniquement des groupes anti-grévistes avec des moyens d'existence identiques à ceux des rouges : 1^o Subventions officielles ; 2^o subventions patronales. C'était tout, c'était peu. Rien au point de vue professionnel, rien au point de vue national, rien au point de vue social » (1).

Nous n'avons point à prendre parti dans la querelle. A ces raisons s'en sont mêlées d'autres que nous exposerons simplement ici. Nous avons entre

1. Biétry. *Socialisme et les Jaunes*.

les mains les principales pièces de ce procès, nous transcrivons celles qui en valent la peine, pour les autres nous les analyserons brièvement.

A la clôture du congrès, lorsqu'il s'agit de fixer la durée des pouvoirs de M. Lanoir, comme directeur du mouvement jaune, M. Biétry s'exprima ainsi. « Aucun de nous n'acceptera que votre mandat soit renouvelable d'année en année, je propose comme période minima trois années consécutives » (1).

La proposition fut adoptée à l'unanimité.

Cependant, dès les premiers jours d'avril, Biétry quitte la Bourse indépendante du Travail et se retire chez lui à Badevel pour une période indéterminée. Que s'était-il donc passé ?

Plusieurs faits soit pendant le congrès, soit depuis sa clôture, avaient révélé une tendance que plusieurs trouvaient fâcheuse.

Dans un discours, M. Lanoir avait affirmé « notre Bourse du Travail est louée pour dix années consécutives, notre terme est payé ». Quelques-uns croyaient avoir des raisons de mettre en doute cette affirmation. Un peu auparavant, le directeur de la Bourse indépendante avait dit « l'argent qui nous était nécessaire nous l'avons trouvé ». Comment ? C'est une révélation qu'il estimait « n'avoir pas le droit de faire ».

1. Congrès de Saint-Mandé, p. 151.

Au moment de régler la note du banquet de clôture, M. Lanoir avait dû emprunter à M. X... gros industriel la somme nécessaire. Un autre congressiste, M. Delcourt-Haillot, n'avait pu se faire rembourser les frais de déplacement d'une nombreuse délégation venue de Valenciennes.

Bref, un mécontentement certain troublait la Bourse indépendante. Pour se dégager de M. Lanoir qui sans cesse le mettait en avant ; appelé à engager lui-même sa responsabilité comme secrétaire de la Bourse, Biétry crut agir prudemment en se retirant sous sa tente, et en laissant agir les événements. Il partit donc pour Badevel, sans fixer la durée de son absence.

M. Lanoir ne sachant à quoi s'en tenir, inquiet du mécontentement qu'il sentait confusément grandir autour de lui, lui adressa la lettre suivante.

UNION FÉDÉRATIVE
DES
SYNDICATS ET GROUPEMENTS
OUVRIERS PROFESSIONNELS
DE FRANCE ET DES COLONIES

« Paris, 11 mai 1902.

« Cher M. Biétry,

—
Siège Social :

« Laissez-moi je vous prie, vous exprimer le regret que me cause votre absence prolongée, pendant laquelle vous ne m'avez même pas fait connaître les causes de votre éloignement.

« Cette absence est surtout regrettable parce qu'elle se produit juste au moment où à tort, j'en reste convaincu, des individus,

abusent de votre silence pour rallumer leurs feux de discorde et de désunion.

« Un mot de vous condamnant les menées.... de ces farceurs ne serait donc pas de trop si vous connaissez ces menées avant ou depuis votre départ.

« Au cas contraire, votre retour s'il est possible ne serait pas inutile.

« Croyez mon cher M. Biétry à l'expression de mes sentiments toujours les mêmes et de mon.... (illisible) de l'œuvre entreprise.

« PAUL LANOIR »

Le 13 mai il envoyait le télégramme suivant :

« Pierre Biétry, Badevel.
Paris, le 13, 2 h. 30 du soir.

« Sans aucune nouvelle de vous, sans même un mot de réponse à ma lettre, suis dans obligation de vous remplacer.

« LANOIR »

Immédiatement M. Biétry lui répondait :

Badevel, 14 mai 1902. (Mise à la poste à Porrentruy)
(Suisse)

« Monsieur Lanoir,

« J'ai reçu hier en même temps que votre lettre un télégramme signé de vous. Permettez-moi avant de m'indigner de vous faire remarquer le peu de sang-froid dont vous faites preuve en cette circonstance.

« On ne gère pas une Bourse de travail comme une maison de commerce, on ne traite pas un collaborateur qu'on n'a pas le droit de suspecter comme un domestique. Vous n'avez pas plus le droit de me dire allez-vous-en que je n'ai contre vous ce même droit.

« Quoi que vous en pensiez, la Bourse n'est pas Lanoir, et Lanoir n'est pas la Bourse, ceci dit pour répondre à l'insolence préméditée de votre télégramme.

« Quant au mouvement, j'en suis toujours le dévoué champion sans aucune arrière-pensée.

« Je me suis retiré chez moi pour le temps qui me semblera bon parce que je ne veux pas sanctionner par ma présence, vos manœuvres diverses et vos actes criants d'autoritarisme.

« Surtout parce que je ne reconnais à personne le droit d'organiser la délation, l'espionnage dans une œuvre où la camaraderie devrait régner. Je me suis éloigné enfin parce que dans les circonstances actuelles je vous considère *vous* comme *le plus dangereux ennemi* du mouvement de rénovation que d'aucuns rêvaient fécond, *surtout honnête*.

« Voilà ce que j'avais à vous répondre, pas autre chose.

« PIERRE BIÉTRY »

Le 22 mai, c'est-à-dire près de huit jours après avoir reçu une lettre dans laquelle Biétry portait contre lui des accusations assez précises, M. Lanoir lui répondait en l'excluant de la Bourse du Travail.

Nous donnerons intégralement cette lettre, malgré sa longueur, parce qu'elle renferme tous les griefs que le directeur de la Bourse Indépendante pouvait avoir à formuler contre l'ancien secrétaire.

Ingratitude est le reproche le plus fort, mais rien dans cette lettre qui soit de nature à entacher l'honneur de M. Biétry ou même à jeter la suspicion sur lui, puisqu'il renonce à une situation « qu'il ne se refera jamais » constate M. Lanoir. Nous croyons devoir insister sur ce point, parce que de nombreuses brochures ont représenté sous un tout autre jour la rupture entre MM. Biétry et Lanoir (1).

1. M. Biétry a fait condamner les diffamateurs devant le

UNION FÉDÉRALE
DES SYNDICATS
ET GROUPEMENTS

Paris, le 22 mai 1902.

« Monsieur Biétry,

13
178

« J'ose espérer que vous n'attendez pas de moi une réplique au tissu d'injures que vous venez de me faire l'honneur de m'adresser sous forme de réponse à ma lettre du 11 et à mon télégramme du 13. Si à un moment donné vous laissez sommeiller votre âme révolutionnaire et que le bon sens reprenne chez vous le dessus vous reconnaîtrez, j'en suis convaincu, que je n'ai rien à me reprocher, pas plus à votre égard qu'à l'égard de qui que ce soit.

« Ma conviction, c'est qu'en vous accueillant à mes côtés, je vous ai relevé moralement et matériellement.

« Jamais vous ne vous referez une situation comme celle que je vous avais faite pour un travail que vous faisiez sans goût, en maugréant et en boudant et que vous avez abandonné illégalement et déloyalement. Je vous ai fait avoir à titre fixe 750 francs par mois, sans compter le reste qui s'est monté rien que pour le mois dernier à 2.500 francs. M. Biétry a établi depuis que cette somme de 2.500 francs formait la totalité de ses rémunérations pendant toute la durée de sa collaboration et non pendant un mois. C'est le soir même du jour où selon votre propre expression je devenais votre propre sauveur, que vous partez en me pressant dans vos

tribunal de Brest et plusieurs procès sont en cours devant le tribunal de la Seine.

bras pour m'insulter à votre arrivée à Porrentruy (Suisse).

« Et c'est moi qui aurais été insolent, violent et qui aurais fait preuve de sentiments autoritaires, et c'est vous qui osez m'écrire cela, vous dont la vie est faite de colères, de violences et de continuelles insurrections contre toutes les lois naturelles ou écrites de votre pays.

« Il en sera donc toujours ainsi !

« Je ne vous en accuse pas.

« J'ai déjà tant souffert de toutes ces vilénies que je finis par n'avoir plus qu'une profonde pitié pour ceux qui par nature, par calculs ou par tempérament s'en rendent coupables.

« Vous osez écrire que je suis, moi, le plus dangereux ennemi de l'œuvre que j'ai créée. Quelle ineptie !

« Souvenez-vous, je vous prie, que ce sont les ravages et les ruines que vous avez accumulées dans nos beaux départements de l'Est par vos menées et vos manœuvres, qui m'ont amené à créer cette œuvre, fruit de cinq années d'une longue lutte, sans trêve et sans merci.

« Et ce serait moi, l'ennemi de mon œuvre ?

« Et ce serait vous, contre qui elle a été créée qui en seriez le sincère défenseur. Allons donc ! Tenez, laissez-moi croire qu'en écrivant votre tissu d'injures précité, vous n'étiez pas en possession de vos facultés.

« Quant à vos menaces de revenir à la Bourse indépendante malgré moi, croyez-moi, évitez de commettre cette autre faute ; la préméditation que j'ai fait établir par la remise de vos lettres, ne pourrait qu'en augmenter encore

la gravité. C'est avec une pleine et entière connaissance de cause, après étude approfondie et après avoir pris tous les conseils utiles que j'ai, dans l'intérêt de l'œuvre dont j'ai la garde, prononcé votre exclusion et vous resterez exclu.

« Vous verrez d'ailleurs la pétition de tous vos anciens collègues de Paris, me demandant comme un service de prononcer cette exclusion.

« *Le Secrétaire général*

« PAUL LANOIR »

C'était donc la rupture et en même temps une déclaration de guerre. Aussi bien l'une et l'autre existaient-elles dès longtemps : l'une depuis le départ de Biétry, l'autre depuis la lettre du 14 mai. Guerre à outrance, car les deux adversaires continuaient l'œuvre chacun à sa façon. « Quant au mouvement, avait écrit Biétry, j'en suis toujours le dévoué champion ». Il ne devait pas rester inactif.

Dès le mois de juin, il s'occupa de réunir en un faisceau les embryons de syndicats indépendants. A ce moment, en butte encore aux suspicions que son brusque départ avait fait naître, et que d'anciens collaborateurs faisaient peser sur lui, il ne réussit qu'à demi dans son entreprise. Le 1^{er} juin 1902, il fonda la « Fédération Nationale des Jaunes de France ».

Les fondateurs de la Fédération étaient peu nombreux et surtout manquaient d'argent. L'impression

de leur manifeste, tiré à 40.000 exemplaires, allégea fort leur réserve déjà peu garnie. Heureusement pour eux, le député du XI^e arrondissement, M. Congy, mit à leur dispositisn pour les deux mois qui restaient à courir, le local de la rue Rampon qui lui avait servi de permanence pendant la période électorale.

CHAPITRE V

Le manifeste de la Fédération des Jaunes de France. — Le programme. — *L'Ouvrier indépendant*. — Second échec. — Abandon du nom de Jaune. — L'union Fédérative des ouvriers et syndicats professionnels indépendants. — Son adhésion au Parti Socialiste National. — Le Parti Socialiste National rue Pierre Lescot. — *Le Travail libre*. — Le programme du Parti Socialiste National. — Le manifeste.

Le manifeste de la Fédération Nationale des Jaunes de France, signé de six noms d'ouvriers constitue le premier programme méritant vraiment ce nom, publié par les jaunes.

Si comme le remarque M. Biétry, on n'y trouve pas la « négation du socialisme parce que socialisme » la méthode et les moyens révolutionnaires y sont nettement condamnés : « L'amélioration du sort des travailleurs ne peut résulter que de leur organisation et de leur éducation. »

Puis viennent sur le contrat de travail des considérations que nous retrouverons plus tard. C'est, y est-il écrit, un pacte qui doit « *solidariser* patrons et ouvriers. »

Les réformes préconisées sont surtout la participation aux bénéfices, l'opposition aux grèves politiques et la réglementation du travail.

Le 1^{er} juin, parut un journal, l'organe du nouveau parti, *l'Ouvrier Indépendant*.

Les Jaunes de France sont socialistes et le seront ou diront l'être encore longtemps. « Notre unique préoccupation, écrivent-ils, sera de constituer le véritable socialisme français. »

Mais le mouvement ne faisait pas de progrès, l'époque était mal choisie, c'était à la veille des vacances. Puis aux autres charges, venait s'ajouter celle du loyer, car il fallait quitter la rue Rampon et chercher un autre local.

Cependant, au mois d'août 1902, les ressources des dissidents ou plutôt des socialistes nationaux, comme ils vont bientôt s'appeler, étaient épuisées. *L'Ouvrier Indépendant* cessa de paraître.

M. Lanoir put un instant penser qu'il avait gagné la partie. Mais peu à peu les langues se déliaient, et le directeur de la Bourse Indépendante sentait renaître autour de lui le mouvement de mécontentement qu'il avait cru écraser en brusquant la rupture avec son ancien secrétaire. D'autre part, les accusations lancées contre lui avaient ébranlé la confiance d'un grand nombre d'adhérents. Ceux-ci renouèrent des relations avec Biétry, ou plutôt les resserrèrent. Dans le courant de décembre, les intentions se précisèrent.

Le 23 décembre une réunion préparatoire eut lieu, 29, rue Béranger.

Dans cette réunion peu nombreuse, on agita tout d'abord la question du nom de la future organisation.

Dans son livre le *Socialisme et les Jaunes*, M. Biétry explique la répugnance qu'avaient ses camarades à conserver le titre de Fédération des Jaunes. Il leur semblait que ce nom de Jaunes était une insulte, « ils voulaient bien lutter contre le démagogie socialiste, et les syndicats rouges, mais avec un drapeau choisi par eux ».

« Notre erreur fut de croire qu'un parti de protestation peut choisir son terrain, ses armes et le jour ou la nuit, mais comme le disait si fortement Mirabeau « ceux qui sont persécutés doivent se parer des injures de leurs ennemis, ils leur ôteront ainsi le pouvoir de les humilier avec des expressions dont ils auront su s'honorer ».

D'autres raisons, croyons-nous, poussaient aussi les « Jaunes » à abdiquer leur nom. Tout d'abord ils étaient socialistes, ils « croyaient à la vertu du mot » sans songer que leur programme en était la négation.

D'autre part, les journaux souvent mal informés, l'opinion publique qui est leur reflet, persistaient à ne voir dans les jaunes que des « anti-grévistes » ; elle confondait les briseurs de grèves professionnels, ces

équipes toujours prêtes à se transporter chez un industriel pour remplacer les ouvriers grévistes, sans rechercher si les raisons de la grève sont légitimes ou non ; l'opinion confondait trop souvent ces hommes, dont c'était le métier, avec les honnêtes travailleurs qui pensaient seulement que le patron n'était pas par la force des choses un ennemi, et qui croyaient pouvoir tout en continuant de travailler essayer au moins de discuter avec lui, d'obtenir pacifiquement des améliorations à leur sort. Une dernière raison est donnée par M. Biétry : « Il faut tenir compte enfin que nous étions pris d'une part entre le mouvement Lanoir jaune anti-ouvrier et le mouvement rouge socialiste anti ouvrier. On cherchait ainsi à indiquer que c'était du côté ouvrier (socialiste) que l'on aspirait à se dégager des éléments patronaux et politiques.

Le procès-verbal résume à merveille cette tendance.

« Nous sommes avant tout des socialistes, nous le sommes avec sincérité ».

« Biétry est prié de réunir, avant cette date (1), les représentants autorisés de la Fédération Nationale des Jaunes de France et de leur demander l'abandon de ce titre pour celui plus expressif « d'Union Fédérative des Ouvriers et Syndicats professionnels indépendants ».

1. La réunion était fixée au 1^{er} janvier 1903.

« Cette Union sera ensuite invitée à adhérer immédiatement au « parti socialiste national ».

La séance projetée eut lieu le 1^{er} janvier 1903 à la Brasserie de l'Espérance. Les représentants de 8 syndicats étaient présents, 5 autres délégués s'étaient excusés mais déclaraient adhérer au manifeste qui devait être lu et dont ils avaient eu connaissance.

Le manifeste dont nous parlerons plus loin fut adopté à l'unanimité, et pleins pouvoirs furent donnés à MM. Lionne et Biétry pour le faire imprimer et distribuer. Le nombre de 20.000 fut convenu, puis les membres présents se constituèrent en « Comité directeur provisoire ».

A la fin de la réunion « Biétry déposa la décision de la Fédération des Jaunes de France » qui déclare « faire abandon de son titre pour le ranger sous la bannière du « parti socialiste national ».

Une autre réunion avait été fixée au 10 janvier, elle se tint cette fois rue Pierre Lescot, siège provisoire du nouveau parti, nous écrivons provisoire, parce que à cette époque de constitution, de lutte pour la vie, les pionniers du mouvement que nous étudions étaient toujours incertains du lendemain. Dans un de ses livres, M. Biétry a dépeint cette installation plus que modeste « une table ronde en sapin, quelques chaises ». Les secrétaires « exerçaient chacun de leur côté leurs métiers manuels et ne venaient que le soir ».

Le Comité directeur reçut dans cette réunion du 16 janvier l'adhésion de 2 nouveaux syndicats, dont celui des « blanchisseurs de la Seine ».

Le bureau du Parti Socialiste National fut constitué pour une année avec Biétry comme secrétaire général, il rendit compte de la publicité donnée au manifeste et fixa au 17 janvier la deuxième séance.

De nouvelles demandes d'admission y furent examinées et accueillies. C'étaient le syndicat des débardeurs et ouvriers des ports, dont le siège est à Ivry, et le syndicat des chauffeurs mécaniciens. Enfin fut décidée la création au siège d'un bureau de placement gratuit.

De nouvelles réunions eurent lieu, et le 10 février 1903 paraissait le premier numéro du *Travail Libre*, bulletin de « l'Union Fédérative des ouvriers et syndicats indépendants et du Parti socialiste national ».

C'était un journal d'allures modestes et dont l'existence devait être éphémère (1). Journal de lutte, de polémique, le ton des articles s'élève parfois jusqu'à la violence.

Une apostrophe aux rouges précède l'exposé du programme.

« Et vous les mauvais semeurs, agitez vos faucilles. Leur éclat n'étincellera jamais que dans les moissons écloses de vos semailles.

1. Il paraissait le 10 de chaque mois et ne comptait que 9 numéros.

« Le grain prometteur de pain nourricier que vous lanciez à la volée, ne contenait que des ferments d'ivraie et de plantes meurtrières.

« Récoltez donc le fruit de vos travaux dans les passions déchaînées par vous.

« A vous le socialisme basé sur le monopole des crimes contre la nation, et des attentats contre la production nationale au profit de la spéculation internationale.

« A nous le socialisme fécond ; nous sèmerons ici le froment qui germera sous le soleil de France et que nous moissonnerons en blondes moissons pacifiques.

« Parce que les uns sont dépossédés, vous aviez fait le rêve criminel de déposséder ceux qui ne le sont point.

« Nous rêvons de donner à ceux qui n'ont rien.

« Il faut que tout le monde possède.

« L'expropriation c'est pour vous, c'est votre théorie fondamentale.

« La nôtre c'est : à chacun une parcelle de propriété.

« Nos camarades des mines, des usines, des champs et de la mer, choisiront entre vos cliquetis d'épées, et le bruit de nos charrues...

.

« ... Patience, camarades, si nous édifions trop lentement au gré de vos espérances, l'édifice commun n'en sera que plus solide. »

Ces belles paroles, si sages, si sensées, quelquefois d'une belle envolée, valent certainement beaucoup

mieux que les attaques passionnées et souvent personnelles qui se rencontrent dans le reste de l'article. Mais il faut tenir compte du temps et des circonstances. On ne raisonne pas, on n'écrit pas de la même façon lorsque sur la brèche on lutte avec acharnement, et lorsque dans le calme et l'étude on compose un article de journal ou de revue.

Il ne faut point oublier non plus que les rédacteurs de ce programme signé « le Comité » sont *tous* des *ouvriers* : boulangers, charretiers, employés du gaz, etc. etc. ; c'est ce qui excuse, en même temps qu'elle l'explique, la contradiction entre les deux affirmations :

« A nous le socialisme fécond » et : « Il faut que tout le monde possède. »

Rien ne saurait mieux montrer leur ingénuité, dirions-nous, si nous ne craignons que le mot ne les offensât, rien ne saurait mieux montrer quelles généreuses illusions étaient les leurs. Conscients d'un besoin de réforme, jetés d'abord dans le socialisme révolutionnaire et bientôt désillusionnés, ils ne veulent pas croire encore que leur rêve n'était que fumée. Partagés entre le bon sens qui leur montre la chimère et la tyrannie socialiste, et les lendemains radieux naguère entrevus, ils essaient de concilier ces deux antinomies : la propriété et le socialisme.

Plus tard ils sentiront cette contradiction et sans

hésiter sacrifieront le mot à la chose : le socialisme à la propriété. Mais à cette heure, ils font encore la confusion entre le socialisme politique et le socialisme économique, peut-être se croient-ils socialistes libéraux, oubliant que le vrai, le seul socialisme, comporte ces notions irréductibles : « *La suppression* de la propriété privée et sa *socialisation* en vue d'établir et de faire régner au nom de la justice, et dans l'intérêt de l'individu une relative ou absolue égalité des conditions (1). »

Le programme du *Travail Libre* marquait un progrès notable sur le manifeste du « parti socialiste national ». Nous analyserons seulement ici ce manifeste que nous donnerons intégralement plus loin.

Il se divise en deux parties : la première s'adresse « aux travailleurs de France ». Après avoir énuméré les dangers que fait courir au pays le socialisme international, après avoir mesuré l'étendue des pertes causées au commerce et à l'industrie, on y préconise un socialisme national « non de haines et de guerre » mais un « socialisme d'amour et de paix ». La seconde partie, c'est le programme économique. C'est d'abord la condamnation très vive des moyens révolutionnaires et de la grève générale ; puis un appel

1. M. Deschamps à son Cours. *Histoire des Doctrines Economiques* (1906-1907).

à l'union des classes que certains voudraient ennemies : ouvriers et patrons. « Le pacte (de travail) doit solidariser les hommes au lieu de les partager en deux groupes perpétuellement hostiles. »

Suit une énumération des revendications du parti. L'accession à la propriété n'y figure pas ; (elle n'est indiquée dans le *Travail Libre* que plusieurs semaines après). Il faut noter en passant : la participation aux bénéfices, l'opposition à toutes les grèves ayant un caractère politique et « dont la nécessité n'est pas démontrée par l'intransigeance patronale », la lutte contre le collectivisme d'État, enfin la revendication de toutes les libertés : liberté de conscience, d'association, d'enseignement, et du droit de propriété pour les syndicats. Ici reparait encore l'opposition que nous avons signalée entre la propriété privée et le socialisme.

Ce manifeste accompagné d'une formule d'adhésion se trouve toujours à la dernière page du *Travail libre*.

L'existence de ce journal fut courte puisqu'il ne parut que neuf fois ; il put, pendant cette brève carrière, préciser quelques points de doctrine assez intéressants.

Fidèles à la tactique qu'ils avaient cru devoir adopter les Socialistes Nationaux ont grand soin de se distinguer des jaunes. Certes ils sont loin de mépriser les premiers et courageux champions de l'indé-

pendance, mais pour eux « Jaunes » est synonyme du groupement que dirige encore M. Lanoir et à aucun prix ils ne veulent d'une confusion.

La doctrine du « socialisme national » est encore bien vague, l'orientation n'est point faite. On accueille d'ailleurs les bonnes volontés. Dans un numéro (1), sous le titre « Extraits » on lit un éloge du mutuellisme de Proudhon. « En regard du socialisme communiste allemand il semble indispensable d'ériger le socialisme mutuelliste français. » Tentative sans lendemain qui ne se renouvellera pas. Nous n'indiquons aussi que pour mémoire l'admission, rapportée dans chaque numéro, de quelques nouveaux syndicats adhérents.

Un peu plus tard (2) c'est l'analyse assez détaillée d'une enquête organisée par un grand industriel anglais M. Masely, sur les conditions du travail en Amérique et en Angleterre. D'après cette enquête, la supériorité des ouvriers américains sur leurs rivaux proviendrait d'abord de leur instruction supérieure, ensuite de la « coopération effective de ces ouvriers dans l'entreprise ».

« A la vérité, un certain nombre des sociétés et d'entreprises attribuent à leurs ouvriers une quote-part dans les bénéfices.

1. Numéro 2, 11 mars 1903.

2. Numéro 4, p. 3.

« Mais sans méconnaître ce qu'a d'avantageux cette attribution..., l'ouvrier reste simple salarié sans devenir associé. »

L'auteur de l'article montre qu'on pourrait arriver au même résultat que les Américains, « si l'on facilitait aux ouvriers français l'acquisition d'actions « ou de parts d'intérêt dans les sociétés et entreprises « où ils travaillent. »

Appelés désormais en qualité d'actionnaires ou d'intéressés à prendre communication des opérations sociales, se rendant mieux compte des difficultés complexes et délicates que soulève journellement l'administration d'une grande affaire, informés exactement des progrès des rivaux et de la création des industries nouvelles, incités par cela même à ne pas se laisser distancer et à mieux faire, les ouvriers apporteraient désormais à leur travail une activité, un soin et un zèle qui parfois leur ont fait défaut ».

Aussi propose-t-on de demander au législateur d'autoriser « toutes » les sociétés à fractionner leurs actions en coupons de 25 francs, payables même par acomptes, et inaliénables pendant la vie de l'ouvrier ».

C'est, formulé d'une façon indirecte, un programme qui sera plus tard une notable partie de celui des Jaunes. Une autre fois encore (1), dans un discours

1. Numéro 7, p. 3, 25 juillet 1903.

M. Biétry revient sur cette question ; affirmant sa foi dans l'anti-collectivisme, il s'écrie : « Toutes les révolutions se sont faites pour la conquête toujours plus grande, toujours plus individuelle du droit de propriété. Ce qui manque au prolétariat, c'est la propriété ; or, vous prétendez, vous, faire une révolution contre ce droit, vous voulez supprimer la propriété... Nous ne vous suivrons pas dans cette œuvre mauvaise ».

Telles sont, avec la profession de foi du premier jour, les seules occasions où le *Travail Libre* se soit occupé de la grave question de la propriété et de l'accession des ouvriers à la propriété.

CHAPITRE VI

Tentative d'Union du peuple et de l'aristocratie. — La nouvelle Bourse Libre du Travail. — L'installation rue de la Corderie-du-Temple. — L'inauguration. — Extension du mouvement. — Adhésion des syndicats du Havre. — Epuisement des ressources. — Nouvel échec.

A ce moment se place une curieuse et hardie tentative qui n'allait rien moins qu'à vouloir le rapprochement du peuple et de l'aristocratie ; qu'à essayer de réconcilier ces deux parties de la nation, qui peut-être sont moins loin l'une de l'autre qu'on ne pourrait le penser, mais que séparent, hélas ! souvent pour leur commun malheur, trop de barrières, trop d'obstacles faits de préjugés, de légendes, et aussi de l'éloignement dans lequel elles ont vécu, depuis que l'une a oublié ses devoirs (de patronage) et que l'autre, un peu abandonnée, s'est laissée aller à écouter les mensonges et les calomnies des semeurs de discordes.

L'idée, lancée par M. Gaston Méry, ne devait pas rester sans écho. A cet appel, généreux malgré tout ce qu'il comportait de difficultés, d'impossibilités

presque, répondit la voix d'une femme qui, par sa naissance, ses alliances, son rang, son caractère et sa vie même, représentait, et avait vraiment le droit de croire qu'elle représentait, la noblesse française. Nous avons nommé M^{me} la duchesse d'Uzès (1). Une idée aussi chevaleresque ne pouvait manquer de recevoir son adhésion ; elle la lui donna tout entière, et dans le *Travail Libre* du 10 juin 1903, l'on put lire, pêle-mêle, dans un accord touchant, des lettres de simples ouvriers, et d'autres signées des plus grands noms de France. Que ce mouvement de rapprochement, que cette tentative d'union n'ait point produit tous les fruits que certains croyaient pouvoir en attendre ; peu importe, elle était intéressante à signaler. Peut-être n'était-elle qu'une utopie, qu'une irréalisable chimère ; elle nous montre cependant quel esprit d'entente et de conciliation était celui des Socialistes Nationaux et quel grand pas ils venaient de faire vers la paix sociale.

Parmi ces lettres, il en est au moins une qu'il nous faut mentionner ; parce que son auteur joignait aux qualités d'un esprit cultivé l'expérience d'un chef d'industrie ; parce qu'il a apporté aux jaunes le concours de cette expérience, et qu'il fut un des premiers à appliquer chez lui les théories qu'il venait d'approuver : c'était M. Henry de Bellaigue.

1. M^{me} la duchesse d'Uzès née Mortemart.

« Rapprochons-nous les uns des autres, écrivait-il, et nous verrons vite que les intérêts des aînés sont les mêmes que ceux des plus petits, et nous nous rendrons compte dans cette étreinte nouvelle que les cœurs de tous battent à l'unisson. »

Mais pendant ce temps les ressources s'épuisaient de nouveau. Quelques syndicats avaient bien adhéré au « parti socialiste national » ; leur nombre était encore insuffisant. Le Comité du parti socialiste et la rédaction du *Travail libre* étaient venus s'installer 3, rue Greffulhe, dans un très modeste bureau sous-loué à l'Action Mutuelle. La situation s'étant un peu améliorée, le comité tenta de reconstituer une « Bourse libre du Travail ». « Le local était vaste, écrit M. Biétry, bien situé dans un quartier populaire et ouvrier, près du marché du Temple. »

La nouvelle Bourse du Travail s'installait rue de la Corderie du Temple. C'était un local qui avait tenu une place importante dans l'histoire du mouvement ouvrier du xix^e siècle ; c'était là qu'avait siégé sous la seconde République et le second Empire la Chambre fédérale des associations ouvrières ? Aussi les souvenirs s'éveillaient-ils nombreux et enthousiastes chez les survivants de cette époque.

Dans son numéro du 1^{er} juillet 1903, le *Travail Libre* annonçait cette grande nouvelle.

« Les secrétaires des trente associations professionnel-

les, qui composent actuellement « l'Union Fédérative des Ouvriers et syndicats indépendants », tiendront leurs permanences sous le même toit.

« Les voilà jetées les premières bases de la maison des travailleurs, c'est notre résurrection ouvrière dans la maison même où les travailleurs furent tant persécutés.

« A bientôt le Congrès, à bientôt dans toute la France la création de groupes syndiqués qui, adhérant à notre programme de renaissance nationale ouvrière, reformeront en même temps sur une forme moderne les grandes corporations d'autrefois. »

L'inauguration eut lieu le 18 juillet. De nombreux discours y furent prononcés, presque tous peuvent se résumer en ces mots typiques d'un industriel, caractérisant si bien les rapports entre employés et employeurs. « On se craint et l'on ne se connaît pas ». Puis M. de Bellaigue évoquait le souvenir de ce patron, qui, chef de plus de onze mille ouvriers s'écriait devant deux cents ingénieurs venus de tous les coins de l'Europe : « Messieurs, chez nous, quand nous avons payé à l'ouvrier le salaire qui lui revient, nous savons que nous n'avons rien fait pour lui ».

Le Journal des Débats saluait en ces termes la Bourse Libre du Travail.

« C'est l'union des classes opposée à la lutte des classes, le respect des consciences, par opposition à l'anticiéréalisme

qui s'est introduit dans les syndicats rouges, de la liberté de l'individu, assurée par le maintien de la propriété au lieu de son incorporation dans l'Etat par la suppression de la propriété. »

A ce moment le parti socialiste national semble grandir chaque jour. Les adhésions se succèdent ; le format du *Travail Libre* lui-même s'élargit. Des recrues nombreuses et bien disciplinées viennent se joindre aux vieilles troupes. C'est, d'abord, l'adhésion de la Bourse Libre du Havre.

Dans le grand port normand s'étaient fondés de nombreux syndicats indépendants, qui de bonne heure se réunirent en une Bourse Libre du Travail. Le secrétaire de la Bourse, M. Czulowski, fonda immédiatement un organe professionnel : le *Journal des Travailleurs*. C'est cette organisation très vivante qui venait de s'affilier au parti socialiste national.

A la même époque, à Toulon, à Rennes, à Fougères, à Lyon, se fondaient aussi des syndicats ou des fédérations de syndicats indépendants. Des tournées de conférences furent entreprises et la propagande, activement menée, jeta les premiers fondements de syndicats, jaunes à Caen, à Marseille, à Brest. Ces conférences, les inaugurations des nouveaux syndicats ne laissaient point d'attirer l'attention sur le parti Socialiste National. Mais la médaille avait bien son revers. Comme une plante

poussée hâtivement, le nouveau parti manquait de solidité, de résistance — au point de vue financier s'entend. Les frais plus considérables de la Bourse Libre, les dépenses des conférences, la charge enfin très lourde du *Travail Libre* avaient peu à peu tari les ressources. Le loyer de la rue de la Corderie-du-Temple avait été payé à l'avance pour six mois, il était impossible de songer à continuer ces frais trop considérables. De nouveau il fallut songer à déménager. Mais auparavant, une grande réunion eut lieu le 17 novembre 1903. Presque tous les militants y assistaient. « On décida, écrit M. Biétry, de supprimer provisoirement toutes les dépenses, de suspendre momentanément l'action générale ; de cesser la publication du *Travail Libre* et de préparer enfin sur des bases plus fortement étudiées une nouvelle et suprême tentative » (1).

Au milieu des luttes qui avaient précédé cette résolution, les chefs du Parti socialiste national s'étaient rendu compte de l'insuccès de leur nom. Malgré toutes les explications, toutes les distinctions pour se séparer du nom de « jaunes », ce nom s'attachait pour ainsi dire à eux avec une force toujours plus grande. Pour la masse du public, ils étaient toujours les « jaunes ». D'autre part, l'organisation, ou mieux les restes de l'organisation de M. Lanoir, allaient dis-

1. Biétry. *Socialisme et les Jaunes*, p. 114.

paraître à jamais, la ruine planait déjà sur elle. Plus rien ne s'opposait à ce qu'ils reprissent le nom jadis arboré dans la lutte ; c'est sous ce nom que nous les verrons reparaitre au début de 1904.

CHAPITRE VII

Le « Jaune ». — Le Congrès de novembre 1904. — La répudiation du Socialisme à la quatrième Commission, et en Séance publique. — Discussion. — Vote de la motion condamnant le Socialisme et réclamant l'accession à la propriété. — M. Biétry député de Brest. — Craintes d'intrusion de la politique dans le Syndicalisme. — La transformation du Mouvement Jaune en mai 1908. — Le parti propriétaire.

Au mois de janvier 1904, paraissait un nouveau journal qui se faisait le porte-drapeau des idées d'apaisement, de concorde et d'union qui avaient été celles des Socialistes Nationaux. C'était une suprême tentative ; mais cette fois mieux préparée, plus réfléchie, et présentant enfin un programme et une doctrine d'action sociale.

Pour bien marquer la fin des hésitations et des tergiversations, le titre choisi était : *Le Jaune*.

En tête du *Jaune* se trouvait un résumé de son programme.

« Les révolutionnaires et en général tous les socialistes exploitent l'anarchie économique qui découle du salariat

moderne pour l'assouvissement de leurs desseins qui sont notamment :

« La suppression de la propriété individuelle. Dans cet ordre d'idée, les radicaux-socialistes qui véhiculent le socialisme d'état, sont aussi dangereux que les collectivistes.

« Nous revendiquons, nous travailleurs, LE DROIT A LA PROPRIÉTÉ.

« Nous voulons modifier et transformer le salariat, *non dans le sens du collectivisme*, mais dans le sens de la *propriété individuelle*.

Les revendications légitimes du prolétariat reposent sur la *participation à la propriété*, dont le point de départ est l'achat par les travailleurs d'une parcelle du capital industriel ».

A ce programme était joint un exemple pratique sur lequel nous reviendrons (1).

Dans le même numéro, un article expliquant les événements des trois années de lutttes passées.

« Les Jaunes » ! chacun, aujourd'hui, sait l'origine du mot dont nous avons fait un drapeau. Sur les instances de nos groupements les plus importants, nous essayâmes de le laisser dans l'oubli pour prendre le titre qui nous convenait mieux « d'ouvriers libres ». Mais nos adversaires ayant interprété cette tactique comme une reculade, nous arborons définitivement notre drapeau...

1. Voir chapitre XI, p. 151.

« ... Les politiciens faillirent faire tomber le mot « jaune » sous l'indifférence générale et le mépris des prolétaires. Le Jaune, c'était l'*anti-gréviste*, l'anti-révolutionnaire. Mais le jaune ainsi compris n'était qu'un *négateur*... on ne se groupe pas seulement pour nier, surtout dans le monde du travail ; *il faut affirmer quelque chose.* »

Après avoir une fois de plus exposé le programme des revendications, l'article concluait ainsi :

Que chacun songe, en recevant le premier numéro du *Jaune*, qu'il y a en France 400 journaux ouvriers syndicalistes révolutionnaires, et qu'avant nous, notre prolétariat national était livré sans défense aux entreprises de la démagogie socialiste.

Nos adversaires émargent en subventions annuelles et officielles près de *deux millions* par an, ils ont les Bourses du Travail officielles gratuites, mises à la disposition des naïfs qui s'embarquent dans la galère révolutionnaire. Le problème posé par le *Jaune* est celui-ci :

« Oui ou non ! aidera-t-on le peuple à se libérer lui-même en libérant la France ? »

Au même moment venait de se reconstituer la Fédération Nationale des Jaunes de France ; tandis que dans le *Jaune* une vive campagne était menée à la fois contre les Rouges et contre la « Bourse du Travail Indépendante » de M. Lanoir. « Celui-ci dis-

parut complètement ; sa Bourse fut fermée, les meubles mis à l'encan, les employés congédiés » (1).

Contre les Rouges, la campagne avait surtout pour but de détruire ce que l'on pourrait appeler la « Légende des Syndicats rouges ».

Ces syndicats rouges qui recevaient près de 600.000 francs de subventions annuelles pour un peu plus de 300.000 adhérents (346.000) sur plus de 700.000 ouvriers syndiqués en France, et cela d'après la déclaration des intéressés eux-mêmes, et les statistiques du ministre du Commerce en 1905 !

Ce n'est point que les Jaunes réclament leur part des subventions. Ils se défendent énergiquement d'une telle intention. « Le premier obstacle à abattre c'est la subvention. La première tumeur à opérer c'est la Bourse subventionnée.

« A bas les subventions. »

Nous ne pouvons suivre ainsi pas à pas le développement du Mouvement Jaune. Après en avoir indiqué la tendance générale, il nous faut nous occuper du Congrès qu'il provoqua et qui se tint à Paris à la fin de 1904.

Le premier Congrès des Jaunes de France eut lieu du 17 au 20 novembre. Un plan de travail avait été élaboré par la Commission d'organisation.

Quatre grandes commissions furent instituées,

2. *Le Socialisme et les Jaunes*, p. 119.

qui devaient préparer des rapports à présenter à l'assemblée générale. C'étaient :

1° *La commission de l'organisation corporative professionnelle*, qui comprenait uniquement des représentants ouvriers à l'exclusion de tout autre élément ;

2° *La Commission des coopératives de production et de consommation* ;

3° *La Commission de la participation aux bénéfices* qui comprenait des ouvriers et des patrons, et sur les travaux de laquelle nous aurons l'occasion de revenir ;

4° Enfin, la *Commission de la réorganisation nationale et du programme social*.

Le congrès de 1904, en plus des études économiques sur lesquelles nous reviendrons plus loin devait prendre une résolution très grave, indiquant nettement et définitivement l'attitude des Jaunes à l'égard du socialisme. Il n'est pas besoin d'insister sur la répercussion que devait avoir à tous les points de vue sur l'avenir du mouvement jaune la question soumise aux déclarations du congrès.

Nous avons suivi pas à pas l'évolution de M. Biétry et de ses collaborateurs. Parti non pas de l'anarchisme, comme on le lui a par une erreur grossière reproché à la Chambre des députés, mais du socialisme le plus absolu, ce qui est exactement l'inverse, il était arrivé et eux avec lui à défendre le droit de

propriété, mieux encore à prêcher l'accession de tous à la propriété. Mais le premier congrès allait-il suivre sans résistance ses promoteurs, était-il suffisamment guéri des erreurs anciennes pour consentir à les répudier publiquement ? Allait-on obtenir une condamnation absolue du socialisme, ou bien par fétichisme du mot, voudrait-on le conserver quand même, tout en cherchant à en modifier la tendance par l'adjonction de quelque impuissant et inutile qualificatif ? Si l'expression n'était devenue par trop banale, on pourrait dire que les Jaunes étaient à un tournant de leur histoire ; en tous cas c'était pour eux une heure décisive.

La question fut abordée deux fois. D'abord à la quatrième Commission, ensuite en séance publique.

La quatrième Commission, dont le programme portait : réorganisation nationale, programme social, nomma comme président M. Biétry. De ses décisions dépendait l'orientation du congrès. Presque aussitôt la discussion s'engagea. Le compte rendu des « Etats-généraux ouvriers » la résume très clairement.

Les partisans d'une attitude expectante portèrent les premiers la parole. M. Leclerc (de Lille), ainsi que MM. Desormeaux et Dedé, s'opposèrent à la condamnation absolue de la doctrine socialiste et encore plus à celle du mot.

Un autre délégué de Lille, M. Jooris, combattit ces

arguments, et montra qu'on voulait mener les Jaunes « vers une sorte de socialisme vague et imprécis. » MM. Japy et Biétry insistèrent sur l'étroite parenté, et pourrait-on dire l'identité du socialisme et du collectivisme. Dans le même sens se prononçait aussi M. Czulowski (1).

La bataille était rude, tour à tour intervinrent MM. Laroche-Joubert, Biétry, Toutain et Poizat.

Ce dernier plaça enfin la question sur son véritable terrain. « Socialisme, dit-il, cela veut dire socialiser, c'est-à-dire « collectiviser » la propriété. Les Jaunes qui veulent mener le travailleur à la propriété individuelle, ne peuvent se dire socialistes ».

La discussion durait depuis deux heures et menaçait de s'éterniser. Après avoir résumé la question, M. Biétry rédigea et mit aux voix un projet de résolution condamnant le socialisme. La motion fut adoptée par vingt-deux voix contre deux, et quatre abstentions et un absent.

Il restait maintenant à faire triompher devant le congrès la résolution adoptée par la quatrième commission. Plus qu'un autre M. Biétry avait à cœur d'y réussir. Avant même que la question fût abordée,

1. Devenu secrétaire général de la Fédération des Jaunes, à qui nous devons la communication de nombreux documents, communication qu'il nous a faite avec le plus grand libéralisme et une inépuisable complaisance.

il ne put résister au désir d'indiquer dans son discours comment il l'envisageait.

« La lutte contre le socialisme est essentielle, s'écriait-il ; elle a fait l'objet, — et hier vous en avez senti le poids, Messieurs les membres de la quatrième commission, — de notre programme de début. »

Après avoir à nouveau fait le procès de l'adversaire si souvent combattu, il concluait : « Laissez-moi redire cependant avant de terminer que si ce congrès devait prendre fin sans avoir adopté la sanction proposée par la Fédération des Jaunes au nom des ouvriers, soutenue par M. Japy au nom du patronat, si ce congrès devait se disperser sans avoir condamné le principe du socialisme, c'est en vain qu'il se serait réuni, et, alors, *je le déclare hautement devant l'assemblée plénière, les Jaunes ne sauraient s'incliner devant votre décision.* »

Après un discours de M. R. Toutain sur le droit de grève (1), le président de séance, M. Joëris, mit aux voix le projet de résolution adopté par la quatrième Commission.

« Le Congrès *répudie tous les principes socialistes* quels qu'ils soient, collectiviste, communiste, révolutionnaire, municipal ou autre, et ce, parce qu'ils ont eu pour effet de *limiter* et même *de supprimer la liberté des hommes*, en rendant

1. Voir la partie essentielle au chapitre sur les statuts, p. 5.

impossible la conquête de la propriété individuelle. Le Congrès décide de porter son action de propagande vers la réalisation de la *participation des travailleurs à la propriété* ».

La discussion du projet de la commission contribua à fixer encore le sens de la motion. Après les observations de M. Tinel au nom de la Fédération des Syndicats du Havre et de la Normandie, M. Ogier proposa de substituer à la dernière phrase la rédaction suivante, « permettre l'accession de l'ouvrier à la propriété, par la participation aux bénéfices ». M. Japy et après lui M. Biétry démontrèrent facilement que la rédaction primitive était plus générale, et qu'en adoptant la modification proposée, on « restreindrait la formule au lieu d'en établir une qui se prêterait aux mille formes diverses d'accession à la propriété ».

Un autre congressiste, M. Pierre Luneau, demanda que pour plus de précision, les mots « réalisation de la participation des travailleurs à la propriété » fussent remplacés — l'idée de partage pouvant entraîner l'idée de communisme — par « réalisation de *l'accession* des travailleurs à la propriété. » La modification acceptée, le texte fut mis aux voix et, après appel nominal, adopté à l'unanimité des votants. Il y eut huit abstentions ».

C'est, comme le constate M. Biétry, le 18 novembre 1904 que dans le congrès, le socialisme fut con-

damné et rejeté définitivement en tant que méthode de combat, programme ouvrier et idéal social (1).

Depuis le mois de janvier 1904, le *Jaune* continuait sa campagne anti-collectiviste. Il nous est impossible de suivre pas à pas les événements qui se succédèrent pendant quatre années. Les élections de 1906 envoyèrent à la Chambre deux députés jaunes, M. Biétry et M. Dupourqué. Était-ce là l'intrusion de la politique dans le Mouvement Jaune ? Les dirigeants ne le crurent pas : saisissant l'occasion au passage, M. Biétry s'était vu élire à Brest. Les inconvénients de cette attitude n'allaient point tarder à se manifester. Peu considérables au début, puisqu'il n'y avait que deux députés jaunes, ils devaient se montrer chaque jour davantage et nécessiter enfin une nouvelle transformation. De parti pris, les deux élus s'étaient imposé le silence dans toutes les questions touchant à la politique et, au grand désappointement des amateurs de tournois d'éloquence, on ne vit guère M. Biétry intervenir dans les discussions.

Une première fois cependant, il exposa au Parlement la doctrine et le système des Jaunes ; une autre fois, il opposa aux déclarations socialistes un programme net et précis. Ce discours eut beaucoup de retentissement : un grand journal du matin (2) le fit paraître en brochures populaires, il fut vendu à des

1. *Socialisme et les Jaunes*, p. 235.

2. *L'Echo de Paris*.

centaines de mille exemplaires. Une autre fois encore, à propos du rachat du chemin de fer de l'Ouest, le président des Jaunes vint demander que si l'Etat obtenait l'assentiment des Chambres et opérait le rachat, on fondât une nouvelle société qui permit au personnel de devenir propriétaire du réseau (1). Le souci constant de ne point faire de politique, et de ne point entraîner derrière lui dans cette voie dangereuse la Fédération dont il était le président, empêchait M. Biétry de prendre une part plus active aux travaux parlementaires. Il ne fallait pas retomber dans les errements tant reprochés aux Rouges et mêler la politique au mouvement syndical. Cette gêne perpétuelle jointe à d'autres raisons, devait amener une scission, ou mieux une disjonction du mouvement. Le 23 mai 1908, le *Jaune* annonçait cette transformation. Un article de M. A. Poizat, sous le titre de *Raisons majeures*, explique et la transformation et les raisons qui l'ont déterminée.

Après avoir constaté la part considérable qu'ont prise les Jaunes dans la lutte anti-collectiviste, M. Poizat écrit :

Les syndicats jaunes ont d'abord brisé l'élan révolutionnaire en faisant tomber cette légende que le monde ouvrier était dans son entier en révolte contre la société constituée ;

1. Voir note.

ils ont peu à peu vidé les syndicats rouges, si bien qu'on peut dès à présent affirmer qu'il n'y a plus qu'un seul syndicalisme : le nôtre, instrument de conquêtes pacifiques pour la classe ouvrière.

D'autre part, notre propagande a discrédité pour jamais le programme étatiste et collectiviste du socialisme, auquel tout le monde croyait hier, auquel plus personne ne croit aujourd'hui. Est-il besoin de rappeler que de l'élection de Biétry à Brest et de son premier discours à la Chambre, date le début de ce revirement progressif de l'opinion publique à l'égard du socialisme ?

Ainsi la victoire est complète, et la Fédération Nationale des Jaunes de France a rempli son double objet, qui était de ramener le syndicalisme à sa destinée naturelle et de substituer à l'utopie collectiviste, la féconde doctrine propriétaire, aujourd'hui adoptée par la presque unanimité des partis.

La Fédération Nationale des Jaunes était nécessaire pour donner à nos syndicats épars le sentiment de l'unité du but et pour les pénétrer du même esprit et leur inspirer le même idéal.

Aujourd'hui que cette unité profonde des cœurs et des esprits est réalisée et ne saurait plus être compromise ni entamée, il nous apparaît que l'organisme de notre Fédération, sous sa forme actuelle, au moins, ne pourrait survivre sans danger pour la cause qu'il incarna, aux circonstances qui l'ont fait naître.

La Fédération est née spontanément de deux causes tellement enchevêtrées qu'elles ont pu sembler confondues, mais

qui étaient très distinctes en réalité : le malaise économique, résultat d'une funeste et longue agitation des milieux ouvriers, et le malaise national, résultat d'une politique trouble et destructive des énergies du pays.

Or, le mouvement jaune eut précisément pour premier objet de séparer ces deux choses et de chasser la politique des syndicats, ramenés à leurs préoccupations purement professionnelles.

Mais notre Fédération qui avait assumé la charge de la direction du mouvement, lorsqu'elle dut dégager le corps des doctrines sociales propres à assurer l'amélioration du sort des ouvriers et leur affranchissement par la conquête de la propriété individuelle, se retrouva en présence du problème politique et national.

Nous fûmes donc amenés à constater que, d'un côté, le syndicalisme ne serait viable qu'à la condition d'en exclure la politique, et que d'autre part, le monde ouvrier syndicaliste avait besoin, hors de ses syndicats, d'une doctrine politique et sociale étroitement liée à la politique générale des autres classes.

Nous ne pouvions sortir de ce dilemme et de cette équivoque, que par la séparation totale et le dédoublement. Le syndicalisme est une chose, la politique ouvrière et nationale en est une autre. Le syndicalisme, maintenant adulte, peut se passer de nous. Il vivra de sa vie propre et se constituera son organisme à lui, avec ses comités, tous composés d'ouvriers et de travailleurs.

Mais nous estimons qu'au point de vue du programme

politique, social et législatif, élaboré par nous, au contact des faits, tout reste à faire.

Entendons-nous bien cependant sur ce mot de politique, dont les partis ont défiguré le sens. Nous formons un parti nouveau, avec un programme et un drapeau distincts et notre but est de pénétrer de ce programme la législation et les mœurs, notre rêve est de rallier tous les Français autour de ce drapeau.

Nous formons le parti propriétaire et anti-étatiste, c'est-à-dire que nous voulons d'un côté l'accession du plus grand nombre possible à la propriété, et que d'un autre côté, nous tenterons de réduire l'Etat à son rôle de simple police à l'intérieur et de politique nationale, à l'extérieur, en lui arrachant tous ses monopoles, y compris celui de l'enseignement pour leur substituer partout le régime des coopératives et de la liberté.

L'organisation du parti propriétaire vise la conquête du pouvoir par ses membres. Ce parti ne donnera l'investiture qu'à des candidats exclusivement et complètement jaunes, adhérant à son programme. Tout membre qui se présenterait sous une autre étiquette et sous l'égide d'un autre parti sera exclu.

Dans le même numéro paraissait le compte rendu des séances du Comité national où furent proposées et discutées ces graves résolutions. Le 12 et 13 mai 1908 ; le Comité national s'était réuni au siège de la Fédération, sous la présidence de M. Biétry.

Présidence de PIERRE BIÉTRY, président.

Sont présents : MM. H. de Bellaigue, Pierre Biétry, F. Czulowski, A. M. Gautherot, Albert de Guigné, Gallian, amiral de la Jaille, général Jeannerod, Edouard Lecocq, Lozach, Georges Méric, Alfred Poizat, Roux, Seineville, M^{lle} de Veldegg, Léon Verleye et Wayss.

Excusés : MM. Laroche-Joubert et Paul Harel. — Sont invités et présents les adhérents individuels : Normand, avocat de la Fédération, de la Loge d'Ausson, du comité de défense judiciaire, Harmel, Castellani.

Le président annonce qu'il va demander la dissolution de l'organisation matérielle actuelle de la Fédération des Jaunes de France pour les raisons suivantes :

Quand la Fédération s'est constituée nous avons adressé à nos adversaires le reproche de mélanger le syndicalisme et la politique. Or, nous nous sommes trouvés entraînés par la force des choses aux mêmes fautes que nos adversaires et l'on pourrait avec quelque raison nous accuser d'avoir fait du syndicalisme pour nous en servir comme tremplin politique. Nous avons mérité quelquefois ce reproche. Nous dépassons chaque jour le syndicalisme, car le syndicat n'est pas la fin unique de notre action. Les événements les plus récents nous prouvent qu'il est temps d'agir. Nous avons déclaré qu'en 1910 nous engagerions la bataille sur le terrain électoral. Nous avons fait ce que nous avons pu pour laisser la Fédération dans son domaine économique, et d'un autre côté les incidents électoraux récents nous obligent à changer de tactique. Notre constitution nous a empêchés, par

exemple, de donner notre investiture à Czuowski qui a été obligé de faire appel à des comités locaux politiques. Nous risquons donc, si nous ne modifions pas notre constitution, de nous faire absorber par des partis politiques ou de fausser le terrain syndicaliste de la Fédération.

Au point de vue de notre doctrine, il est préférable de rendre le syndicalisme à ses propres desseins afin d'éviter les critiques que nous adressons à nos adversaires. Nous avons créé un instrument aujourd'hui insuffisant. Nous avons préconisé l'union des classes en face de la doctrine socialiste qui veut la guerre des classes. Mais il faut chercher à conquérir l'opinion du pays et le pouvoir. Si nous livrons cette bataille avec notre constitution actuelle, après la bataille on ne verra dans le pays que la partie politique de notre effort, et la partie corporative de la Fédération sera perdue. Le *statu quo* est donc impossible, ou bien il faudrait renoncer à la bataille électorale, ou se risquer à perdre les Syndicats Jaunes dans l'opinion.

Nous souffrons de la dualité entre le but professionnel économique et le but politique et social du mouvement jaune, il faut qu'on groupe d'un côté les organisations professionnelles et d'un autre côté la partie politique.

Le président après cet exposé général demande si quelqu'un a des observations à présenter,

M^e Normand demande la parole. Il constate que la décision à prendre est très grave, mais elle aura pour avantage de couper court aux critiques qui disent que nous ne sommes que la fusion d'anciens partis. Le parti à former aura pour

chef Biétry ; mais que va devenir la partie syndicaliste du mouvement ? Le nom de Biétry était le drapeau des Syndicats Jaunes. Est-ce que l'union de doctrine va subsister entre les syndicats ouvriers ? Est-ce que les syndicats vont refaire une Fédération ? Il y a évidemment un grand avantage à laisser aux syndicats leur initiative, à les laisser se diriger et s'administrer eux-mêmes. Mais si Biétry reste en dehors de l'organisation syndicale, on va crier à la scission. Et ne craint-on pas de voir se lever en face de nous une nouvelle organisation et qu'il n'y ait ainsi deux organisations qui s'ignoreront ou peut-être se combattront ?

Le président : « Ne craignez rien. Les syndicats *Jaunes* sont assez vivaces pour résister, et, d'autre part, il est nécessaire de leur apprendre à vaincre *seuls* les difficultés.

« En réalité, un syndicat doit se suffire à lui-même par le seul effort de ses membres. Ceux qui sont capables de vivre vivront d'eux-mêmes et vivent d'eux-mêmes. Ceux qui n'en seront pas capables disparaîtront et ce sera un bienfait. Ce sont les subventions qui ont arrêté, en France, l'essor du syndicalisme en tuant toute initiative et tout sentiment de responsabilité. Or, trop de syndicats jaunes ont une tendance, à défaut de subventions officielles, à faire appel aux subventions privées.

« Si les syndicats qui continueront à vivre se fédèrent, ils s'empareront de nos idées. Tant mieux, nous serons là pour les rappeler à la vérité s'ils s'en écartent... et ramener les autres aux idées jaunes — par notre propagande ».

M. Poizat appuie les explications du président et cite
Warin

l'exemple des syndicats du Nord et de Lyon notamment, qui n'ont jamais adhéré à la Fédération quoiqu'ils aient constamment utilisé notre programme et même nos militants.

Le général Jeannerod demande si on ne risque pas de détruire la Fédération.

Biétry répond qu'il s'agit de détacher le mouvement syndicaliste du mouvement des idées. Si les syndicats veulent former une nouvelle Fédération, nous ne les empêcherons pas, nous les y aiderons. — Les moyens du syndicalisme sont limités à des bornes qui ne peuvent être franchies.

L'organisation nouvelle comprendrait un *Comité national* composé de mille membres, par exemple, qui seraient pris dans tout le pays, et qui nommerait un comité directeur, qui à son tour aurait un comité exécutif.

Il se tiendrait un Congrès tous les ans.

Si à ces congrès il y a des délégués du mouvement syndical et s'il y a accord entre les deux organisations, ce sera parfait. Et s'il y avait désaccord comme entre le parti socialiste et la Confédération Générale du Travail, cela vaudrait encore mieux que la situation actuelle. Chaque groupement professionnel mesure les résultats de son administration aux sacrifices qu'il est prêt à consentir.

Verleye appuie ces considérations en ajoutant que les syndicats y trouveront leur émancipation et leur liberté ; ce qui ne pourra que leur être profitable.

Après un échange d'observations, le président demande le renvoi de la discussion à une date très rapprochée.

La prochaine séance aura lieu le mercredi 13 mai à 8 h. 45.

Séance du 13 mai 1908

Le président ouvre la séance à 9 heures. Il reprend immédiatement la suite de ses explications sur la nécessité de bases nouvelles à l'organisation du mouvement Jaune. Il est évident que puisque nous ne bornons pas nos efforts aux intérêts professionnels, les syndicats doivent être séparés de nous et, s'ils conservent le programme suivi jusqu'à ce jour et pour lequel nous les avons créés, ils ne peuvent pas s'égarer.

Au point de vue pratique il faut régler la fin de la Fédération.

M. le général Jeannerod craint que les syndicats aujourd'hui jaunes, ne sortent de la bonne route.

Le président n'a pas cette crainte. Chaque syndicat dans la pratique a sa vie propre, même dans la Fédération. Celle-ci avait pour but de solidariser les métiers ou les syndicats entre eux. Si nous continuons à élargir notre action, nous ne pouvons pas rester sous la forme de la Fédération actuelle.

Le président demande si quelque membre du comité a des observations à présenter. Personne ne demandant la parole il donne lecture d'un projet de manifeste à adresser au pays pour expliquer la transformation qui se prépare. Ce texte n'étant pas définitif et ne pouvant être discuté le soir même, une commission est nommée pour la mettre au point. Sont nommés : Pierre Biétry, M^e Normand, Alfred Poizat, Verleye et Gautherot.

La discussion de ce manifeste aura lieu dans une séance qui est fixée au samedi 16 mai à 8 h. 1/2 du soir.

La commission désignée se réunit le 14 mai et adopta le texte suivant :

Manifeste au pays

EXPOSÉ DES MOTIFS. — RÉOLUTIONS

Origine de la Fédération Nationale des Jaunes de France

Le mouvement Jaune est né de besoins multiples et impérieux : sauvegarder la liberté du travail, substituer à la lutte des classes ouvertement professée et subventionnée les principes d'accord et d'entente, lutter contre les monopoles et l'envahissement de l'Etat, au profit des méthodes de liberté et de propriété, arracher les ouvriers des mains des politiciens démagogues qui l'exploitaient.

Doctrine. — Dans les congrès nationaux de 1904, 1906 et 1907, les associations syndicalistes et économiques, ouvrières, agricoles, et patronales de la *Fédération Nationale des Jaunes de France*, arrêtaient et préconisèrent les bases d'une doctrine sociale nouvelle dans ses moyens, basée sur « l'accession des ouvriers à la propriété » avec comme instruments d'action et de concorde les syndicats ouvriers, patronaux, commerciaux, agricoles, constitués par métiers, corporations et régions, fédérés entre eux et réunis enfin régio-

nalement en *chambre de capacité* par leurs délégués respectifs.

La pensée des fondateurs du mouvement Jaune, leurs déclarations publiques, les résolutions des congrès, les travaux, conférences, brochures, articles des principaux militants ont constamment écarté du mouvement professionnel et économique des Jaunes l'intrusion de la politique, aussi bien dans le sein de la Fédération que dans celui des syndicats.

Résultats. — Il résulte aujourd'hui, d'un examen approfondi de la situation, que la première étape que se sont assignée les fondateurs du mouvement Jaune est accomplie.

a) Que par leurs soins le syndicalisme révolutionnaire est décimé ;

b) Que le socialisme doctrinal ou politique est complètement démasqué et son influence ramenée aux justes proportions où l'on doit maintenir les partis inférieurs et parasitaires ;

c) Que de plus en plus les travailleurs de toutes catégories — ouvriers et patrons — tendent à unir leurs efforts et leurs intérêts en dehors des interventions de la politique ;

d) Que cependant les syndicats ne sont pas une fin, ni le but unique des efforts et de la doctrine des Jaunes qui se proposent de modifier, en même temps que les relations entre employeurs et employés, la législation et les mœurs.

Résolutions. — Pour toutes ces raisons le Comité directeur de la *Fédération Nationale des Jaunes de France*, à l'unanimité de ses membres : ouvriers, patrons, intellectuels

et représentants des professions libérales, décide de mettre d'accord la *constitution des Jaunes* à la fois avec les intérêts exclusifs du syndicalisme et avec la nécessité où se trouve le mouvement social des Jaunes propriétistes de viser et de préparer la conquête des pouvoirs publics.

En conséquence la partie exclusivement économique professionnelle, corporative et coopérative de la Fédération Nationale des Jaunes de France recevra sa complète autonomie sous le nom de *mouvement syndicaliste*. Cette mesure est prise uniquement afin de tenir les groupements économiques en dehors des compétitions, des luttes et des divisions électorales.

Le *mouvement social propriétiste* des Jaunes sera de son côté absolument indépendant des organisations économiques. Il englobera des ligues, groupes, comités, cercles d'études, préparera les élections, renfermera et dirigera en général toutes les formes associées de l'activité et toutes les bonnes volontés individuelles pour des fins politiques et sociales.

Ces résolutions furent prises sur proposition du président de la Fédération Nationale des Jaunes de France, appuyées du Comité exécutif et ratifiées à l'unanimité par le Comité national.

Comité National

(Réunion du 16 mai)

Présidence de PIERRE BIÉTRY, président

Sont présents : MM. A. de Bellaigue, Pierre Biétry, F. Czulowski, E. Gallian, A.-M. Gautherot, Albert de Guigné, Georges Méric, Alfred Poizat, Roux, Seineville, M^{lle} de Veldegg et Léon Verleye.

Sont invités et présents, les adhérents individuels ; de la Loge d'Ausson, du Comité de défense judiciaire, Castelani et Maire.

Sont excusés : MM. Paul Harel, Laroche-Joubert, amiral de la Jaille, général Jeannerod, M^e Normand, avocat de la Fédération, et Harmel.

La séance est ouverte à 9 heures par la lecture du procès-verbal des précédentes séances qui est lu et adopté.

Le président informe le conseil des travaux accomplis par la commission nommée à la séance du 13 mai.

Il donne lecture du texte de la déclaration qui doit être communiquée aux journaux et envoyée aux Syndicats adhérents à la Fédération nationale des Jaunes de France. Puis il communique au comité les rapports de MM. Poizat et Verleye à ladite commission, ainsi que la lettre qui sera remise aux syndicats adhérents pour les mettre au courant de la situation. Le texte de la déclaration sera joint à cette lettre.

Il propose au comité l'adoption du manifeste, des rapports et de la lettre à adresser aux syndicats. Ces divers textes sont adoptés à l'unanimité.

Le président annonce qu'en conséquence de cette décision, le *Jaune* publiera dans son prochain numéro, des extraits des rapports de Poizat et Verleye, le *Manifeste aux Jaunes*, ainsi que les procès-verbaux des séances des 12, 13 et 16 mai au cours desquelles ont été prises ces diverses résolutions.

Les copies du manifeste et des rapports seront annexées au présent procès-verbal.

A la suite de cette réunion du Comité national, M. Biétry, selon le mandat qu'il avait reçu, adressa la lettre suivante aux présidents des syndicats affiliés à la Fédération Nationale des Jaunes de France.

Paris, le 19 mai 1908.

Monsieur et cher camarade,

Vous trouverez ci-inclus les résolutions adoptées par le comité directeur de la Fédération Nationale des Jaunes de France, qui seront publiées d'autre part dans le numéro du *Jaune* du samedi 23 mai prochain.

A partir de ce jour nous ne sommes donc plus, à aucun titre, fonctionnaire ni président des syndicats qui ont adhéré à la Fédération, et ces derniers, s'ils désirent former à nouveau, exclusivement entre eux, une Fédération Nationale, devront en rechercher les moyens, par les ressources qui leur sont propres et en dehors de la collaboration des militants qui ne pratiquent plus leurs professions.

Nous nous ferons, au *Jaune*, un devoir de vous aider de nos conseils si vous y faites appel. De même, la publicité de nos colonnes continuera, comme dans le passé, de rester à votre disposition si vous désirez l'utiliser.

Agréez, Monsieur et cher camarade, nos salutations cordiales et dévouées.

Pour l'ancienne « Fédération Nationale
des Jaunes de France ».

PIERRE BIÉTRY

Nota. — Ceux qui voudraient reconstituer une Fédération Nationale exclusivement syndicaliste, peuvent adresser leur correspondance au camarade Roux, secrétaire du Syndicat Jaune des Employés du Bazar de l'Hôtel-de-Ville, 27, boulevard Saint-Martin, Paris.

A la suite de ces diverses résolutions, il s'est constitué deux organisations distinctes. L'une continuant l'effort syndicaliste de la Fédération des Jaunes de France, l'autre le parti propriétaire, qui peut désormais avec la plus complète liberté d'action et sans craindre de compromettre dans les luttes politiques les revendications ouvrières, aider cependant à leur triomphe.

A ce moment, cependant, s'arrête pour nous l'histoire du mouvement Jaune. Les deux organismes, vieux seulement de quelques mois, n'ont peut-être pas encore reçu leur forme définitive. A les juger de trop près, l'on est souvent trompé par les apparences ;

le temps, ce grand mattre des œuvres humaines; viendra harmoniser leurs lignes, adoucir les angles, polir les contours et leur apporter enfin la grande leçon de l'expérience. Sans les suivre davantage, il nous faut maintenant étudier les diverses parties du programme économique des Jaunes.

CHAPITRE VIII

Le malaise économique. — Causes de l'échec de la loi de 1884. — L'intrusion de la Politique dans les Syndicats. — La Confédération Générale du Travail.

Les origines des syndicats jaunes, les origines externes, voulons-nous dire, ne sauraient suffire à expliquer ni le mouvement lui-même, ni sa portée morale et sociale. A ne considérer que les agitations grévistes, les émeutes même qui ont occasionné la naissance des Jaunes, on serait tenté, comme trop facilement beaucoup se laissent aller à le faire, de ne voir en eux que des briseurs de grèves, une organisation d'un jour ou d'un mois peut-être, amenée à triompher par la division des revendications ouvrières, à les empêcher d'aboutir, et à permettre au chef d'industrie, qu'il ait tort ou raison, d'être toujours vainqueur, on pourrait les soupçonner de n'avoir d'autre but que la mise en pratique de la célèbre maxime politique : « diviser pour régner ».

Mais si jetant le regard plus avant l'on s'efforce

de remonter des effets jusqu'aux causes, on ne tarde pas à s'apercevoir que les grèves, les agitations de toutes sortes ne sont que les manifestations extérieures d'un malaise interne ; que ces crises, que ces secousses ininterrompues sont le signe indéniable d'un état morbide inquiétant dont il importe de se rendre compte afin de connaître, avant d'examiner les remèdes proposés, et la nature du mal et son étendue.

Etude gigantesque que nous n'entreprendrons point ; au surplus n'est-elle pas celle d'un problème qu'on a coutume d'appeler la « question sociale », comme si des phénomènes aussi multiples, aussi complexes, se pouvaient résumer en un seul ! C'est l'étude plutôt de la série des questions qui intéressent la société, étude trop vaste encore pour un cadre aussi limité que celui de cet ouvrage ; aussi n'y essayerons-nous même pas, et nous contenterons-nous de les peindre à grands traits.

Avec son merveilleux essor économique et financier, avec son industrie au rendement centuplé par la vapeur et le machinisme, avec, en un mot, les progrès réalisés par la mise en œuvre de ces deux tout-puissants leviers, le siècle qui vient de mourir léguait à son successeur un héritage lourd de menaces.

De tous côtés, les signes précurseurs de l'orage s'amoncelaient. Un grandissant murmure de mécon-

tentement montait du sein des foules encore penchées sur la tâche quotidienne et semblait crier que tout n'était pas pour le mieux en ce monde. Déjà, vers 1848, des clameurs étaient montées des multitudes, qu'on avait pu prendre pour les derniers grondements de la Révolution qui s'éloignait. Le silence se fit ; mais loin d'être les derniers spasmes de 1793, les secousses de 1848 (1) en annonçaient

1. En février 1848 une révolution substituait la république à la monarchie constitutionnelle. Dans les « journées » qui suivirent, le Socialisme fit beaucoup parler de lui, de sorte qu'on pourrait croire que la révolution de 1848 fut une révolution *sociale* due à la propagande socialiste dans les dix à douze années précédentes.

La révolution de 1848, essentiellement politique et bourgeoise, fut surtout due au refus du gouvernement de M. Guizot d'élargir « le pays légal ». Son discours à ses électeurs de Lisieux, la veille des élections, montre excellemment sa façon de pensée. Mais la révolution faite, ses organisateurs furent vite débordés par le mouvement dont ils étaient les promoteurs.

Les ouvriers des faubourgs, dont l'attitude avait tant fait pour le succès de la révolution, demandaient qu'on leur fit place dans le gouvernement. Au milieu de la fermentation qui suit une révolution, la formule du « droit au travail » se répandit avec une extrême rapidité et pour la population ouvrière se confondit presque avec le mot de République. Louis Blanc, idole des masses, et les deux ouvriers Flocon et Albert qui lui furent adjoints, entrèrent dans le Gouvernement provisoire. C'était le premier accès du socialisme au pouvoir ; et il fallait le signaler de suite : le droit au travail proclamé, la commission du Luxembourg avec Pecqueur et V. Considérant, ses discussions stériles, enfin les ateliers

d'autres prochaines et plus terribles ; 1871 ne fut qu'un accès vite réprimé, mais après quelques années d'apparente sérénité, les nuages menaçants ont de nouveau reparu et les derniers instants du xix^e siècle ont été attristés autant qu'assombris par les premières passes d'une lutte qui se prépare encore, bien qu'elle compte déjà de part et d'autre ses victimes et ses martyrs.

Ce n'est plus seulement vers un régime politique plus largement ouvert à tous, que les chefs des mécontents dirigent leurs troupes, c'est à la conquête d'un nouvel état social, c'est à l'assaut même de la société qu'ils les mènent. Aujourd'hui pour quiconque sait voir, la crise s'est en peu de temps rapprochée à pas de géant, et c'est le socialisme qui la prépare au moyen du syndicat.

Le monde industriel est en lutte contre lui-même. Entre ces deux facteurs essentiels de la production, la guerre est déclarée, en face du capital, le travail s'est dressé en ennemi. A l'ancienne alliance, à la vieille collaboration ont succédé la haine, de la défiance. Ce ne sont de tous côtés que grèves et lock-out, et si par une triste consolation ces phénomènes ne sont point localisés dans notre pays, mais secouent éga-

nationaux et les « journées » qui terminèrent de façon sanglante celles des 24 au 26 juin. Tout cela est connu, nous n'y insistons pas.

lement nos amis et nos rivaux, il faut constater que nulle part la lutte n'est plus avancée ni plus aiguë que chez nous.

C'est que, là, le capital plus qu'ailleurs divisé lutte sans cohésion, c'est qu'aussi il ne rencontre point, hélas, auprès des pouvoirs publics, l'appui qu'il serait en droit d'attendre pour faire respecter la liberté du travail, le droit de propriété.

En face d'un adversaire ainsi paralysé, le travail, lui, a deux puissants moyens d'action : le nombre qui, dans une organisation démocratique, fait seul la loi, et les syndicats ouvriers dont le rôle, considérable dans les vingt dernières années, ne fut point celui qu'en attendaient leurs promoteurs. Constata-tion navrante en effet que celle-là. Les groupements ouvriers sur lesquels tant d'amis de la paix sociale avaient fondé de magnifiques espérances, sont devenus les agents organisateurs de toutes les perturbations.

Comment se fait-il que cette tentative ait échoué ? A cette question les réponses sont diverses. Certains, plus rares chaque jour, affirment que le syndicat est en soi un mal pour le patron comme pour l'ouvrier, en faussant leurs rapports naturels. Ceux-là sont les héritiers intellectuels de ceux qui, en 1791, poussant à l'extrême le culte de l'individu, firent craquer d'un geste brutal, non seulement les liens qui étouffaient l'initiative, la liberté individuelle, mais renversèrent

du même coup l'édifice tutélaire lentement bâti par les siècles, et ne laissèrent en face de la grande industrie naissante qu'une poussière éparsée d'individualités (1).

Réaction contre un assujettissement trop étroit, soit, mais réaction trop brutale, trop complète, excessive comme toutes les réactions. Au lieu de réformer, on supprima ; mais l'organe retranché était des plus nécessaires ; et trois quarts de siècle de luttes et de tâtonnements ont été la rançon de cette destruction d'une œuvre séculaire.

Quoi de plus naturel, en effet, que cette loi de l'association entre gens d'une même profession. Tout les y pousse, tout les y convie : n'ont-ils point « les mêmes soucis, les mêmes espoirs, les mêmes idées et les mêmes intérêts » (2).

L'histoire des corporations est vieille comme celle des sociétés.

Si nous négligeons les corporations égyptiennes, grecques, romaines, et si nous arrivons au moyen âge, le *Livre des Métiers* qu'Etienne Boileau rédigea en 1258, ne fut que la codification d'organisations déjà préexistantes. Mais comme toute œuvre humaine, celle du justicier que fut Etienne Boileau, et qui rétablit l'honnêteté dans les corporations,

1. Voir note.

2. Japy, p. 76..

emportait avec elle ses inconvénients. Du perfectionnement de la réglementation vinrent les entraves (1), qui de plus en plus avec les spécialisations et les inventions nouvelles se firent sentir durement.

Au xviii^e siècle, au moment même où elles auraient dû se moderniser, se réformer, suivre les progrès de l'industrie et du commerce, les corporations virent au contraire leurs règles devenir de plus en plus sévères ; aussi n'est-il point étonnant de voir l'école des Physiocrates se livrer à de violentes attaques contre ces organismes ennemis de tous progrès.

C'est Quesnay lui-même qui, en 1758, les attaque d'une façon raisonnée et systématique. A partir de ce moment les attaques succèdent aux attaques.

Doctrinaires avant tout, poussant jusqu'au bout leurs théories libérales, la plupart des physiocrates ne se contentent point de demander des réformes, ce qu'ils demandent c'est une suppression radicale, une destruction totale. Les mémoires succédèrent aux mémoires, les réponses aux réponses, jusqu'à l'avè-

1. Cependant, malgré le grand développement des corporations, les ordonnances de 1587 et de 1597 et surtout après celle de 1673, il n'y en eut pas dans toute la France.

Au xvi^e siècle, les villes à jurandes étaient la minorité. Les métiers libres subsistaient en de nombreuses villes. Souvent il y avait des quartiers libres ou des métiers libres dans les villes jurées. A Paris, le faubourg Saint-Antoine garda longtemps les plaisirs de l'indépendance. (P. Brisson. *Hist. du Travail et des Travailleurs*, p. 11.)

nement de Turgot, qui après plusieurs suppressions partielles obtint enfin le 12 mars 1771 un édit, enregistré en lit de justice, supprimant les corporations.

Un édit du 28 août 1776 les rétablit en les réformant, mais ces réformes n'étaient que superficielles. Les choses restèrent en l'état jusqu'au 17 mars 1791, où la Constituante supprima de nouveau les corporations. Brusquement désorganisé, le monde du travail s'émut.

Une agitation naquit et se propagea, aussi le 14 juin, une loi fut-elle votée, constatant que « l'anéantissement de toutes espèces de corporations de même état ou profession étant l'une des bases de la Constitution..., les citoyens de même état ou profession ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, ... former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

Les sanctions ne manquaient point : amendes, privations des droits civiques, prison, figurent dans le texte législatif.

Cette fois les vieilles corporations étaient bien mortes, et de longs jours devaient s'écouler avant que les ouvriers du ^{xx}e siècle pussent profiter à nouveau des bienfaits dont avaient joui leurs prédécesseurs. L'idée maîtresse de Turgot, comme aussi celle qui au fond animait les constituants de 1791, avait été de libérer l'individu de la tyrannie du groupe. Par une évolution contraire à ce mot de

liberté autrefois si exalté, a succédé dans la faveur des sociologues celui de « solidarité », dû à la plume de Pierre Leroux. De même qu'au xviii^e siècle on brisait pour la liberté les vieilles institutions, c'est en invoquant la solidarité que les socialistes prônent l'absorption de l'individu dans le groupe, et l'asservissement de l'ouvrier à une tyrannie collective.

C'est au nom de la solidarité que le prolétariat français a peu à peu transformé ses syndicats en éclaireurs de la Révolution. A vrai dire et pour en revenir au problème posé plus haut, une foule de circonstances le poussaient dans cette voie.

La loi de 1884, élargissant et complétant les libertés que Napoléon III avait inscrites dans la loi de 1804, n'était cependant que l'aboutissement d'une lutte qui durait depuis le commencement du siècle. Livrés à eux-mêmes, faibles, isolés, les ouvriers n'avaient pu pendant longtemps unir leurs faiblesses pour en faire une force.

Aussi ce droit d'association qu'on leur refusait obstinément était-il devenu pour eux un idéal. Mais dans leur esprit un travail s'était fait tout naturellement. Les syndicats que les gouvernements successifs redoutaient tant de voir se constituer, n'était-ce pas à cause de leur force même, à cause de ce qu'ils pourraient exiger, n'était-ce point parce qu'ils seraient une arme terrible entre les mains de ceux qui sauraient les manier, qu'on avait tant tardé à leur

permettre de vivre. De là à voir dans ces organisations qui auraient dû être purement pacifiques une arme de guerre, il n'y avait qu'un pas, qui fut d'autant plus vite franchi que l'accueil fait aux premiers syndicats fut défiant, indifférent presque, et souvent même hostile.

On serait tenté de soutenir que les événements n'ont que trop montré le bien fondé de ces défiances et de cette hostilité ; mais n'est-il pas permis de répondre que l'orientation mauvaise du mouvement syndical est due en grande partie à l'accueil qu'il reçut des chefs d'industrie. Certes, il serait puéril de voir là l'unique cause de tous les mécomptes, et le moindre fait économique ou social est la résultante d'un nombre trop infini d'autres faits, pour qu'il convienne d'attacher à celui-là une trop grande importance. Il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de patrons se sont à ce moment mépris sur leur rôle vis-à-vis des organisations nouvelles, en restant sur la défensive au lieu de se consacrer à une œuvre d'éducation qu'ils auraient si bien pu entreprendre. Et, cependant, n'était-ce point là une occasion unique pour ces « autorités sociales » dont parle si passionnément Le Play, d'exercer à l'égard des masses leur salutaire influence ? Le terrain en effet était vierge de toute semence, rien n'avait orienté le monde ouvrier dans un sens ou dans l'autre de ce nouveau champ ouvert à son activité.

Seules, jusqu'ici, d'éphémères coalitions — et grèves le plus souvent — avaient rapproché entre eux les ouvriers français, et puisque nul ne venait leur montrer l'issue fatale où aboutissait le chemin dans lequel ils s'engageaient, ils devaient naturellement, la guerre les ayant seule jusqu'ici rapprochés, tendre fatalement à ne voir dans le syndicat qu'une organisation légale et plus perfectionnée en vue de la lutte et des grèves.

Lentement cependant, après la loi de 1884, les syndicats ouvriers s'organisaient, et pendant une dizaine d'années, jusqu'en 1890 et 1892, le recrutement du syndicalisme, écrit M. Biétry, fut exclusivement professionnel.

« A cette époque, le syndicalisme n'était pas socialiste. Je dis plus, le socialisme n'était pas syndicaliste. Les socialistes n'avaient pas vu tout le parti qu'ils pouvaient tirer des syndicats et ils étaient nettement anti-syndicalistes. Les Guesdistes, les Blanquistes formaient des clubs, des comités politiques, des comités révolutionnaires, ils conspiraient tout comme les carbonari italiens, mais ils étaient hostiles à l'organisation syndicaliste » (1).

Cet état d'esprit n'existait pas seulement en France. Au dehors les théoriciens les plus écoutés du

1. Biétry. Discours du 2 février 1908. *Socialisme et les Jaunes*, p. 309.

socialisme, les Bebel et les Liebknecht, pour ne citer que ceux-là, non seulement dédaignent, mais combattent les syndicats.

Les patrons, de leur côté, ne s'en tiennent plus à l'attitude glaciale avec laquelle ils avaient accueilli les nouvelles organisations. « Le patronat » — écrit encore M. Biétry « — avec l'incompréhension absolue qui a jusqu'à maintenant caractérisé son attitude, combattait avec violence et passion ces mêmes syndicats. Dans les usines, dans les fabriques, dans les mines, dans toutes les industries, partout où ils essayaient de se syndiquer, les patrons faisaient aux ouvriers une guerre impitoyable. On renvoyait les présidents, on chassait les affiliés. On en faisait des parias, des révoltés, bien vite ils devinrent des grévistes ».

Témoin de ces défiances, victime même de ces procédés, M. Biétry pourrait en l'occurrence sembler suspect, si une autre voix, la voix d'un homme qui à ce moment-là était de l'autre côté de la barricade, ne s'élevait pour apporter les mêmes affirmations. « La loi de 1884, écrit M. Japy, ne donna pas les bons effets qu'on en attendait. La faute en est aux patrons, aux politiciens et même aux ouvriers. Les patrons avaient presque tous une crainte irraisonnée des corporations... il y avait contre les syndicats les souvenirs des journées de Juin. De plus l'internationale du second empire les rendit encore

plus suspects, jusqu'à ce qu'enfin la Commune de triste mémoire ait achevé de les compromettre. »

.

« Au début, les syndicats mal vus des patrons, sans direction et sans influence, restent inertes. Ce n'est que lorsque les agitateurs se mettent en campagne qu'ils sont transformés par eux, non plus en associations professionnelles, mais en machines de guerre politique, j'ai nommé les syndicats rouges (1). »

Des grèves en effet éclatèrent, purement ouvrières d'abord, si elles ne furent point purement professionnelles. Ce mouvement qui d'un bout à l'autre secoua le pays, fit ouvrir les yeux aux meneurs socialistes qui cherchaient depuis longtemps déjà le moyen de mettre la main sur les masses populaires. L'occasion leur parut propice de conquérir les syndicats ; aussi bien la tâche n'était guère malaisée, la place était prise avant que d'être assiégée. Sur des esprits simples, ignorants de leurs véritables intérêts professionnels, vexés par ailleurs de certaines maladresses patronales, le programme socialiste fit l'effet que l'on pouvait attendre de ses sonorités magiques.

La méthode employée, elle est simple, c'est de profiter des fautes accumulées par les adversaires, de faire ressortir, de rendre plus criante chacune de leurs

1. G. Japy. *Les idées jaunes*, p. 96-97.

injustices, de rendre plus sensible la misère de ceux qui souffrent en leur dépeignant le bonheur de ceux qui possèdent, c'est enfin, à côté des nuageuses théories promettant un merveilleux avenir, la méthode des affirmations brutales et sans preuves. M. Biétry, dont ses pires ennemis reconnaissent la rare intelligence, a résumé en des pages qui sont en somme une autobiographie, les ravages de ces procédés simplistes : « Ouvriers, universitaires ou docteurs, des phrases suffisent : *la propriété c'est le vol. Ouvrier, tu es le nombre, tu seras le maître*, etc., etc. »

« Les phénomènes économiques les plus complexes sont ravalés en formes lapidaires, qui traînent de bouche en bouche, comme des constatations de vérités intangibles.

« Des illuminés ne sachant ni lire ni écrire, s'en vont le soir devant des camarades, bouche bée, expliquer les plus redoutables problèmes.

« Pour des cerveaux ainsi préparés la révolution « à faire » n'apparaît plus que comme une simple formalité, un déclic faisant exploser les « vieux préjugés ».

« Et voilà comment, sans avoir effleuré le moindre problème philosophique, scientifique ou politique, on en est arrivé par l'unique organisation des syndicats professionnels à donner aux travailleurs crédules l'illusion qu'il ne dépend que de leurs seuls groupe-

ments (1) de réaliser du jour au lendemain l'harmonie universelle. »

Inoculé à haute dose, la poison ne tarda point à agir. A partir de ce moment « tous les élus socialistes viennent au Parlement portés par les syndicats ouvriers. »

On peut, dès lors, noter presque jour par jour les progrès de l'idée révolutionnaire dans la classe ouvrière. Des associations qui auraient dû rester strictement professionnelles sont devenues de véritables officines politiques, et l'on se demande en lisant le programme des syndicats s'il peut se réclamer de la loi de 1884 et de son article 3. « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». A franchement parler, ces intérêts semblent n'importer que peu aux « Rouges », ils en font aisément litière et les compromettent à plaisir (2).

Là ne s'est pas encore bornée leur œuvre. Non con-

1. Voir historique, Act. de B. de l'Union ouvrière, p.

2. Un syndicat doit se composer uniquement d'ouvriers ou d'employés. C'est l'esprit et la lettre de la loi. Il est certain que l'orientation mauvaise prise par les syndicats est due en grande partie à l'inobservation de cette prescription fondamentale. Si l'on examine la composition des organisations qui ont pris la plus large part aux agitations de ces dernières années, on s'aperçoit qu'elles se composent de gens qui n'ont ni qualité

tents dans chaque centre industriel de faire servir à l'agitation les syndicats et les Bourses du Travail, ils ont, en une vaste union, groupé dans la Confédération Générale du Travail une puissante organisation révolutionnaire. Entrer dans les détails de sa constitution nous entraînerait trop loin, et sur des rives plus proches de la politique que des questions économiques. Nous rappellerons seulement qu'au mois de mai 1906, la Confédération Générale du Travail obligea sur ses seules menaces le gouvernement à mobiliser une véritable armée. C'est qu'après avoir inscrit au nombre de leurs revendications les utopies les plus révolutionnaires, ils en réclament aujourd'hui l'accomplissement et le couronnement nécessaire, c'est-à-dire, pour s'exprimer en leur langage, « le grand chambardement ». Leurs excès mêmes devaient nuire aux rouges, et nous devons à leurs outrances un réveil de l'opinion et la formation récente encore des groupements ouvriers anti-révolutionnaires : les syndicats jaunes.

ni titre. Anciens ouvriers qui depuis des années n'ont point travaillé, politiciens en quête de mandat, cabaretiers, secrétaires et autres écornifleurs qui non seulement vivent en parasites sur le syndicat, mais paralysent son action en ce qu'elle pourrait avoir de bienfaisant, pour les lancer dans l'agitation stérile. Il serait à souhaiter que la loi fut remaniée en ce sens, si les textes actuels ne permettent pas au gouvernement de tenir la main d'une façon assez ferme pour que seul l'élément travailleur ait accès dans un organe créé pour lui.

Ceux-ci sont nés non pas, comme on l'a dit, sous la pression du patronat, mais souvent contre sa volonté ; ils sont nés d'un revirement spontané, naturel, parmi les travailleurs, et dont, après avoir examiné les causes internes et externes, nous allons maintenant étudier les conditions.

CHAPITRE IX

La réfutation du Collectivisme. — L'Individualisme et le Socialisme. — Les éléments nécessaires du Socialisme : Aspect externe, suppression de la propriété, aspect interne, l'idée égalitaire. — Le Collectivisme et le Communisme. — Leurs caractéristiques. — Le Socialisme scientifique et le Marxisme. — La Conception matérialiste de l'histoire. — La notion de valeur. — Les crises.

« Ce que nous voulons : détruire le socialisme, tous les socialismes, qu'ils soient athées ou confessionnels » ainsi commence le livre de M. Biétry : *Le socialisme et les Jaunes*.

Les soixante pages qui suivent, sont consacrées par le député de Brest à une critique serrée des doctrines socialistes.

Le socialisme, pour les Jaunes, c'est l'ennemi qu'il s'agit avant tout de combattre et de terrasser. Y parviendront-ils complètement ? C'est peu probable, il leur faudrait pour cela pouvoir créer un état social où l'on ne connût plus les mécontents, et les œuvres humaines pèchent toujours de quelque côté ! Aussi bien le socialisme est vieux comme le monde et dès

la plus haute antiquité il a dû se trouver des hommes qui n'admettaient point la propriété individuelle. A toutes les époques il s'est trouvé des protestataires pour réclamer contre elle.

Il est bien vrai que si s'élevant au-dessus de toutes les querelles de parti, de toutes les divisions d'écoles, on ne considère entre les conceptions économiques que les deux grands courants de doctrines qui se heurtent, les deux pôles de la pensée moderne sont l'individualisme et le socialisme. Autour de ces deux idées se groupent les théories qui visent à donner une direction déterminée à la politique économique et sociale, à construire des plans d'organisation d'ensemble.

S'il est vrai que partout et toujours les faits précèdent les doctrines et en quelque sorte les déterminent, il est juste d'ajouter que les faits n'ont donné naissance à des doctrines économiques qu'autant qu'ils ont été plus ou moins discutés par les contemporains. La remarquable théorie d'Aristote sur l'esclavage, les doctrines monétaires du XVIII^e siècle, sont le fruit l'une des objections des penseurs contre un état social jusque-là admis, les autres, des discussions provoquées par l'altération des monnaies. Bien que nées à l'occasion des faits, les doctrines ne leur sont point soumises ; sinon, semblables entre elles par leur structure et leurs conclusions, elles se ramèneraient à de simples exposés de phénomènes.

Cette conception matérialiste de l'histoire a servi d'argument, de fondement même, au Marxisme ; Nous n'insisterons point sur son inexactitude, surabondamment démontrée par la diversité des doctrines que des hommes, malgré la similitude de culture et de race ont, avec les mêmes méthodes, tirées de phénomènes semblables.

Dans les conflits de la pensée humaine, l'individualisme et le socialisme tiennent la première place, effaçant devant eux les autres doctrines secondaires. C'est de la première des deux doctrines que se réclament les Jaunes.

Le socialisme attaque une institution qui, dans l'état actuel des sociétés, est considérée comme le fondement, et pourrait-on dire comme la condition, des progrès de la civilisation. Il ne voit en elle qu'une institution surannée en désaccord plus grand chaque jour avec les faits économiques. L'individualisme croit au contraire que la disparition de la propriété privée amènerait fatalement un retour à la barbarie.

En outre de cette différence de fond il est encore une divergence d'aspect. L'individualisme est à la fois un fait et une doctrine, il suppose la conservation d'un état de choses existant : les faits ont précédé la doctrine.

Le socialisme, au contraire, est une doctrine avant d'être un fait. Loin que d'être issu des faits, il est en

réaction contre eux. Jamais il n'a vu ses théories acceptées et mises en pratique par aucune nation.

Doctrine de cabinet avec Thomas Moorus et son utopie, il a bien au cours des temps changé de caractère. Abandonnant les hauteurs de la spéculation, il est descendu dans l'arène, et vigoureusement a sonné la charge contre son adversaire ; il commence même à entraîner derrière lui les masses fascinées par ses décevants mirages.

Mais qu'il se borne aux discussions spéculatives, ou bien qu'ouvertement il prêche le renversement de l'ordre social, il ne reste ni plus ni moins qu'une doctrine.

Qu'avec Th. Moorus et Gracchus Babeuf il condamne en théorie la propriété privée, qu'avec le Manifeste de 1847 il recommande l'action et condamne l'attitude passive conservée jusque-là, son but reste toujours immuablement le même.

Doctrine de critique, souvent devenue doctrine de haine, en glissant du sentiment égalitaire à l'idée d'injustice et par là même à la violence, — car comment demander d'être pacifiques à des gens qui se croient victimes d'une injustice flagrante mathématiquement démontrée — le socialisme est doyen des doctrines économiques. Devant ses attaques, l'individualisme s'est à son tour constitué en doctrine et de lui sont dérivées plusieurs écoles toutes en butte à l'hostilité du socialisme qui ne les considère

que comme des opinions bâtardees ne lui donnant point de satisfaction. Entrer dans les détails de ces systèmes nous entraînerait trop loin, aussi nous bornerons-nous à indiquer à grands traits les bases et les points principaux de l'individualisme, pour le comparer ensuite à son adversaire et tâcher de savoir si vraiment les Jaunes ont raison de traiter de rétrogrades et de retardataires les idées des disciples de Marx.

« L'individualisme attend le progrès social sous tous ses aspects, de la libre activité des individus donnant libre carrière à leurs goûts, à leurs aptitudes, sous leur propre responsabilité. » (1).

L'individualisme ne rejette pas le concours ni l'intervention de l'Etat ; il ne s'est pas attardé à la théorie de l'état gendarme, il se borne à protester contre l'énervement de la personnalité humaine sous l'influence de l'autorité gouvernementale. Le droit naturel est l'un des fondements de l'individualisme ; on y joint une base biologique, inspirée par la méthode des sciences naturelles, et enfin Stuart Mill dans son remarquable ouvrage de *La Liberté* lui a donné un troisième fondement : l'utilitarisme.

L'individualisme économique s'était édifié — à l'époque où se constituaient les grands Etats — en se plaçant au seul point de vue de la production des richesses. Un jour devait venir où la question se

1. M. Deschamps, *Hist. des Doctrines économiques*.

poserait sur le terrain de la répartition, l'économie politique devenait alors une science économique et sociale.

Concilier les antinomies apparentes entre ces deux points de vue de la répartition et de la production, combattre, réfuter ou expliquer les théories de Malthus et de Ricardo, fut l'œuvre à laquelle se consacrèrent avec succès les économistes qui leur succédèrent. Après Carey et Bastiat, l'école autrichienne et les universités allemandes se sont appliquées à dissiper les malentendus, et prenant l'offensive, se sont attaquées résolument aux thèses, aux dogmes, pourrait-on dire, du socialisme.

Le socialisme, à quelque époque qu'on l'étudie, sous quelque aspect qu'on l'envisage, est invariablement une protestation contre l'ordre économique et social existant. On peut se demander si cette éternelle protestation ne vient pas de ce que sous les régimes politiques ou économiques successifs, il reste au fond même des choses une organisation économique fondamentale, et c'est là en effet la vérité ! Que l'organisation des sociétés ait évolué, cela est hors de doute, mais la propriété individuelle en est restée la base. Aussi est-ce contre elle qu'à toutes les époques s'est élevé le socialisme. On pourrait objecter que le socialisme scientifique, le marxisme, admet que l'institution de la propriété se justifiait autrefois. L'attitude ne manque pas de vérité, ni surtout d'habileté. Mais

il n'en reste pas moins, en dépit de cette affirmation, que le socialisme contemporain s'attaque à la propriété. Comme le socialisme du xvi^e s'attaquait à la propriété du xvi^e siècle, comme le socialisme de la première moitié du xix^e siècle s'attaquait lui aussi à la propriété de cette époque ; c'est contre la propriété contemporaine qu'à son tour le marxisme lance son cri de guerre.

A ne le considérer que sous cet angle, le socialisme pourrait se concevoir comme comportant simplement la suppression de la propriété ; mais quelle que soit l'importance de cette notion, elle n'est cependant qu'un aspect externe de la question ; le caractère interne, l'âme même de la doctrine, c'est l'idée égalitaire, qu'elle soit absolue, mathématique ou relative. Il faut pour avoir la notion exacte du socialisme ne point séparer ces deux idées qui marquent à la fois l'esprit et le moyen. Pour se guider au milieu des théories qui se prétendent socialistes, mais qui souvent ne le sont point et n'en ont même parfois aucun des caractères — surtout depuis que le socialisme est entré dans la politique — il faut se souvenir que le socialisme est avant tout : « La suppression de la propriété privée, et sa socialisation en vue d'établir et de faire régner (1), au nom de la justice et dans l'intérêt de l'individu

1. L'idée égalitaire du socialisme se rattache à l'individualisme en ce sens qu'elle prétend avoir pour objectif et

une relative ou absolue égalité des conditions. C'est en s'inspirant de cette dernière idée, que depuis quelques années les néo-socialistes ou réformistes prétendent que l'égalité est le seul but désirable, le reste n'étant plus que question de moyens. Le socialisme pour eux — et c'est une question de tactique — n'implique plus la suppression de la propriété. Les communistes, les collectivistes, les traitent avec dédain de déserteurs et de bourgeois socialisants. Traditionnellement et historiquement ils ont raison (1). Eux seuls sont dans la tradition, et si en dépit de leur dédain ils donnent la main aux théoriciens qui se rattachent au socialisme, tout en prétendant le modifier en lui ajoutant un qualificatif : socialisme d'état, socialisme chrétien, socialiste réformiste, c'est parce qu'ils savent eux aussi, suivant l'expression d'un émi-

pour fin le bonheur de l'individu ; mais elle est aussi fondée sur le sentiment de l'injustice, de l'inégalité. De la différence de conception de cette idée égalitaire viendront les différentes espèces de socialismes.

1. Selon les néo-socialistes, le socialisme n'aurait plus ce caractère externe, de suppression et de socialisation de la propriété individuelle. Mais alors pourquoi se parer du nom de socialisme. Egalitarisme eut suffi. Sans doute, l'idée égalitaire est l'âme du socialisme, mais si le mot socialisme n'exprime que cette idée il est de trop, ou bien alors il exprime quelque chose de plus, et c'est pour cela qu'il est né et s'est répandu, il exprime un moyen de l'idée égalitaire : la socialisation des biens, la propriété sociale substituée à la propriété individuelle.

nent homme d'Etat, qu'à l'aide de tous ces concours on est en train « de faire sortir du sol les murs du bagne colossal qu'on prépare. Ne vous y laissez pas enfermer, s'écriait-il, et surtout n'ayez pas l'illusion de croire qu'en mettant sur cette prison socialisme chrétien, vous la rendrez plus douce. D'ailleurs, vous ne l'obtiendrez pas, on coupera à coups de hache l'épithète et le mot de socialisme restera seul sur le fronton de la porte de la dure servitude ».

Partisans de la liberté sous toutes ses formes, non seulement admettant, mais prêchant l'accession des travailleurs à la propriété, apôtres du « propriétisme » (1), selon l'expression de M. Faguet, les Jaurès devaient s'en prendre surtout à ces deux authentiques représentants du socialisme : le collectivisme et le communisme.

C'est au premier qu'ils s'attaquent surtout, et cela s'explique.

Le communisme, inspiré des idées d'égalité dans l'intérêt de tous, est un stade plus éloigné. Le collectivisme, sorti du communisme, est moins intégral et se présente comme une étape intermédiaire : la plus proche. Le collectivisme enfin semble avoir la faveur des théoriciens, il est plus « le socialisme », si l'on peut ainsi parler. Il est à cela diverses

1. Faguet. *Le Socialisme en 1907*.

raisons : Le mot communisme (1) effraie depuis les Babouvistes ; puis ce vieux communisme, comme celui de Thomas Moorus, semblait presque enfantin, il fallait quelque chose de plus scientifique, de moins compromis : le collectivisme.

Une fois réalisée la condition du socialisme : la suppression de la propriété, les modes d'organisation de la société diffèrent selon les conceptions diverses de l'idée égalitaire. Les systèmes de l'égalité arithmétique, de l'égalité proportionnelle, le partagisme, l'appropriationisme, systèmes plus ou moins orthodoxes au point de vue socialiste, se sont partagé les faveurs des théoriciens.

Si l'appropriationisme constituait déjà un progrès sur les concepts primitifs et rudimentaires qui le précèdent, le collectivisme auquel il conduit par une marche logique, constitue lui aussi un procédé plus savant et plus logique.

Le collectivisme supprime la propriété individuelle ou corporative, pour y substituer la propriété indivise et sociale de tous les membres de la société.

Le procédé est socialiste, chacun est copropriétaire de chaque source, de chaque moyen de production. Les avantages, les inconvénients se répartissent sur tous. Le collectivisme dit : l'usine, la mine à la

1. Cependant le mot semble moins effrayer. M. Jaurès s'en réclamait au Congrès de Tours en 1903.

société. Il va même plus loin, il soumet à ce régime de propriété sociale, non seulement les moyens de production qui ne peuvent être exploités que collectivement, mais même les moyens de production qui jamais, aux époques de civilisation au moins, n'ont présenté ce caractère de collectivité : ainsi la terre est soumise comme l'outillage industriel au régime de l'indivision sociale.

Certains collectivistes critiquent cependant ce dernier point. Leur intention n'est pas, disent-ils, de changer le régime actuel de la petite propriété autonome, qui ne fait point appel à une aide salariée. Le petit propriétaire, le petit producteur conserveraient le bénéfice de la propriété individuelles ; (on ne socialiserait donc que les moyens de production faisant appel au travail salarié, car le petit producteur conserve le produit intégral de son travail).

Cette façon de voir n'a pas toujours été, et n'est pas encore celle des collectivistes autorisés. C'était une attitude nécessaire cependant pour répandre le socialisme dans un pays de petite propriété rurale comme la France.

Si, théoriquement, l'on peut arriver à justifier cette réserve, cette conservation de la propriété, pratiquement il serait impossible de le faire, c'est ce que M. Bourguin a si bien démontré dans : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. On peut se poser cette simple question qui renverse tout le sys-

tème : comment sur un marché non plus libre, mais réglementé de toutes parts, les producteurs autonomes écouleront-ils leurs produits. Comment sur un marché d'où l'idée de valeur sera exclue pour ne plus considérer que celle de somme de travail, arriveront-ils à recevoir une juste rémunération des produits de leur terre. Ce sont des questions complexes et pour y répondre de façon satisfaisante les théoriciens se verraient dans l'obligation de modifier du tout au tout leurs constructions ; aussi en général, dédaignent-ils cette supercherie et restent-ils fidèles à la doctrine originaire de la socialisation intégrale.

Malgré cet attachement à l'idée égalitaire, le socialisme contemporain ne revient pas aux conceptions qu'il considère comme enfantines du socialisme prémarxiste. L'égalitarisme ne prétend plus nous ramener aux formes sociales légendaires du passé, mais conserver tous les progrès techniques réalisés par les siècles. S'il veut supprimer la propriété privée, c'est qu'il la considère comme un obstacle à la puissance productrice. Ce n'est point qu'il ne se mêle à tout son appareil scientifique une bonne dose d'idéologie : que M. J. Guesde a tracé dans son journal *l'Egalité* un tableau enchanteur de l'abondance et de la vie facile qui régneront sous le nouvel état social. N'est-ce point lui qui en 1906, affirmait que grâce au collectivisme, le travail de chacun serait réduit jusqu'à 1 h. 20 par jour. Et ce

n'est pas tout, dans cette nouvelle Thélème, aucune compétition d'intérêt personnel, les parts seront surabondantes, chacun exercera donc la profession qu'il voudra (1). « C'est mieux que l'utopie, c'est le communisme, c'est l'anarchisme idyllique (2). » Il est piquant après cela de voir les collectivistes se réclamer des doctrines purement scientifiques de Marx, les présenter comme l'aboutissement naturel et forcé de l'évolution sociale, et protester énergiquement contre l'origine idéologique de leur théorie. Le collectivisme ! Mais avant Marx, le Français Pecqueur avait déjà exposé le même plan de réorganisation sociale. D'ailleurs Marx n'échappe pas non plus à cette préoccupation. Après avoir prétendu démontrer que l'évolution du mouvement économique nous amène fatalement à la socialisation, ne s'adresse-t-il point dans son Manifeste (3) aux prolétaires de tous les pays pour leur demander de hâter la réalisation d'un régime meilleur où le capitalisme ne dépouillera plus l'ouvrier ? C'est donc un idéal de justice qu'il réclame, sinon son appel n'a plus de sens.

1. *Egalité*, 14 mars 1882. — *Petite République*, 10 mars 1894.

2. M. Deschamps, *op. cit.*

3. Le manifeste est intitulé *Manifeste du Parti communiste*, mais ce mot de communisme n'y est pas employé en opposition avec le mot collectivisme, il exprime seulement l'idée de socialisation, de mise en commun au sens le plus général du mot.

Mais là n'est point la question principale, le collectivisme tel qu'il est professé aujourd'hui, prétend que tout appel à une idée morale est une sottise (1) et ne veut s'inspirer que de principes scientifiques rigoureusement établis, ou prétendus tels.

M. Biétry traite un peu dédaigneusement à notre avis les idées essentielles du marxisme. Il les compare à des vérités de M. de La Palisse. Il y a plus que cela chez Marx, et ses doctrines, quoique touchant par bien des points au sophisme, méritent une discussion plus approfondie que celle que M. Biétry leur a consacrée, si l'on veut avoir le droit de conclure avec la sévérité, justifiée d'ailleurs, du président des Jaunes de France (2).

Le collectivisme contemporain s'inspire de la conception matérialiste de l'histoire. Pour Karl Marx l'organisation sociale de chaque époque est commandée par le mode de production ; sur lui et de lui se modèlent et dérivent les façons de penser en morale, en religion, en politique, en droit. C'est une réaction

1. M. Jaurès. *Revue socialiste*, janvier 1903. — Vandervelt. *Revue socialiste*, 15 février 1904, etc.

2. Dans sa préface, M. Biétry avertit le lecteur que son livre est surtout œuvre de propagande, et il faut lui savoir gré de l'avoir écrit, et d'avoir à côté de réfutations un peu hâtives peut-être, tracé de main de maître la description des organisations révolutionnaires. Il y aura là pour l'histoire des doctrines de notre temps une mine précieuse.

contre la philosophie de l'histoire, qui fait une part trop large selon lui à l'influence des grands hommes.

Parti de ce principe, Marx en déduit la socialisation de la propriété. Au mode de production autonome et individuel qui des siècles durant régit le monde, correspondait naturellement le système de propriété individuelle. L'homme mettait seul, (1) ou presque seul, en œuvre les moyens de production, il était juste qu'il restât le propriétaire du résultat de son activité, dont il tirait d'ailleurs toute la valeur en l'offrant à l'échange. Mais il se peut, — et c'est ce que prétendent les collectivistes, et contre quoi nous nous élèverons, — il se peut que le mode de production change et devienne collectif, alors que subsiste encore l'institution de la propriété privée. Il est impossible à l'homme de se servir seul de moyens de production qui dépassent ses forces individuelles. Il lui faut dans le plus grand nombre des cas demander le secours d'autres individus. Il en résulte l'appropriation par un seul des produits d'un travail collectif.

Du jour où ce désaccord est né, les moyens de production se sont transformés en une chose inconnue jusqu'ici : le capital, que Marx et ses disciples

1. Ce qui justifierait la propriété dans le passé. Mais les socialistes de chaque âge ont attaqué la contemporaine ; et dans deux siècles un autre Marx ne justifiera-t-il pas la propriété du **xx^e** siècle en attaquant celle du **xxii^e** ?

conçoivent d'autre façon que les économistes. Pour les Marxistes, le capital n'apparaît que très tard, quand les possesseurs des moyens de production sont forcés pour les mettre en œuvre d'acheter du travail. Après avoir rémunéré cette main-d'œuvre et payé les frais généraux, il leur reste une plus-value, un bénéfice qui servira à accroître leur capital. Cette plus-value se dégagera par la vente des produits. Mais d'où vient cette plus-value ? Les collectivistes lui attribuent une double origine : 1° la valeur en échange des produits est, d'après eux, déterminée uniquement par la quantité de travail que les produits représentent ; 2° cette quantité de travail n'est pas tout entière payée à ceux qui l'ont donnée : les ouvriers.

Pour comprendre l'existence de cette plus-value, il faut aborder la théorie marxiste de la valeur ; résumons-la en quelques mots.

Il faut tout d'abord admettre que la valeur en échange des produits est représentée par le temps de travail nécessaire (1) à les constituer. Une fois admis, ce fondement extrêmement contestable, la théorie s'enchaîne avec une logique merveilleuse. Nous n'y insisterons pas plus longuement, elle a d'ailleurs perdu beaucoup de l'importance qu'on lui

1. Marx appelle ce temps « le temps socialement nécessaire », il le définit ainsi : le temps qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité dans les conditions qui par rapport au milieu social sont normales.

attribuait, surtout depuis les critiques dont elle fut l'objet à la suite des travaux si intéressants de l'école autrichienne.

Aussi bien les disciples de Marx eux-mêmes ont été les premiers à rejeter cette théorie de la valeur. Ils lui en ont substitué une autre, mais ils en reviennent toujours à leur point de départ, basé lui-même sur la conception matérialiste de l'histoire : la discordance entre le mode de production moderne et le mode d'appropriation.

Le régime capitaliste ou de propriété privée n'est donc plus en rapport avec les faits. Ce n'est pas cependant qu'il n'ait jamais eu sa raison d'être, il a été au contraire une phase nécessaire dans l'évolution du socialisme. Par lui, grâce à lui, la socialisation s'impose ; il est arrivé à développer et à pousser jusqu'au maximum le mode de production collective sur lequel sera calquée toute l'organisation sociale de l'avenir. Le régime individualiste, à mesure qu'il se développait, à mesure que pour une production plus intense et plus rémunératrice, il spécialisait et concentrait les industries, créait insensiblement deux classes : la classe capitaliste d'un côté, la classe des prolétaires de l'autre. Il rendait au monde cet immense service de l'amener en même temps à ce degré de civilisation par les inventions dont l'intérêt individuel était le puissant moteur, et d'un autre côté à ce degré de concentration qui met en pleine

lumière la discordance dont nous avons parlé et ne lui permet pas de durer plus longtemps.

Selon Marx un signe infaillible montre le besoin d'une transformation : ce sont les crises qui secouent périodiquement le monde industriel et commercial (1). Ces crises dont le marxisme fait une longue analyse ne sont que les prodromes de la grande crise vers laquelle tend la société capitaliste, qui tous les jours travaille elle-même à rendre plus inéluctable la catastrophe finale : c'est la thèse catastrophique de Marx. Nous ne l'analyserons pas longuement non plus. Aussi bien, basée et uniquement édiflée sur le postulat de la conception matérialiste de l'histoire et

1. Les disciples de Marx, continuant ses déductions, ont voulu montrer que le mouvement prédit par lui se continuait et s'accroissait ; que la société capitaliste elle-même préparait dans son sein la socialisation prochaine. De plus en plus les moyens de production moderne dépassent la capacité d'appropriation individuelle. Les grandes sociétés anonymes elles-mêmes y suffisent à peine, et la forme sociétaire devenue trop étroite s'élargit en forme presque sociale : ce sont les cartels, les trusts, les unions. C'est un acheminement, prétendent-ils, vers la socialisation par la transformation profonde qu'il fait subir à la propriété individuelle, qui cesse d'être réelle pour devenir abstraite. La force réelle et matérielle du droit de propriété diminue, le droit devient lui-même moins absolu, et en même temps son utilité diminue et devient de plus en plus contestable. Autrefois l'activité personnelle du propriétaire pouvait justifier son existence, aujourd'hui il se borne à toucher des coupons.

des déductions qu'en a tirées le prophète du socialisme moderne, il nous suffira maintenant de voir si, avec les Jaunes, nous pouvons révoquer en doute ses affirmations, et si les faits ne s'élèvent point contre elles avec leur éloquence brutale. Dans ce cas nous aurons alors le droit, après avoir approuvé l'effort négateur des Jaunes, de passer à la partie édicatrice de leur œuvre.

CHAPITRE X

La conception matérialiste de l'histoire. — Le socialisme et la logique. — La prestidigitation verbale de Marx et de Engels. — La différence entre la production collective et la production sociale. — Le socialisme et les faits. — Ses affirmations contredites par les faits en ce qui concerne : la terre, l'industrie et le commerce. — La hausse des salaires. — La répartition des fortunes. — Le nombre des prolétaires. — La théorie des crises.

Un double point de vue s'offre pour juger les théories collectivistes : le point de vue logique d'abord ; celui des faits ensuite.

En ce qui concerne la doctrine, les coups les plus rudes lui ont peut-être été portés par certains socialistes ou prétendus tels : les réformistes, qui dès longtemps déjà reprochèrent à leurs amis de s'en tenir trop étroitement, trop religieusement, aux enseignements du maître, et par là de retarder l'avènement même du socialisme.

Partant de sa fameuse conception matérialiste de l'histoire, Karl Marx signale la transformation technique des modes de production, et en conclut à la

socialisation par voie de conséquence fatale. Le raisonnement pêche par la base, et pour emprunter les termes mêmes de la logique avec laquelle il se met en désaccord, la conclusion dépasse le contenu de la prémisse : « L'appropriation doit se modeler sur la production. » En effet, Marx dit : Les moyens de production doivent être socialisés parce que la production est devenue « sociale ». La production peut être devenue « collective », elle n'est pas devenue « sociale ».

L'usine a bien remplacé l'échoppe ou même l'ancien atelier ; le nombre d'individus qui dans l'usine coopèrent à la production, constitue bien un groupe producteur, mais ce groupe n'est pas la société.

Si l'on s'en tient — et pour que le raisonnement soit rigoureux, il n'est pas permis d'agir autrement — si l'on s'en tient à la doctrine : l'appropriation doit suivre la production, et se modeler sur elle ; la première (l'appropriation) ne doit devenir collective que dans la mesure où la seconde (la production) le sera elle-même devenue. Donc la transformation du mode de production actuel ne permet de conclure qu'à l'appropriationisme, c'est-à-dire l'appropriation des moyens au profit du groupe ; ce sera l'usine aux ouvriers, la mine aux mineurs, mais rien de plus, et jamais à tous les salariés, jamais l'usine à la société. Ce ne sera donc pas le collectivisme, qui lui, implique la socialisation et non l'appropriation du groupe.

Mais il faut, selon l'expression de M. Deschamps, relever « la prestidigitation verbale de Marx et de Engels ». Ils montrent d'abord la production collective dans l'usine, puis généralisant ils concluent : la collectivité a remplacé l'individu dans la production. Au troisième stade, ils prennent le mot « société » comme synonyme de collectivité, ce qui permet par ce tour de passe-passe de tirer la conclusion désirée.

Continuant sa démonstration, — que ses disciples ont soigneusement revue et augmentée, — Marx insiste sur le développement de la forme sociétaire ; il y voit une manifestation de l'évolution vers le collectivisme : la propriété devenant collective puisque sociétaire. Le fait est indéniable. Mais pourquoi ne point consentir à y voir, au contraire, l'adaptation juridique, normale, naturelle, du système d'appropriation au régime de la production moderne.

Loin d'être un argument en faveur du collectivisme, le développement de la forme sociétaire montre très heureusement que le régime de propriété individuelle n'est pas établi dans un cadre rigide, mais qu'au contraire il est susceptible de se plier à tout ce que peut exiger le progrès.

C'est encore en se tenant en dehors des réalités, en restant dans le domaine purement idéologique, que les socialistes sont conduits à affirmer que le fonctionnement des vastes entreprises industrielles est la preuve de la possibilité du collectivisme. Lais-

sez ces gigantesques usines fonctionner comme elles fonctionnent aujourd'hui. Aulieu d'être la propriété de quelques-uns elles seront la propriété de tous, à part cela, rien de changé. La production, de collective sera devenue sociale !

Les collectivistes oublient qu'une chose est cependant restée bien individuelle au sein de ces sociétés, c'est l'intérêt personnel, qui en est l'âme et le moteur.

« Il est facile de saisir le caractère social de la production capitaliste, écrit M. J. Sarraute, elle est sociale en ce sens que dans chaque usine elle substitue le travail collectif au travail individuel. Sans cette coopération technique permanente, il n'y aurait pas de production capitaliste. Mais entre cette solidarité technique, cette coopération industrielle et la production collectiviste ou communiste, il y a un abîme. En effet, cette solidarité technique n'affecte en rien les mobiles et les intérêts qui s'agitent à la base de la production capitaliste. « Tout repose, après comme avant, sur l'intérêt personnel et l'individualisme de la production » (1).

On ne saurait relever avec plus de justesse les différences des deux procédés d'organisation, et mettre mieux en lumière les contradictions socialistes.

1. M. Sarraute. *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement et lutte de classes.*

Les bailleurs de fonds peuvent très bien ne pas connaître les usines où sont engagés leurs capitaux ; mais à leur intérêt personnel est substitué celui de la direction dont le sort est lié au sort de l'entreprise. S'ils ne surveillent point eux-mêmes la bonne marche des affaires, dans les réunions d'actionnaires ils sont appelés à donner leur avis, et la cote de la Bourse, fidèle reflet de leur opinion, montre que les capitaux désertent les entreprises mal dirigées pour se porter en masse vers celles qui, bien administrées, donnent de fructueux bénéfices. Une fois de plus, le marxisme a donc méconnu ce puissant moteur qu'est l'intérêt personnel.

Si abandonnant le terrain du raisonnement nous nous transportons sur celui des faits, leur éloquence détruit encore mieux ce caractère de logique impérieuse, mais tout apparente, que la généralisation hâtive et simpliste donne aux doctrines marxistes. Les faits anciens et contemporains infligent au socialisme de sanglants et douloureux démentis.

La thèse collectiviste affirme que la concentration capitaliste, en rassemblant la propriété dans un nombre de mains toujours plus restreint, prépare d'elle-même la catastrophe finale où la foule prolétarienne et dépossédée reprendra les instruments de travail à la féodalité financière. Le raisonnement serait parfait s'il n'était faux sur toute la ligne. Pour la propriété foncière, la concentration de la terre en la possession

d'un nombre de plus en plus réduit de privilégiés est presque partout abandonnée.

Elle est démentie par les faits aux Etats-Unis, même dans cette patrie de milliardaires fabuleux ! Dans la préface de son beau livre sur l'*Union*, M. Pierre Leroy-Beaulieu écrit : « le grand pays agricole est un pays de petite propriété ». Donc point de concentration foncière, et chez nous moins qu'ailleurs. L'enquête agricole de 1892, la dernière dont nous puissions faire état, constatait que les exploitations moyennes se maintenaient, tandis que dans certaines régions, les petites exploitations rurales progressaient aux dépens de la grande propriété ; et, symptôme frappant, le parti socialiste s'est vu obligé de ramener du rouge sang au rose pâle la nuance de son programme paysan.

Si nous passons à l'industrie, le démenti, pour être moins catégorique, mérite cependant d'être pris en considération.

C'est à un socialiste, le célèbre M. Bernstein, que nous empruntons les lignes suivantes. « Malgré des changements continuels dans le groupement et les conditions extérieures des industries, la grande industrie n'absorbe pas les petites et les moyennes entreprises, elle grandit à côté d'elles. Seules les entreprises minuscules diminuent absolument et relativement ; mais quant aux entreprises petites et moyennes, leur nombre s'accroît » (1).

1. Bernstein, cité par M. Paul Deschanel. Discours à la Chambre des députés, 21 juin 1906.

A des affirmations venant de pareille source, les faits cités par M. Ch. Gide viennent fournir une illustration précieuse.

Dans son *Economie sociale*, M. Ch. Gide affirme en effet que si le nombre des établissements industriels occupant plus de cinquante ouvriers a doublé, et le nombre de ceux occupant plus de cinq cents a triplé depuis cinquante ans, la petite industrie a cependant progressé : elle occupe maintenant 94 o/o des établissements et fait vivre la moitié de la population ouvrière.

Passons-nous de l'industrie au commerce ? Mêmes affirmations. « Il en est du commerce comme de l'industrie. En dépit des grands magasins, le moyen comme le petit commerce se maintiennent, et il est aussi utopique d'attendre des grands magasins capitalistes une absorption tant soit peu considérable des petits et moyens boutiquiers, qu'il est illusoire de croire à une absorption à peu près complète dans un laps de temps calculable de la moyenne et de la petite industrie par la grande » (1).

On comprend qu'une telle franchise jointe à une « critique aussi négative que celle de Bernstein » (2), lui ait valu un blâme du congrès de 1902.

Comment après de semblables constatations ad-

1. Bernstein, *loc. cit.*

2. Termes de la motion proposée par Bebel contre Bernstein et votée au congrès par 203 voix contre 4.

mettre encore la suite de la déduction marxiste sur la « prolétarisation » croissante. Si la population augmentait considérablement, peut-être pourrait-on en soutenir la vraisemblance, mais ce n'est pas le cas, surtout en France.

Pourrait-il aussi être permis de tirer argument du grand nombre ; du nombre croissant des salariés ? Pas davantage. Il faut se garder de confondre les prolétaires et les employés ou salariés. Sans tenir trop grand compte des gros appointements, — des gros salaires pour leur donner leur nom véritable — de certains directeurs d'entreprises ou de grandes sociétés, il est toute une légion de salariés touchant des sommes variables, mais qui ne sont point des prolétaires. Dans combien de familles, qui constituent la classe moyenne si nombreuse en France, le salaire du père ne vient-il pas comme appoint, comme supplément aux revenus, pour donner au budget une élasticité plus grande.

Le prolétaire est l'individu sans autre ressource que son salaire et qui en outre gagne si peu qu'il lui est impossible d'économiser, partant de capitaliser et de se ménager une ressource pour l'avenir. Eh bien le nombre de ces gens-là ne va pas croissant. M. Adolphe Landry, avoue dans la *Revue socialiste*

que le nombre des vrais prolétaires est relativement faible.

De plus en plus, se constitue au contraire cette classe moyenne, plus voisine encore il est vrai du prolétariat que de la richesse, mais dont l'accroissement nous est attesté par toutes les enquêtes sérieuses, et dont les ressources, grâce à la forme sociétaire revêtue de plus en plus par la production, participent à la fois du salariat et du capitalisme. La France est un pays de petite épargne ; c'est une preuve convaincante que les salaires n'ont pas baissé, et cela contredit de la façon la plus éclatante la fameuse « loi d'airain des salaires ». L'enquête de l'office du travail est arrivée à cette conclusion que de 1840 à 1891, les salaires ont nominalement presque doublé, que par conséquent le salarié touche en argent à peu près le double de ce qu'il recevait, tandis que les objets de consommation n'ont pas dans l'ensemble, augmenté de plus de un quart, tout en devenant meilleurs de qualité.

C'est cet ensemble de faits qui aident, comme nous l'avons vu, à la constitution d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse, et qui seront pas là même un grand obstacle à la lutte de classes prêchée et rêvée par les doctrinaires du collectivisme.

Faut-il enfin que nous examinions la répartition des fortunes ? Les faits dans notre pays sont encore plus probants, et le débat qu'en 1906 insti-

tua M. Jaurès sur ce sujet, fut loin d'être un succès pour le leader de l'extrême-gauche.

A la tribune il avait cité ce chiffre douloureux : quinze millions de personnes ne possédant rien en France ! quinze millions ! plus du tiers de notre population réduite aux seules ressources de ses bras. Le bonheur voulut que M. Deschanel d'abord, M. Poincaré, M. Aynard et M. Biétry ensuite, réduisirent ce chiffre dans des proportions notables, en s'appuyant sur les statistiques et les successions. M. de Foville revisa dans le même sens les calculs poétiques du député du Tarn. N'avait-il pas mentionné par exemple au nombre de ces déshérités de la fortune, les cent et quelque mille enfants qui chaque année meurent au bout de quelques mois ne possédant évidemment rien (1) ; et figurent cepen-

1. M. AYNARD. — Je ne m'occupe que de l'une de ces erreurs qui est évidente, puisqu'elle ne relève que du calcul.

M. Jaurès a dit que chaque année 300.000 personnes mouraient en France sans laisser de succession, et que ce chiffre représentait ainsi pour l'ensemble du pays une population de quinze millions de personnes ne possédant rien. Eh bien, l'erreur est colossale : suivant que l'on calcule la moyenne de survie sur trente-deux ans selon certains statisticiens, ou bien sur trente-six selon d'autres, cela fait en admettant même la base du calcul 9.600.000 personnes dans le premier cas ou 10.860.000 si l'on multiplie par trente-six. M. Jaurès a donc commis une erreur portant sur 5.400.000 Français ou au moins sur 4.200.000.

M. RAYMOND POINCARÉ, ministre des Finances. — L'erreur

dant au nombre des successions sans actif. D'autres erreurs moindres en elles-mêmes, mais graves sur-

est encore plus considérable... M. Jaurès a dit que le nombre des enfants était quantité négligeable, alors qu'ils représentent 27 o/o de la mortalité... Toutes rectifications faites, et sans aucun parti pris, je suis arrivé à constater que le chiffre de quinze millions de personnes, devait être ramené à 7.500.000.

M. Jaurès répondant à M. Aynard, s'exprimait ainsi :

« Maintenant, laissez-moi vous dire qu'en effet il faut opérer sur 400.000 ou même sur 450.000 individus sans succession déclarée la défalcation, la déduction des mineurs qui s'élève bien à 27 o/o et le chiffre doit être réduit.

Mais il y a un autre fait que je n'avais pas signalé dans ma discussion nécessairement rapide, c'est que si 131.558 individus meurent tous les ans avec une succession variant entre 1 et 500 francs pour beaucoup, le chiffre est tellement dérisoire qu'il est pratiquement équivalent à zéro, il est inférieur à 150, même à 100 francs.

Et si pour ces successions misérables, que l'on peut bien faire entrer en ligne de compte dans la fiction des statistiques, mais qui socialement sont l'équivalent de zéro, si vous faisiez la multiplication, vous auriez un nouvel appoint de 5 à 6 millions d'hommes qui meurent en effet sans laisser un centime, et c'est mon chiffre qui est exact ».

M. AYNARD. — « Je constate que vous n'avez répondu ni à M. le Ministre ni à moi. » (*Journal officiel* du 16 juin 1906.)

Non seulement M. Jaurès n'a point répondu, mais il a ajouté de nouvelles erreurs aux premières. M. Aynard parlait de 300.000 individus mourant sans succession ; si de ces 300.000 on déduit 71.000, nombre représentant les 27 o/o, on arrive à 219.000, et en multipliant par 32, on obtient 7.000.000, chiffre voisin de celui indiqué par M. Poincaré. Si maintenant pour suivre le raisonnement de M. Jaurès, nous faisons intervenir les 131.000 individus dont la succession va de 1 à 500 francs, nous avons 219.000 +

tout à cause des chiffres de 30 ou de 35 par lesquels on doit les multiplier, ont également été relevées ; bref, de fil en aiguille, les quinze millions sont devenus sept, nombre encore très émouvant, mais qui ira en diminuant, et qui d'ailleurs est probablement très supérieur à la réalité.

Sur un dernier point encore, le marxisme a dû confesser l'incorrection de ses déductions. La théorie des crises aboutissant à une révolution économique s'est effondrée au contact des réalités. Marx et En-

$131.558 = 350.558$, et si l'on multiplie par 32 ou 36 on arrive à 11.217.866 ou à 12.520.880.

Ces chiffres inférieurs l'un de près de 4 millions, l'autre de 2 millions 1/2 aux 15 millions de M. Jaurès, ne sont obtenus qu'en empruntant au nombre des successions déclarées leur plus gros contingent. De plus, le nombre de cette catégorie de successions ne s'élevait en 1904 qu'à 119.539 et la moyenne des années 1902-1903 et 1904 à 125.000 seulement. M. Jaurès se trompe encore lorsqu'il évalue à moins de 100 fr. la valeur de ces successions. Un certain nombre d'entre elles peut ne pas dépasser 100 francs, mais la moyenne arithmétique pour 1904 est de 254 francs (valeur 30.398.636 fr., répartie entre 119.539 successions).

Pour beaucoup de ces successions enfin, le mobilier est partagé à l'amiable et n'entre point en ligne de compte, les héritiers ne déclarant que ce qu'ils ne peuvent soustraire au fisc, et qui très souvent pour ces minimes héritages est constitué par un livre de caisse d'épargne ou une petite coupure nominative. Il faut aussi se souvenir qu'il existe aussi une fraude assez considérable sur laquelle le fisc est obligé de fermer les yeux pour se consacrer aux successions plus importantes. Toutes ces considérations modifient singulièrement les données un peu trop simples de M. Jaurès.

gels eux-mêmes ont dû reconnaître l'inexactitude de leur raisonnement.

Aujourd'hui, loin de croître en fréquence et en intensité, les crises s'atténuent et s'espacent de plus en plus ; à cause du perfectionnement constant des moyens de communication, d'information et de crédit. D'ailleurs tous les phénomènes contemporains sont absolument dans la logique de l'histoire. Elle nous montre l'humanité dans un quasi-communisme à son enfance, évoluant régulièrement, sûrement, malgré les crises, vers une diffusion plus grande de la propriété. Les derniers vestiges du communisme ancestral oubliés dans notre société moderne tendent à disparaître. Au Mexique, des villages indiens vivaient encore en collectivité ; le gouvernement mexicain, frappé de leur pauvreté, des multiples inconvénients d'un tel système, a fait voter une loi, dite du « reparta », donnant à ces collectivistes la propriété (1) individuelle. En Russie, la vieille conception du « mir » semble bien, elle aussi, avoir vécu, et si les socialistes ne se laissaient pas si facilement emporter par leurs passions politiques, peut-être soutiendraient-ils avec moins de vivacité les revendications des paysans russes (2) contre une des dernières formes du collectivisme existant dans le monde civilisé :

1. Gaston Japy. *Les idées jaunes*, p. 137.

2. Grands Russiens, là surtout le mir existe.

Nous pouvons donc accorder aux Jaunes leur principe initial : l'évolution des sociétés « vers le propriétéisme ». Ce principe dû à l'observation est l'expression d'une loi presque naturelle. C'est excellent ! Mais il existe en France, peut-être plus qu'ailleurs, un certain nombre d'hommes qui font profession d'ignorer les lois naturelles, leur opposent un dédaigneux *nescio vos* et s'en remettent dans leur vie publique à l'inspiration du moment : ce sont les politiciens. Dire que les Jaunes les détestent, serait presque un euphémisme, ils voient en eux une onzième plaie d'Egypte, ce en quoi ils exagèrent certainement. Ils les accusent de traiter et de résoudre toutes les questions sans, le plus souvent, y connaître le premier mot, ce en quoi ils ont raison.

Les Jaunes ont à ce propos une idée de jadis assez banale, mais qui, le temps aidant, est devenue trop originale pour n'être point à bref délai tout à fait paradoxale, ils voudraient voir chaque fonction occupée par un homme compétent ! C'est une des mille raisons pour lesquelles ils sont parfaitement hostiles au socialisme d'Etat. Ils craignent de voir s'affirmer et se développer sous ce régime le népotisme et le laisser-aller.

Avec beaucoup d'à-propos ils rééditent (1) contre

1. M. G. Japy. : *Les Idées jaunes*, chapitre intitulé : « Socialisme d'Etat ».

ce système les accusations portées contre lui par les économistes : mauvais fonctionnement des monopoles, leur stérilité, leurs dangers pour l'industrie privée, les périls du fonctionnarisme, etc. Bornons-nous à ce résumé, une paraphrase serait longue et de peu d'intérêt.

Mais il ne suffit pas de détruire ; s'il est utile d'aller aux masses et de saper devant elles les fondements du socialisme — que ce soit le socialisme d'Etat ou un autre — il est meilleur encore de substituer quelque chose à ce que l'on détruit. Selon la parole d'Auguste Comte, « on ne détruit que ce que l'on remplace ».

Aussi les Jaunes ont-ils consacré à construire et à remplacer toute cette partie de leur doctrine dont nous allons maintenant aborder l'examen.

CHAPITRE XI

De la participation aux bénéfices à l'accession au capital. — La théorie Jaune de l'accession à la propriété. — Les articles, les rapports aux Congrès. — Rapport de M. Japy en 1904. Rapport de M. H. de Bellaigue en 1906. — Les vœux adoptés.

En réaction contre le socialisme, la doctrine des Jaunes ne se contente pas d'être négatrice, elle pose aussi deux affirmations d'importance bien différente : l'accession rendue plus facile à la propriété, et l'organisation professionnelle. L'accession à la propriété, formule magique, qui au premier abord séduit, puis effraie parce qu'immédiatement en face des avantages indéniables se dressent de nombreuses objections dont quelques-unes ne sont pas sans force, et qu'il convient d'examiner et de peser soigneusement.

Nous avons déjà vu dans l'histoire de la formation des syndicats jaunes, la naissance de la doctrine de la participation au capital — idée encore à peine esquissée dans les premiers mois qui suivirent la rupture avec le mouvement Lanoir. Nous l'avons vue arri-

ver peu à peu se modifiant, s'améliorant, par une évolution continue, jusqu'au corps de doctrine assez compacte qu'elle présente aujourd'hui. L'évolution est-elle terminée ? on ne pourrait l'affirmer ; et peut-être quelque jour trouvera-t-on le moyen de rendre très largement applicable cette idée féconde et bienfaisante. Quoi qu'il en soit c'est dans le premier numéro du *Jaune* qu'en janvier 1904 la question est posée d'une façon assez satisfaisante. Malgré son imprécision, elle contient cependant en germe tous les développements actuels.

« Notre programme, écrivaient les Jaunes, comporte une partie positive, celle qui contient les revendications légitimes, y compris la participation aux bénéfices. »

« Nous n'avons pas de système à nous de participation. Les propagateurs d'un système sont trop souvent des fous, des ambitieux, mais nous disons à nos camarades ouvriers : « Il est faux que la société et le patronat pèsent sur les salariés comme la pierre et la croix sur le tombeau. Il est faux que les salariés soient condamnés éternellement à ne jamais posséder le produit de leur travail.

« Pour les bons, pour les travailleurs conscients, des lueurs magnifiques montent à l'horizon.

« La collaboration, la coopération surgissent de milliers de points avec des formes et des couleurs multiples, mais convergent en réalité vers un même

but, finissent par ne plus former qu'une seule gerbe lumineuse, étincelante : la participation de tous les facteurs de la production aux mêmes risques et aux bénéfices en proportion avec les risques courus. »

Toute la doctrine de l'accession des travailleurs à la propriété est contenue dans ces quelques lignes. On sent que l'idée encore confuse, presque sub-consciente, va se développer, s'harmoniser, et ce sera le fruit de toute une année de travaux et de collaboration qui lui permettra de se présenter au Congrès de 1904 sous une forme enfin précise.

Le même numéro du *Jaune* portait aussi en exergue un résumé du programme, signé P. B. Ce résumé confond lui aussi, dans la même revendication, et le moyen et le but ; c'est-à-dire : la participation aux bénéfices et l'accession au capital. Mais dans la pensée de son auteur, le but apparaît, consciemment ou non, si supérieur au moyen, en dépit de la confusion l'exemple pratique dégage si nettement cette idée, que malgré la modification profonde de la doctrine, c'est lui qui aujourd'hui encore la résume de la façon la plus saisissante.

« Quand dans une usine qui compte par exemple 5.000 ouvriers, 500 d'entre eux posséderont seulement chacun une action de 100 francs il y aura quelque chose de changé ; d'abord 500 propriétaires nouveaux, c'est-à-dire 500 hommes qui, dorénavant, auront quelque chose « à conserver » ; ensuite cer-

tainement 500 anti-grévistes. Généralisez et développez l'expérience, c'est la fin de la démagogie socialiste. »

C'est simple, clair et frappant. Mais peut-être est-ce même trop simple. N'était-ce point l'un des meilleurs esprits du siècle dernier, qui disait ne se méfier de rien tant que de solutions trop simples.

Avant de passer à l'examen critique de cette partie du programme jaune, il nous faut l'exposer d'une façon précise en nous inspirant des articles publiés depuis quatre années dans le journal *Le Jaune*, en nous inspirant surtout des rapports présentés aux Congrès.

Un des hommes les plus qualifiés pour traiter une pareille question est sans contredit M. Gaston Japy. Homme d'une culture supérieure, esprit largement ouvert aux idées de progrès, et cependant ne se laissant point prendre aux mirages des théories, obligé qu'il est de se pencher chaque jour sur les réalités et de prendre contact avec elles pour la direction de ses vastes usines, c'est en un langage plein de bon sens et de dignité qu'il expose sa théorie. M. Japy pose nettement la question :

« Le mouvement social que nous, Jaunes, désirons faire éclore en France, a pour but de soustraire les ouvriers français aux théories esclavagistes et rétrogrades des socialistes, d'en faire des hommes libres discutant honnêtement, loyalement, leurs inté-

rêts avec leurs patrons dont ils doivent devenir les associés.

« Les socialistes disent « à bas les patrons », et ne rêvent qu'à devenir eux-mêmes patrons irresponsables sous le nom de fonctionnaires. Il est indispensable dans notre société moderne d'avoir des patrons, des ingénieurs, des chimistes, des dessinateurs, il est impossible de concevoir l'industrie moderne d'une autre façon si l'on veut être honnête et non charlatan.

« Les socialistes ne suppriment pas le patronat, ils le transforment en mandarinat...

« Le patronat dans presque toutes les industries étant nécessaire, nous disons : « ouvriers et patrons vous êtes obligés par la force des choses de vivre côte à côte, vivez donc en amis au lieu de vivre en ennemis. »

« Que le patron, continue M. Japy, ne soit pas seulement un acheteur de main-d'œuvre... ; il doit surveiller les intérêts de ses ouvriers en même temps que les siens.

« Il est tout naturel que l'industriel soit payé de ses peines, de ses risques professionnels, et que ses capitaux aient leur salaire, mais il est juste aussi que ses ouvriers soient non pas des machines en chair, souvent moins soignées que les machines en acier, mais des collaborateurs intéressés au succès de l'entreprise.

« L'avenir de la société est dans la division de la

propriété, non dans les théories antiques du collectivisme de Karl Marx... Puisque la société s'achemine vers la division de plus en plus grande de la propriété individuelle, l'ouvrier doit devenir par divers moyens propriétaire d'actions de l'usine où il travaille.

« Il faut que chaque travailleur honnête arrive dans sa mesure à être propriétaire suivant ses moyens ; l'un arrivera à avoir 1000 francs dans l'usine où il travaille, l'autre 5000 ou même plus. Ainsi chez M. Laroche-Joubert un ouvrier devenu contremaître possède plus de 50.000 francs dans la papeterie d'Angoulême. Je vois dans la région de l'est et dans d'autres, quantité d'ouvriers sérieux devenir propriétaires, possesseurs d'une maison et de valeurs diverses... Du moment que nous demandons l'association loyale du patron et de l'ouvrier, non pas dans le but de léser soit l'un soit l'autre, mais dans celui de donner à chacun son dû en élevant le travailleur au rang de propriétaire, pourquoi les patrons décidés à appliquer ces théories ne donneraient-ils pas leur appui au grand jour aux Jaunes ? »

Ces déclarations franches et nettes, ces idées dont on se prend à regretter qu'elles ne soient encore que celles d'une minorité de patrons, M. Gaston Japy devait les renouveler et les soutenir au Congrès de 1904. Mais cette fois ce n'était plus seulement en son nom personnel, c'était en qualité de rapporteur de la troisième Commission, qu'il proposait aux Jau-

nes de fixer un point important de leur doctrine économique. Avec une grande précision, il montre combien il importe avant tout de poser le principe sans toutefois lui accorder une importance qu'il ne doit point prendre ; et de rester dans des limites raisonnables pour se maintenir dans celles des choses réalisables. La troisième Commission devait s'occuper de la participation aux bénéfices. Bien vite, elle visa plus haut que cela. Voici en quels termes s'exprime M. Japy :

« Le Congrès considère que la seule continuation de l'évolution, distribuant la propriété dans le plus grand nombre de mains possible peut assurer aux travailleurs la liberté, l'indépendance indispensables aux citoyens d'un pays libre.

« En conséquence, le Congrès des Jaunes de France vote les déclarations ci-dessous :

« Le principe suivant doit être admis :

« Dans toute exploitation industrielle, agricole ou commerciale, il y a trois facteurs de production qui sont :

« Capital, direction, main-d'œuvre.

« Chacun de ces trois facteurs reçoit un salaire. Le bénéfice de l'exploitation, s'il y en a un lorsque les trois facteurs ont reçu leurs salaires, doit être distribué entre les trois facteurs de l'exploitation suivant des bases équitables...

.

« Le Congrès déclare que le machinisme ne peut pas provoquer l'abandon de l'évolution humaine tendant à la désunion de la propriété.

« Loin de retourner à la propriété collective, il faut s'appliquer au contraire à trouver des solutions permettant la diffusion de la propriété individuelle parmi les travailleurs.

« Afin de faciliter la diffusion si désirable de la propriété industrielle dans la main des travailleurs, le Congrès préconise *l'emploi des répartitions des bénéfices faites aux ouvriers à l'achat des parts ou actions des usines dans lesquelles ils travaillent.*

« Le Congrès estime que les sociétés minières qui ont des actions valant plusieurs milliers de francs, doivent les fractionner, afin de permettre aux mineurs l'achat d'actions de la mine dans laquelle ils travaillent.

« Le congrès déclare qu'il admire l'œuvre de M. Laroche-Joubert, et qu'il la donne en exemple aux patrons et aux ouvriers...

.

« Le Congrès « des Jaunes » n'a pas la prétention de dire qu'il a trouvé la solution à tous les maux dont souffrent les travailleurs ; non, car il est sincère et voit les choses d'une façon pratique, ne cherchant pas à leurrer les camarades, mais il proclame qu'il prépare une amélioration considérable à la situation des

ouvriers et que sa proposition est scientifique, étant conforme aux lois de l'évolution humaine.

« Le congrès estime que les mines, les sources, ne sont que des propriétés de la nation. L'Etat, les départements, les communes devraient imposer aux sociétés ou aux particuliers à qui ils accorderont à l'avenir des concessions ou des monopoles, ou à qui ils renouvelleront soit des concessions, soit des monopoles, la participation aux bénéfices de l'exploitation pour tous, personnel, employés et ouvriers » (1).

Au cours de la discussion qui suivit le rapport avant d'aboutir au vote des conclusions, diverses objections furent posées, divers points de détails abordés sur lesquels nous reviendrons plus loin. Il nous reste maintenant à compléter l'étude de la théorie de l'accession à la propriété, telle que l'exposa M. Henri de Bellaigue, dans son remarquable rapport au congrès de 1906.

M. de Bellaigue commence par définir le capital : le surtravail. C'est grâce à ce capital qu'ont été possibles les progrès dont a bénéficié l'humanité.

« Le travail est donc un élément de production de nouveau travail, mais il n'en est pas le seul élément. Non, nous considérons que les facteurs du travail sont au nombre de trois :

1. Il y a lieu sur ce dernier point de faire de légitimes réserves.

« L'intelligence qui crée.

« Le capital qui donne les moyens d'existence.

« Le labeur manuel qui produit.

1° « L'intelligence qui crée c'est l'invention, c'est la direction, et là comme pour le capital il y a accumulation de surtravail. L'inventeur, le directeur, bénéficient de l'intelligence et de l'expérience de ceux qui les ont précédés.

« 2° Le capital qui donne les moyens d'existence, nous venons de voir ce qu'il est.

« 3° Le labeur manuel qui produit, c'est la force qui, mettant en œuvre les deux autres forces précédentes, donne la vie à l'idée et fait fructifier les capitaux.

« Pour créer toute œuvre humaine il faut donc la coopération des trois facteurs dont nous venons de parler. Voilà le fait.

« Et maintenant, Messieurs, examinons ce qui doit résulter de cette triple coopération.

« Tout d'abord, cette triple coopération a droit à une rémunération de son travail. C'est l'intérêt de l'argent pour le capital, ce sont les appointements pour la direction, c'est le salaire pour le labeur manuel.

« Mais une fois cette rémunération donnée, s'il y a dans l'industrie ou le commerce où coopèrent les trois facteurs des bénéfices, ces bénéfices doivent être équitablement répartis entre ces trois facteurs.

Voilà ce que proclament les Jaunes, et ils ne se contentent pas de le proclamer ; parmi les patrons que nous comptons dans nos rangs, plusieurs, et ce sont les plus importants et les meilleurs, ont déjà mis en pratique la théorie.

« Mais le vrai moyen d'arriver à ce partage équitable, n'est pas dans la participation aux bénéfices, c'est dans la transformation du travail tel qu'il existe aujourd'hui, en travail associé tel que nous le voulons demain.

« Autrefois, l'ouvrier était propriétaire de son outil. Le machinisme moderne, en créant les grandes usines, les grandes entreprises industrielles, a supprimé le petit artisan, a retiré au travailleur la possession de cet outil. Le machinisme ira toujours en se développant, les grandes entreprises nécessiteront des capitaux de plus en plus considérables. Faudra-t-il donc que l'ouvrier soit à jamais privé du droit naturel de posséder son outil et le fruit du travail de cet outil ?

« Oui, répondent les socialistes, et ils montrent l'avenir dans la suppression définitive et générale de la propriété individuelle. Non, disent les Jaunes, et ils proclament et ils montrent déjà par l'exemple de quelques-unes des industries où sont appliquées leurs doctrines que, logiquement, et conformément aux lois intangibles de l'évolution et aux vérifications de l'histoire, ils proclament et ils montrent que

l'avenir est dans l'accession de l'ouvrier au capital de l'entreprise où il travaille.

« Comment est possible cette accession au capital ? Certes, si le paysan peut acquérir un lopin de terre, l'ouvrier de la grande industrie ne peut avoir une partie déterminée de l'usine : la cheminée, la porte, la chaudière par exemple. Mais il peut avoir une partie déterminée de la propriété collective, une part déterminée du capital, des actions. »

Et ici M. H. de Bellaigue fait très justement et très à propos ressortir les différences entre la propriété collective et la propriété collectiviste (1).

Dans cette dernière, écrit-il, « le patronat règne en despote, par la tyrannie de fonctionnaires intangibles, de fonctionnaires irresponsables. Le surtravail y disparaît fatalement ; car pourquoi amasserais-je des capitaux dont ni moi ni les miens n'aurions pas le bénéfice personnel. Dans la propriété collective au contraire, chacun est copropriétaire du fond social, il a un droit réel sur ce fond, il en fait ce qu'il lui plait. Nous voulons donc que les travailleurs accèdent à cette propriété collective. Comment peut

1. Cette distinction qui peut paraître oiseuse, n'était pas cependant sans avoir son importance ; l'orateur parlait devant un auditoire où se trouvaient des socialistes de la veille, il était bon de leur faire toucher du doigt les différences entre des mots si semblables en apparence.

se faire cette accession ? De bien des manières, nous n'avons pas ici à les énumérer. Nous posons simplement le principe. Mais comme la transformation du travail actuel en travail associé ne peut se produire tout d'un coup, et malgré notre aversion pour l'ingérence de l'Etat dans *l'administration* des affaires du pays, nous sommes amenés cependant à demander la création d'une forme légale tutélaire qui assurera ce principe. C'est le but du premier vœu qui est présenté à vos suffrages.

Le Congrès des Jaunes émet le vœu que la loi sur la constitution des sociétés soit remaniée en ce sens.

1° *Une portion du capital social sera réservée à la souscription des ouvriers, de façon que ceux-ci puissent souscrire des parts ou actions, lesquelles seraient libérées, si les ouvriers en manifestaient le désir, au moyen de retenues sur les salaires.*

2° Que cette modification soit imposée à toute société ou *entreprise à monopole* dont l'organisation financière devra être remaniée de façon à donner accès aux souscriptions ouvrières dans les conditions ci-dessus énoncées. »

Un autre vœu demandant pour les « syndicats professionnels la capacité civile entière » fut également adopté dans la même séance.

Telle est, au point de vue purement doctrinal, la théorie des Jaunes sur l'accession à la propriété. Avant de l'envisager au point de vue des faits, il

nous reste à examiner et à peser les objections qu'elle soulève et dont plusieurs ne laissent point de mériter une étude sérieuse.

CHAPITRE XII

La propriété et ses bienfaits, quelques témoignages de penseurs : Aristote, M. Renan, Auguste Comte. — La propriété instrument de discipline sociale.

Les objections contre le programme jaune : trop grand nombre de dépossédés. — La propriété immobilière.

La propriété individuelle, base et fondement de toute société durable, condition indispensable des progrès de la civilisation, tel est le principe dont se réclament les Jaunes. Désireux avant tout d'édifier leur doctrine sur un terrain solide, conscients des réalités, ils n'ont point oublié que si l'homme est accessible aux sentiments nobles et généreux, que s'il sait parfois tout leur sacrifier, il serait cependant puéril, dangereux même de ne tabler que sur des notions aussi fragiles. Anxieux d'une solution, ils se sont penchés avidement sur le passé et ses profondeurs des époques les plus reculées de l'histoire, sans se soucier de l'hallali forcené que mène contre les conventions séculaires du vieux monde le socialisme ; ils ont écouté les penseurs de

tous les temps ; ceux dont les œuvres, tels des phares lumineux, jalonnent la route de l'humanité : tous leur ont fait la même réponse.

L'homme, en effet, n'a pas seulement des besoins physiques à satisfaire, il ne vit pas que pour lui. C'est un être moral, doué de sentiments, d'affections, d'instincts acquis ou naturels.

Parmi ces instincts et ces sentiments, l'amour de la famille est l'un des plus hauts, l'un des plus purs ; c'est lui qui ennoblit et féconde l'effort du travailleur. L'amour de la famille, n'est-ce point le grand ressort de l'activité humaine, et du plus rude, du plus pauvre tâcheron, jusqu'au chef d'industrie et au savant penché sur ses livres : il les enveloppe tous de son souffle rafraîchissant. La famille, l'homme revit et se prolonge en elle ; son plus cher souci est de laisser les siens un peu plus haut et dans une situation meilleure que la sienne.

Privé de cette sainte émulation, le travail humain se réduirait bien vite à l'indispensable, ce serait le ralentissement de l'activité intellectuelle et physique, c'en serait fait des progrès de la civilisation. « La plus douce des jouissances, écrivait déjà Aristote, est d'obliger et de secourir des amis, des hôtes, des compagnons, et on ne peut se la procurer qu'au moyen de la possession individuelle ».

Plus près de nous, M. Renan, dont on ne saurait au point de vue social nier la clarté et la profondeur du

jugement, résumait en une page magistrale les immenses avantages qui, pour l'humanité, découlent de l'appropriation individuelle.

« La race qui triomphe est toujours celle où la famille et la propriété sont le plus fortement organisées. L'humanité est presque une échelle mystérieuse, une série de résultantes procédant les unes des autres. Des générations laborieuses d'hommes du peuple et de paysans font l'existence du bourgeois honnête et économe, lequel fait à son tour le noble, l'homme dispensé du travail matériel, voué tout entier aux choses désintéressées. Chacun à son rang est le gardien d'une tradition qui importe aux progrès de la civilisation. »

C'est encore la même idée qui faisait dire au plus puissant peut-être des penseurs du XIX^e siècle : « On ne produit des trésors quelconques qu'afin de les transmettre (1). »

A cette vérité qui jaillit presque pour ainsi dire des faits eux-mêmes, certains sociologues ont pensé répondre en substituant le culte de la solidarité humaine à l'amour de la famille. Mais il faudrait pour imposer de telles conceptions, réformer la nature elle-même, et, quoiqu'on dise ou qu'on fasse jamais, un père, une mère ne pourront aimer d'un amour égal le reste de l'humanité et les enfants de leur chair.

1. Aug. Comte.

Warin

Ils ne le pourront point parce que la nature s'y refuse.

C'est donc de tous ces sentiments, qui élèvent celui de l'intérêt individuel, qui l'épurent de ce qu'il pourrait renfermer d'égoïste et de bas, c'est de tout cela en même temps que de la civilisation même, que la propriété individuelle reste la condition et la sauvegarde.

Au seul point de vue personnel, quels ne sont pas aussi les bienfaits de la propriété ! « Un homme qui ne possède rien n'est pas un homme libre », écrivent les Jaunes, et rien n'est plus vrai. Le « prolétaire », au sens exact du mot, n'est-ce point quelque chose d'infiniment navrant ? rien en ce monde qui soit à lui, nul abri pour reposer sa tête et, comme perspective après des années de travail et souvent de privations, finir à l'hôpital. Même pour ceux qui n'en sont point réduits à ces extrémités, c'est une contrainte, une servitude quasi éternelles. Celui qui possède au contraire, « sa propriété si petite qu'elle soit lui assure le moyen de résister » et surtout de s'élever. Désormais, il peut s'intéresser à quelque chose, il a quelque chose à défendre, il compte.

A un point de vue plus général, quel admirable instrument de discipline sociale ! Celui qui ne possède rien est naturellement porté à détruire ; son esprit est un terrain merveilleusement préparé où les semences de haine germeront à l'envi. Il détruira, non

que la destruction améliore son sort — il en souffrira par répercussion, — mais il n'en sait rien et n'écoute que les suggestions des meneurs. C'est pour cela que les doctrines de haine s'introduisent si facilement dans le cœur de l'ouvrier. Elles caressent cet esprit de révolte, ce sentiment d'injustice et d'envie qui sont en lui, pour en faire un instrument aveugle de haine et de destruction.

Si la propriété n'est pas moralisatrice par essence, il n'en est pas moins vrai qu'un certain bien-être est l'auxiliaire nécessaire des idées d'ordre et de morale ; que loin de développer l'avarice et l'égoïsme il fournit le moyen de travailler, consciemment ou non, au bien de la société.

« La propriété — a dit excellemment M. J. Delafosse — est un élément moralisateur, elle initie son homme à des façons de penser et de sentir toutes nouvelles, et même à des vertus qu'il ne soupçonnait pas. Il apprend d'elle le prix de l'ordre et l'instinct de la conservation, qui sont la meilleure sauvegarde des sociétés » (1).

Quels que soient les bienfaits de la propriété, quelque excellente et salubre que puisse être sa diffusion, ne semble-t-il pas que les Jaunes s'avancent beaucoup lorsqu'ils écrivent : « il faut que tout le monde possède ». L'idée est-elle réalisable ? Et pourquoi non ?

1. J. Delafosse. *Théorie de l'ordre*, p. 387.

Certes, il y a deux siècles, alors que seule ou presque seule la propriété immobilière constituait la majeure partie de la fortune nationale, c'eût été folie, avec des populations d'une densité égale à celle d'aujourd'hui que de songer à une universelle répartition.

Mais avec l'essor immense, inattendu presque, de la propriété bâtie qui est venue depuis cette époque se superposer et se substituer à la propriété du sol, les conditions ont bien changé. La valeur de la propriété bâtie arrive à égaler, souvent même surpasser celle de la terre. En Grande Bretagne, d'après les enquêtes de Sir Robert Gefer, la valeur des maisons passe dans les cinquante dernières années de 35 à 65 milliards. En Italie, même augmentation du simple au double, de 7 à 13 milliards. Pour la France, à côté du cadastre, les enquêtes du baron Louis sous la Restauration, celle de 1850-1853, publiée en 1879, enfin l'estimation si minutieuse qui suivit le remaniement de l'impôt sur la propriété bâtie, font ressortir de 1850 à 1899 une augmentation de (7.758.000 fr.) sept millions sept cent cinquante-huit mille à neuf millions trois cent trois mille en nombre, et de 20 à 57 milliards en valeur.

Cette augmentation colossale du capital immobilier n'est point due seulement au développement de la grande propriété, et M. de Foville estime (1) que

1. M. de Foville. *Cours à l'Ecole des sciences politiques*, 1906-1907.

sur 10 millions de familles françaises, 5 millions sont propriétaires de leur demeure. Dans certaines régions de l'Est et du Midi par exemple, d'après les chiffres de l'enregistrement, il existe 80 o/o de propriétaires, et dans 2.270 communes, aucun bail n'a été relevé.

Mais la terre et les maisons ne sont point la seule richesse. Auprès d'elles apparaît à son tour la richesse mobilière. Très ancienne évidemment, son importance énorme est relativement récente. Elle date surtout du jour où à l'or, à l'argent, aux lettres de change, au billet de banque lui-même, sont venues s'ajouter — avec le développement tout moderne de la grande industrie — les actions et les obligations, tout ce qui se négocie à la Bourse. C'étaient là de nouveaux placements offerts aux capitaux de jour en jour plus puissants. En même temps, la régularisation et la stabilisation des fonds d'Etat leur ouvraient aussi un autre débouché.

C'est surtout depuis un siècle que cette transformation s'est faite, et Balzac, l'immortel historien de la société de cette époque, nous a montré dans ces chefs-d'œuvre qui s'appellent *Eugénie Grandet*, *Le Père Goriot*, etc. la révolution — le mot n'est pas trop fort — qu'apportaient dans la formation et la composition des fortunes individuelles les nouveaux modes de propriété.

Un autre symptôme bien caractéristique : le fisc,

jusqu'au milieu du XIX^e siècle, se désintéressait des valeurs mobilières. Il a depuis pris sa revanche ! La statistique des successions montre elle aussi l'importance chaque jour grandissante de la propriété mobilière. Alors qu'en 1830 elle ne constituait que 40 0/0 de l'annuité successorale, elle dépasse aujourd'hui 50 0/0. En 1815, le nombre des valeurs cotées à la Bourse de Paris était de 5, en 1852 il était monté à 150, il s'élève aujourd'hui à plus de 1.200, et l'on estime qu'il y a, en Europe, pour plus de 500 milliards de valeurs négociables.

Nous n'insisterons pas sur la dissémination de ces capitaux, nous avons traité cette question dans un précédent chapitre. Mais il est permis, en songeant que les 32 milliards de la rente française sont répartis entre 2 millions de petits porteurs, que les 18 milliards de valeurs des chemins de fer se divisent en un si grand nombre de titulaires que la somme possédée par l'un d'eux oscille entre 450 et 500 francs, il est permis, malgré les inévitables destructions de capital devant cet accroissement incessant et continu de la somme des richesses, de conclure qu'en théorie au moins le rêve des Jaunes n'est pas une de ces utopies irréalisables, une de ces chimères aux couleurs chatoyantes qui toujours s'évanouissent lorsqu'on les veut saisir, mais qu'au contraire pour le rendre possible il ne reste plus à réaliser qu'une question de moyens.

CHAPITRE XIII

Comment les Jaunes comprennent l'accession à la propriété.

— Leurs raisons pour revendiquer surtout la propriété industrielle.

Les Jaunes, à ne considérer que l'exergue de leur journal et les résolutions votées aux Congrès, semblent revendiquer seulement l'accession des ouvriers à la propriété industrielle. Nous verrons qu'il n'en est rien, ils prêchent l'accession de tous les travailleurs à la propriété. Mais il est facile de saisir la raison qui les a engagés dans la lutte entreprise contre le socialisme, à concentrer sur ce point déterminé presque tout l'effort de leur organisation. C'est parmi les travailleurs de l'industrie que les doctrines révolutionnaires ont fait le plus d'adeptes, c'est là qu'elles ont trouvé le terrain le plus favorable à leur éclosion, c'était donc là qu'il convenait tout d'abord de porter le remède. L'ouvrier de l'industrie, en effet, est de tous les salariés le moins bien placé, le plus déshérité pour parvenir à la propriété, et pour subir ses effets bienfaisants. Le paysan, l'ouvrier agricole,

vivant dans le calme des champs attachés à cette terre qui les fait vivre et dont on a dit qu'ils en faisaient une maîtresse, n'ont, privés de toutes les autres tentations, pour ainsi dire qu'un seul désir : la posséder. Que de pages éloquentes n'a-t-on point écrites sur cet attachement farouche du paysan à la terre, attachement qui parfois le conduit par son excès même aux plus regrettables conséquences, et pour n'en citer qu'une, à la destruction de la race par la stérilité volontaire. Prêcher l'économie, l'ordre, à ces gens-là, les persuader qu'il leur faut s'élever au rang de propriétaires, c'eût été les trois quarts du temps, s'adresser à des convertis. Les autres salariés, les employés de toute sorte, étaient eux aussi mieux préparés. Que par leur culture propre, que par le contact permanent avec les classes moyennes auxquelles beaucoup appartiennent sinon par leur situation de fortune, du moins par le milieu où ils vivent ; que pour l'une ou l'autre de ces raisons, ils aient mieux apprécié les bienfaits de la propriété individuelle, nul ne saurait nier que dans la généralité ils aient un désir plus vif, plus ardent que celui d'y accéder.

Toute autre est la situation de l'ouvrier de l'industrie. Cantonné dans les faubourgs des grandes cités manufacturières, victime trop souvent de cet exode irréfléchi qui attire vers les agglomérations tant de travailleurs ruraux, quelles satisfactions, à parler

franchement, trouve-t-il dans son existence ? Séduit par un salaire plus élevé, fasciné par le clinquant de la grande cité, il n'a point calculé, et personne ne lui a montré que ses dépenses allaient, à cause du coût de la vie, s'élever dans la même proportion que son salaire. On a souvent décrit en termes émouvants les logements exigus, quelquefois les taudis qui rendent impossible toute vie de famille.

Après une journée de labeur pourquoi resterait-il au foyer qui, de cette douce chose, n'a conservé que le nom ? Autour de lui, les tentations surgissent à chaque pas, et c'est au comptoir du marchand de vin qu'il va chercher l'oubli que lui versera l'alcool. C'est là aussi qu'il trouvera le beau parleur qui l'excitera à la haine, et dont les suggestions mille fois ressassées finiront par entrer dans sa cervelle et par faire de lui un révolté, un révolutionnaire.

La situation de l'ouvrier de l'industrie est presque aussi pitoyable dans les agglomérations de moindre importance, encore que le prix moins élevé du loyer lui permette une habitation plus digne de ce nom. Mais le même mal le ronge, c'est un prolétaire, il n'a que trop de tendance à le rester. Le cabaret, les dépenses inutiles, l'empêchent d'économiser, car ce sont les premières sommes qu'il est le plus difficile de conserver. Le bon sens populaire ne s'y est

pas trompé. « Gardez les sous, les francs se gardent tout seuls » dit le proverbe, et il a raison.

C'est parce qu'il ne « garde pas les sous », que l'ouvrier de l'industrie reste trop souvent un prolétaire, et c'est parce qu'il reste prolétaire qu'il devient socialiste. En ce point menacé, les Jaunes ont entamé la lutte, on ne peut que les féliciter.

Leur but est de faire naître l'épargne, de la protéger dans ses premiers pas, de l'aider à prendre corps, de favoriser ce lent travail de formation et de cristallisation. Pour cela, ils acceptent tous les moyens, les concours de toutes les bonnes volontés, ils tiennent compte de toutes les initiatives. Leur but n'est pas uniquement l'accession de l'ouvrier à une part de propriété dans l'usine même où il travaille — en théorie la chose serait infiniment souhaitable — mais trop d'obstacles divers s'y opposent souvent, et le nombre d'entreprises qui réunissent toutes conditions nécessaires pour une telle participation, est aujourd'hui encore très restreint.

En gens pratiques, les Jaunes n'ont donc pas limité aussi étroitement leur champ d'action.

Mieux que tout commentaire, la résolution adoptée au congrès de 1904 fixe sur ce point leur doctrine.

« Les travailleurs doivent diriger tous leurs efforts vers la conquête de la propriété *par tous les moyens possibles*, en tenant compte des *modifications de*

tactique imposées par les différences de métiers, de régions, et les conditions dans lesquelles fonctionnent ces industries. »

C'est une chose sur laquelle on ne saurait trop insister. Dans les critiques que l'on fait à la thèse d'accession à la propriété, on tend toujours à ne voir dans cette partie du programme jaune que le côté très restreint, très limité, de l'achat des actions de l'usine.

Il est cependant un grand nombre d'ouvriers qui ne vivent point groupés dans des usines, est-ce à dire que les Jaunes s'en désintéressent ? En aucune façon, mais ils s'en tiennent à tout ce qui a été déjà fait. Ils sont prêts à donner leur appui à toutes les œuvres de mutualité et de coopération, qui auront pour but l'amélioration morale et matérielle du sort des travailleurs, et qui prépareront ou réaliseront leur accession plus facile à la propriété,

Mais, d'une part, l'ouvrier de la grande industrie se trouvait être le plus exposé aux doctrines de haine, il se trouvait moins porté que d'autres à épargner. D'un autre côté il était plus difficile de l'intéresser au sort de son épargne, enfin les actions des bonnes entreprises sont à des cours élevés, inaccessibles la plupart du temps à de si modestes acheteurs. C'était à ces déshérités que venaient les Jaunes, c'était à eux qu'ils s'adressaient, c'était pour eux qu'ils préconisaient cette nouvelle forme d'accession, qui à sa

facilité plus grande, joignait l'immense avantage d'intéresser l'ouvrier au succès de l'usine où il travaillait, et de l'élever au rang d'associé modeste encore il est vrai, mais d'associé quand même.

Non que les Jaunes se targuent d'avoir inventé ce système, tout au plus l'ont-ils remis en lumière et très loyalement ils le reconnaissent.

« En 1872, écrit M. Biétry, M. Charles Robert publiait un petit ouvrage sur *Le partage des fruits du travail* et j'ai sous la main plus de vingt ouvrages qui tous, à des points de vue divers, traitent de cette grave question. »

C'est à la même époque que Monseigneur le Comte de Paris, qui, vivant au sein des milieux ouvriers si intéressants de la Grande-Bretagne, y avait acquis une solide et profonde expérience des questions sociales, écrivait dans son rapport à la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale : « Lorsque dans une entreprise industrielle, tous les travailleurs sont d'une manière ou d'une autre directement intéressés à son succès, il s'accomplit alors une révolution qui dans l'ordre économique fait disparaître les grèves et double les forces productives ; et qui dans l'ordre politique peut se comparer à la puissante classe des paysans propriétaires et journaliers à la fois. »

Rien n'est plus vrai, mais à l'encontre de cette théorie se dressent des arguments dont quelques-uns ne laissent pas de mériter un examen attentif.

CHAPITRE XIV

Les moyens de réaliser l'accession à la propriété. — Pourquoi les Jaunes n'ont préconisé aucun moyen déterminé. — Discussion au Congrès de 1904. — Les objections contre l'accession des ouvriers à la propriété industrielle. — Le manque de préparation. — La participation aux bénéfices cesse d'être un *but* pour devenir un *moyen*. — Crainte d'entraîner la ruine des ouvriers. — Réponses à l'objection. — Application limitée de l'accession au capital. — Les caisses d'épargne et leurs inconvénients économiques. — Conditions nécessaires pour établir la participation au capital. — Cas du patron. — Cas d'une société. — L'exemple de la Trade-Union.

Si la théorie des Jaunes sur l'accession à la propriété, est arrivée à constituer un corps de doctrine, à se présenter comme un tout homogène et suffisamment précis, la question change d'aspect lorsque l'on aborde l'étude des moyens de réaliser cette accession.

L'imprécision des moyens, le vague dans lequel semblent s'être tenus à dessein ceux qui ont traité la question avec quelque autorité, telle est à première vue l'impression qui se dégage.

L'accession de l'ouvrier à la propriété de son outil, par l'acquisition d'une action ou d'une part dans

l'usine ! Pour séduisante que soit cette idée, on se prend à regretter que les Jaunes n'aient point préconisé de système déterminé.

Au Congrès de 1904, au moment de mettre aux voix le rapport de la troisième commission, dont nous avons parlé plus haut, un des congressistes, se faisant l'interprète de cet état d'esprit, posa cette question.

« Mais il (le rapport) (1) ne formule aucune proposition très nette. Sur quoi allons-nous nous prononcer ? »

A cette interrogation et à d'autres provoquées par une première réponse, M. Biétry prenant la parole à son tour répondait en ces termes. « La III^e Commission n'a précisément pas voulu dire dans son rapport de quelle manière il convenait d'arriver à la participation au capital (2). Il n'y a pas qu'un seul moyen. Il y en a de multiples : Nous avons parlé de celui employé par M. Laroche-Joubert, parce que c'est un des mieux organisés ; il est arrivé à donner de merveilleux résultats : 2/3 de l'usine appartiennent aux ouvriers (3) ; mais il y a beaucoup

1. P. 154-157.

2. Congrès de 1904, 2^e séance. Dans quelques comptes rendus on a par erreur imprimé « participation aux bénéfices » au lieu de « au capital ».

3. Aux ouvriers et à la gérance, c'est-à-dire au travail, par opposition au capital des simples actionnaires. Voir à ce sujet le chapitre consacré à la maison Laroche-Joubert.

d'autres moyens de parvenir au même résultat. »

C'est une réponse analogue, mais plus précise, qu'au même Congrès, faisait M. Biétry. Au moment où l'on allait passer aux voix sur la motion condamnant le socialisme, et réclamant « la réalisation de la participation (1) des travailleurs à la propriété », M. Tinel, délégué de Normandie, et M. Ogier proposèrent de substituer à la première rédaction une autre ainsi conçue : « permettre l'accession de l'ouvrier à la propriété, par la participation aux bénéfices. »

M. JAPY.— La rédaction primitive me paraît beaucoup plus large, je crois qu'il vaut mieux en conséquence la conserver.

M. BIÉTRY.— C'est aussi mon avis... Nous nous sommes attachés à trouver une formule aussi large que possible. Nous comprenons fort bien votre pensée, M. Ogier, et nous savons admirablement que votre loyauté ne peut avoir en vue que le bien de l'ouvrier. Mais je persiste à considérer que la modification que vous proposez restreindrait sensiblement notre formule ; nous voulons, nous, diriger le prolétariat actuellement dépossédé, vers la conquête de la propriété. Or, celle-ci peut se conquérir de façons diverses ; nous n'avons pas qualité pour canaliser la forme de la conquête ; en le faisant nous

1. On y a substitué « accession » voir p.

serions peut-être des utopistes, il faut que nous nous gardions de cette extrémité que nous reprochons à nos adversaires. J'estime que si vous ne laissiez comme objectif que la participation aux bénéfices, vous restreindriez la formule au lieu d'en établir une qui se prêterait aux mille formes diverses d'accession à la propriété.

Ces déclarations très nettes sur ce point extrêmement important, nous dispensent d'y insister davantage, et sans entrer non plus dans « les mille formes d'accessions à la propriété », nous allons examiner à un point de vue général, les objections et les reproches que l'on peut adresser au système d'accession des travailleurs à la propriété industrielle ; nous allons étudier les obstacles qui se dressent contre lui.

Le premier de tous les obstacles, c'est le manque de préparation du monde ouvrier à une telle transformation.

On ne saurait nier son importance, mais si considérable qu'il soit, il n'est pas insurmontable. En tout cas ce ne serait pas résoudre la question, que de s'écrier devant une utile réforme : elle serait excellente à réaliser, mais gardons-nous de l'entreprendre, ceux qui en doivent bénéficier n'y sont point préparés. Comme d'un autre côté, les ennemis de l'ordre social ne désarment point et continuent sans trêve ni relâche leur propagande, il est à craindre que dans dix ans les milieux ouvriers soient en-

core moins bien préparés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

L'obstacle n'est pas insurmontable, disons-nous, des exemples l'ont prouvé, et peu à peu l'idée fera son chemin. « Patience, écrivait M. Robert, un peu de levain suffit pour faire lever une énorme quantité de pâte. » Bien que le levain soit encore en quantité infime, il pourra accomplir son œuvre. Mais un autre élément, qu'il ne faut point négliger, pourrait bien quelque jour peser d'un poids considérable dans la balance. La loi de 1884 n'a permis aux syndicats de se constituer qu'un patrimoine dérisoire. Le jour où les syndicats auront reçu le droit de posséder, le jour où comme leurs puissants voisins d'Outre Manche, ils auront été assagis et disciplinés par la propriété, ce jour-là ils cesseront d'être les foyers de l'esprit révolutionnaire pour devenir au sein des travailleurs des écoles de conservation sociale (1). Grâce à eux, la préparation sera devenue suffisante et l'accession à la propriété pourra se faire sur une plus grande échelle. Le manque de préparation d'un très grand nombre d'ouvriers, les dispositions peu favorables de certains patrons ne constituent que des tendances,

1. Le Congrès de 1906 a sur le rapport de M. H. de Bellaigue voté le vœu suivant. « Le Congrès émet le vœu formel de voir donner aux syndicats professionnels la capacité civile entière.

qu'un état d'esprit pouvant être modifié sous l'influence des événements. D'autres objections se dressent qui valent, celles-là, qu'on s'arrête à les considérer :

Avant de le faire, il nous reste cependant un autre point de tactique à élucider. On a souvent reproché aux Jaunes de préconiser la participation aux bénéfices. Ils l'ont recommandée, il est vrai. Mais chez eux elle n'est plus « un but » comme chez ceux qui cherchent le plus souvent à en répandre la pratique. Chez les Jaunes, la participation aux bénéfices n'est qu'un « moyen », là où elle pourra faciliter l'accession à la propriété ; c'est un complet changement de point de vue. Du moment où la participation aux bénéfices cesse d'être un but pour devenir un moyen, par là même tombent un grand nombre des critiques — assez justes, il faut le reconnaître — que lui adressent ses adversaires.

Du même coup, disparaissent les objections relatives à l'ingérence dans les comptes, et celles non moins graves qui portent sur l'emploi des sommes provenant de la répartition des bénéfices. Plus de discussions pour savoir si la participation sera immédiate ou différée, aucune crainte de voir un effort généreux n'aboutir qu'à inciter l'ouvrier à un supplément de dépenses souvent malsaines, par une augmentation de salaire qui ne lui aura coûté presque aucun effort, et qu'il dissipera donc d'autant plus

facilement. Au surplus, chez les Jaunes, le procédé de la participation aux bénéfices n'est plus, nous l'avons vu, qu'un des mille procédés possibles, et nous n'avons point à nous y attarder plus longtemps. Tout au plus nous reste-t-il à rappeler que l'accession au capital a toujours été le but des plus éclairés parmi les protagonistes de la participation aux bénéfices. Très vite ils ont compris qu'on ne pouvait rien fonder de solide et de durable si, par delà la participation aux bénéfices, on ne visait un but plus haut : la constitution d'un patrimoine.

Le congrès de la participation aux bénéfices s'est lui-même rangé à cet avis. En 1889 il a adopté en ce sens plusieurs résolutions. Et nous arrivons ici au point délicat du système : la formation du patrimoine par l'acquisition des parts de propriété de l'entreprise.

Les Jaunes ont voulu améliorer le sort des ouvriers de l'industrie ; mais le remède proposé n'aboutira-t-il pas à des maux pires encore que ceux que l'on se propose de guérir. N'est-il point périlleux de jeter dans la fournaise de la grande industrie les quelques sous péniblement amassés au prix d'un dur labeur et de longues privations. Sans doute ils peuvent en revenir grossis, multipliés, mais ils peuvent aussi disparaître, broyés dans quelque catastrophe, dans quelque'une de ces crises qui secouent jusqu'aux fondements les entreprises les plus solides !

Pour le capitaliste, dont la fortune prudemment placée se répartit sur de nombreuses valeurs, ce n'est qu'une chance, qu'un aléa inévitable. Il en va autrement pour l'ouvrier dont le mince pécule serait ainsi risqué sur une seule carte.

Dans son livre : *Le Capital, la Finance et la Spéculation*, Claudio Jannet écrivait ces lignes : « C'est une opinion courante dans le monde des affaires, que le tiers des entreprises industrielles consomme son capital, qu'un autre tiers couvre à peine ses frais, que seul le dernier tiers donne des bénéfices (et encore hors les temps de calamité) . »

M. Paul Leroy-Beaulieu arrive presque aux mêmes conclusions, — un peu moins pessimistes cependant.

En admettant même que les économistes aient vu la situation en noir, et qu'ils aient exagéré les périls que court le capital engagé dans l'industrie, il n'en reste pas moins acquis qu'il court des risques sérieux. Voyons maintenant ce que répondent les Jaunes à une objection dont ils ne méconnaissent pas d'ailleurs la force.

Pour beaucoup d'économistes, ou même pour un grand nombre de bons esprits qui ont quelque peu approfondi les questions sociologiques, il existerait trois genres de placement ; ou plutôt l'épargne, constitution d'un patrimoine, d'une fortune, passerait par trois stades distincts. C'est d'abord, pour protéger les

premières sommes mises en réserve, l'institution tutélaire et de tout repos des caisses d'épargne ; puis lorsqu'à la faveur de cette protection, l'avoir peu à peu grossi arrive à former une petite fortune, alors s'ouvre devant son possesseur, en outre des placements immobiliers, le champ très vaste et lui aussi très sûr des grands fonds d'Etat. Ce n'est qu'au troisième stade, pour les patrimoines de plus grande importance, que s'offrent enfin les placements en valeurs industrielles.

Un tel raisonnement est évidemment d'accord avec la logique ; mais l'est-il autant avec les faits ? Hélas non ! Un excès de prudence conduit quelquefois à des résultats désastreux. Gardons-nous, s'écrient les sociologues timorés, gardons-nous de jeter dans les aventures industrielles la pauvre épargne de l'ouvrier ! En 1901, le congrès de la participation aux bénéfices étudiait la question de l'emploi des sommes provenant de la participation. Convenait-il d'encourager l'acquisition d'actions de la maison ?

M. Buisson (1), avec sa grande compétence, concluait en ce sens, tout en faisant de légitimes restrictions. L'opinion adverse était représentée par M. Cheysson, qui, invoquant les arguments cités plus haut, s'exprimait ainsi :

« N'êtes-vous pas effrayés du sort de ces ouvriers

1. Directeur de l'association ouvrière le Travail.

qu'on aurait lancés dans cette voie de l'acquisition d'une usine, lorsqu'elle viendrait à sombrer dans leurs mains...

« Lorsque nous avons à donner des conseils aux personnes qui peinent toute la journée pour gagner leur vie, qui ont le courage de mettre de l'argent de côté et qui viennent nous dire : « Que nous conseillez-vous pour l'emploi de nos économies ? » Jamais nous ne leur conseillons de placer des fonds dans l'industrie. Nous leur disons : « C'est un placement qui peut donner des bénéfices, mais qui est aventureux. Achetez plutôt des valeurs de tout repos, telles que des obligations de chemins de fer garanties par l'État, de la Rente. Sacrifiez le revenu à la sécurité ». (1)

Le conseil est sage, le malheur, c'est qu'il n'est guère suivi. Un agent de change à qui nous soumettions cette idée nous répondait : « Vous savez que lorsque le titulaire d'un livret de caisse d'épargne possède plus de 1.500 francs, on lui achète d'office un titre de rente. Que fait le nouveau rentier. Très fréquemment, il se précipite à mes guichets, ou à ceux d'un de mes confrères, ou bien plus souvent par l'intermédiaire d'un financier douteux, il vend son titre de tout repos pour acheter quoi... une de ces valeurs suspectes, lancées à grand renfort de publicité et promettant de gros dividendes. »

1. Congrès International de la participation aux bénéfices, 1901. Compte rendu *in extenso*, p. 197.

C'est absolument dans la logique des choses, et ce qui se passe pour le travailleur en possession d'une inscription de 45 francs de rente, se passe pour le capitaliste d'envergure plus modeste encore. Les « valeurs de tout repos » rapportent très peu ; les bonnes valeurs industrielles dont le taux est plus rémunérateur tout en restant assez sûr, sont le plus souvent, à cause de la hausse des cours — doublant, triplant le prix d'émission — hors de la portée de sa bourse. Comment s'étonner alors, si, mû par un désir bien naturel en somme de jouir d'un revenu aussi élevé, plus élevé même que celui qu'il voit autour de lui retirer de leurs placements à bon nombre de capitalistes ; comment s'étonner si dédaignant les conseils de la prudence, il « sacrifie la sécurité au revenu », se lance dans les placements aventureux, jette ses économies dans des entreprises véreuses ou fictives. Il est chez tout homme un esprit d'aventure, et c'est sur lui que spéculent tous les lanceurs d'affaires, tous les financiers marrons. Dans les krachs retentissants, c'est toujours la masse anonyme des petits, des minuscules capitalistes, qui fournit le gros contingent des victimes. N'est-ce pas aussi dans le même milieu, que se recrute la clientèle de ces loteries aux capitaux énormes, qui, depuis quelques années, couvrent les murs de leur publicité. C'est au même esprit d'aventure, au même appât du gain qu'elles font appel, et cet appel est toujours entendu.

Loin d'accroître ces risques, loin d'augmenter ces dangers, le système jaune ne pourrait-il pas au contraire les conjurer dans une assez large mesure ? En ouvrant à l'épargne ouvrière un nouveau débouché, on arriverait peut-être à la détourner de ces aventures où trop souvent elle va s'engloutir. Les risques qu'elle courrait ainsi seraient en somme assez limités. Il n'est pas question de généraliser hâtivement. Toutes les industries ne sont pas susceptibles d'organiser l'accession au capital, nous reviendrons plus loin sur ce point. Mais il nous reste à examiner avant de l'aborder, un des inconvénients, et non des moindres, des placements de tout repos. Nous voulons parler de l'accumulation dans les caisses d'épargne, et en fait dans les caisses de l'Etat, des centaines de millions de la petite épargne. Laissant de côté les inconvénients d'ordre financier que pourrait avoir en temps de crise une panique facilement déchaînée chez ces milliers et ces milliers de créanciers, il est d'autres inconvénients d'ordre économique d'une réelle importance. On a dès longtemps dénoncé les périls qu'entraîne ce drainage continu de l'épargne française vers un même réservoir. Le commerce et l'industrie en souffrent ; d'éminents économistes ont maintes fois regretté de voir s'entasser inertes, et quasi-improductifs, des millions qui, restés dans la circulation, auraient permis au commerce international de notre pays de se maintenir au niveau de

ses concurrents, voire même de les devancer. Les pays voisins dont l'expansion industrielle absorbe tous les capitaux disponibles, sont un exemple qu'il importe de ne pas laisser dans l'ombre. Si notre épargne, si riche et si puissante, avait quelque peu suivi cette voie, non seulement l'essor industriel de la France en eût été favorisé, non seulement une masse de petits capitalistes s'intéresseraient d'une façon active à l'amélioration des conditions économiques du pays, mais les qualités d'entreprise, l'esprit d'initiative, à quoi nos voisins de Belgique et d'Outre-Atlantique doivent de si merveilleux résultats, se fussent également développés.

En outre de ces conséquences commerciales et industrielles certaines, l'esprit de routine, cette apathie, cette crainte de l'effort et des responsabilités qui peu à peu tendent à se substituer aux brillantes qualités de la race, à l'énervier, à ne plus lui laisser rien espérer d'elle-même et de son énergie, mais à toujours attendre de l'État et la direction et trop souvent l'existence même, tout cela eût été sans doute en partie évité. En dépit du développement de ce funeste état d'esprit, il n'est pas trop tard pour réagir et pour suivre les conseils énergiques de l'auteur de *La vie Intense*.

Malgré les bons résultats, les heureuses conséquences de l'accession au capital, il ne faudrait point voir dans ce remède, tout excellent qu'il puisse être, une

panacée universelle. L'heure n'est pas venue ; il n'est même pas permis, écartant les voiles de l'avenir, d'y jeter le regard et de prétendre déterminer l'époque de sa réalisation probable. Cela a toujours été la faiblesse des prophètes que de vouloir prédire la réalisation prochaine et certaine de leurs espérances. N'est-ce pas le socialisme allemand, qui fixait aux dernières années du xix^e siècle l'heure des grands bouleversements et des cataclysmes qui devaient dans leurs spasmes emporter la société capitaliste ? Toutes les industries ne peuvent instaurer le système jaune, et c'est un bien.

Cela permet aux Jaunes d'opposer encore un argument à ceux qui craignent de voir la ruine de l'usine entraîner celle des ouvriers actionnaires. Laissant volontairement de côté la clause préservatrice qui peut attribuer aux actions ouvrières un privilège de remboursement, les Jaunes peuvent répondre que seules les entreprises prospères et solides sont appelées à organiser chez elles l'accession au capital. Deux hypothèses peuvent se présenter. L'usine appartient à un patron ou bien à une société.

Dans le premier cas, si l'usine est réellement prospère, rien ne s'oppose au fonctionnement du système jaune. Si au contraire la situation est mauvaise, les bénéfices incertains, le patron ne pourra pas organiser l'accession à la propriété, il ne le voudra pas non plus.

A côté de la question de simple honnêteté, — et rien ne nous permet de supposer qu'il pourrait passer outre — à côté de cette responsabilité morale qu'il assumerait en ruinant ses ouvriers, il y aura aussi pour lui une question d'intérêt. Souvent des entreprises industrielles ou commerciales peuvent se trouver pour un temps « au-dessous de leurs affaires » ; s'il ne survient aucun événement imprévu, si leur réputation, leur crédit surtout ne sont ni atteints, ni ébranlés, elles ont bien des chances de se relever. Or, pour organiser l'accession au capital industriel, il faut nécessairement constituer une société, déterminer la valeur de l'avoir social, établir un bilan, enfin produire des comptes. Ce sont autant de choses qu'un industriel dont les affaires ne sont point brillantes ne se résoudra jamais à faire. Et le voulût-il qu'il ne le pourrait ! Il y a bien en Angleterre un exemple fameux en ce sens. Une grande usine allait fermer faute de quelques centaines de mille francs, le patron se voyait contraint de renoncer à lutter plus longtemps. Cependant la trade-union possédait-elle, un capital important. Elle allait se dissoudre après la disparition de l'usine. Que faire ? Des négociations s'engagèrent avec le patron. Grâce au versement d'une somme importante, l'affaire fut remise à flot ; chaque ouvrier devint pour sa quote-part actionnaire plus ou moins important. Aujourd'hui l'entreprise est florissante.

Mais ce n'est là qu'un exemple sans portée pour notre pays. La loi de 1884 n'a point encore permis à nos syndicats d'atteindre le degré de puissance et de prospérité des syndicats anglais ; et l'éventualité n'est pas à craindre de voir bientôt des capitaux ouvriers aller se perdre dans une industrie déjà compromise.

Si, au lieu d'un patron, c'est d'une société qu'il s'agit, la chose est encore plus simple.

La situation financière est connue ; ou tout au moins l'on possède de sérieux éléments d'appréciation, les dividendes et les bénéfices existent ou non. De plus, l'établissement de l'accession à la propriété implique assez souvent un sacrifice plus ou moins considérable en faveur des ouvriers. Ce sacrifice, ce sont les bénéfices qui en font les frais. Une société qui périlite et qui ne sert aucun revenu à ses actionnaires, ne pourra évidemment faire ce sacrifice. Quant à supposer que le directeur ou le conseil d'administration d'une société se résoudrait dans de telles circonstances à offrir à ses ouvriers un placement, ou plutôt une spéculation aussi aléatoire, ce serait leur prêter gratuitement de bien malhonnêtes desseins. Les ouvriers de leur côté sont renseignés sur la valeur de leur usine, ils peuvent facilement savoir si l'on a distribué ou non un dividende. Supposer qu'eux-mêmes consentiraient à risquer ainsi leurs économies, serait vraiment par trop douter de leur bon sens.

Mais, peut-on dire, la réalité comporte des cas plus complexes. Il est des industries dont la situation sans être franchement mauvaise n'est point non plus excellente. D'accord, mais nous avons vu qu'en poussant au noir le tableau, on arrivait à conclure qu'un tiers des entreprises donnait d'excellents résultats, qu'un autre tiers en donnait de mauvais. L'objection ne porte donc plus que sur un dernier tiers, ce qui en diminue singulièrement la portée.

Il est enfin une dernière considération : l'accession des travailleurs à la propriété ne se fait fatalement que d'une façon assez lente. D'un autre côté, les entreprises soit commerciales, soit industrielles, ne peuvent, d'une façon générale, rester très longtemps suspendues pour ainsi dire entre la vie et la mort : ou bien c'est la ruine, ou bien c'est le relèvement.

Les entreprises soit véreuses, soit fictives, soit simplement mauvaises, en admettant même qu'elles aient pu installer l'accession au capital, disparaîtront donc à bref délai, et la plupart du temps avant d'avoir pu causer les ruines navrantes, irréparables, dont on s'est plu trop souvent à tracer l'émouvante peinture.

L'objection demeure bien dans toute sa force, le risque couru est indéniable et jamais personne n'a songé à en contester l'existence. Il convenait seulement de le déterminer, de le localiser, de le réduire enfin à ses proportions réelles. Le danger existe, cer-

tes. Mais pourquoi une foule d'entreprises qui, à l'heure actuelle, avec leurs actionnaires capitalistes, donnent des bénéfices, seraient-elles plus exposées, du jour où elles compteraient des actionnaires ouvriers ? Nous avons vu par ailleurs que le fait d'intéresser les ouvriers dans une affaire diminue le coulage et rend plus rares les grèves.

CHAPITRE XV

L'intrusion des ouvriers dans la direction. — La réponse des Jaunes à l'objection. — Discours de M. Van Marken.

Malgré que les grèves et le coulage ne soient pas les seules causes de déficit pour l'industrie, leur importance ne laisse pas d'être considérable. Il en reste d'autres : la mauvaise direction, les imprudences financières, etc. Il est vrai que, désormais, étant actionnaires, les ouvriers auront une part dans la direction, dans les responsabilités, et par suite un droit de contrôle. Ici nous sortons d'une objection pour tomber dans une autre qui, elle, vient des patrons et s'appuie sur une expérience quotidienne. C'est presque toujours dans les mêmes termes qu'elle est faite. « Les ouvriers participant à la direction, mais c'est une folie ! c'est impossible » et là-dessus ils donnent une foule de raisons la plupart du temps excellentes, il faut le reconnaître : les nécessités de l'industrie, la complexité des affaires, enfin le caractère instable et versatile des ouvriers, leur manque de préparation technique. L'ouvrier n'a en effet généralement ni la formation, ni les aptitudes

qu'exige le maniement si délicat et si complexe d'une grande industrie. Peut-être pourrait-on former des plus intelligents, des mieux préparés, une commission technique et pratique, susceptible de donner de bons résultats. Mais l'influence de cette minorité ne serait-elle pas bien vite annihilée par une majorité de Lrouillons ou seulement d'ignorants ?

Telle est en résumé la critique dans toute sa force. Il serait impossible de s'en dissimuler l'importance. La faillite, on pourrait presque dire la déroute des coopératives de production (1), déroute non seulement au point de vue financier, mais plus grave encore, au point de vue économique et social, a montré la quasi-incapacité du prolétariat livré à lui-même en matière de direction industrielle et commerciale. Dans l'organisation jaune, l'inexpérience ouvrière est guidée, dirigée par son association au capital, vétéran chevronné en ces questions ; peu à peu elle fera ainsi son éducation, peu à peu elle acquerra le sens des responsabilités.

Malgré ces perspectives un peu rassurantes, nombre de patrons, de directeurs, craignent que la digue ne soit pas suffisante pour contenir le flot montant des revendications. Ces appréhensions sont peut-

1. Et tout dernièrement en novembre 1908 : La déconfiture de l'une des plus connues : la mine aux mineurs.

être fondées : il y a tendance indéniable et constante de l'élément le plus nombreux, à paralyser, à éliminer tout ce qui peut entraver son libre développement.

Cette tendance contre laquelle les chefs d'industrie ont chaque jour à lutter, il est facile de comprendre qu'ils redoutent de la voir se manifester avec une nouvelle force que lui donneraient des droits reconnus.

S'il s'agissait de simple participation aux bénéfices, l'argument porterait ; mais devenus actionnaires, les ouvriers auront à l'assemblée les mêmes droits que les autres actionnaires. Leur intérêt leur montrera vite qu'ils risqueraient, avec leurs revendications exagérées, de tuer la poule aux œufs d'or, et qu'à réclamer des salaires trop élevés, ils risqueraient non seulement de tarir les bénéfices dont ils reçoivent une quote-part, mais même d'amener la ruine de l'entreprise. Ce n'est pas que les ouvriers ne puissent élever la voix et faire écouter de la direction leurs justes plaintes. Une délégation élue (1) peut avoir accès près du conseil d'administration. Elle est ainsi le porte-parole autorisé, et très souvent écouté, de la masse des ouvriers. Mais rien dans tout cela ne peut justifier la crainte d'une ingé-

1. Voir *L'organisation de la maison Laroche-Joubert*. p. 237.

rence ouvrière dans la direction ; et d'un contrôle ou plutôt d'une inquisition malveillante dans les inventaires. Ces inconvénients inhérents à la simple participation aux bénéfices, disparaissent dans « l'accession au capital ».

C'est ce qu'à merveille exprimait M. Van Marken, le directeur de la célèbre fabrique de levure de bière de Delft, dans un discours prononcé en 1892 (1).

Après avoir raconté à son auditoire tout ce qu'avait apporté d'améliorations au sort d'ouvriers la participation aux bénéfices, et, lui *succédant* et *la complétant*, l'accession au capital, M. Van Marken s'exprimait ainsi : « Je comprends vos hésitations, votre aversion même pour cette copropriété ouvrière si vous êtes le propriétaire exclusif de votre maison, et si vous n'avez jamais songé à séparer cette propriété, ce pouvoir absolu sur votre capital de votre personne elle-même. »

« Mais comme le temps est aux grandes entreprises et aux sociétés anonymes, si vous êtes directeur ou administrateur, quel plus grand mal voyez-vous à discuter les intérêts de votre société avec vos employés qu'avec vos actionnaires. Je vais même plus loin dans cet ordre d'idées, et je veux faire abstraction du capital. »

1. Le 20 mars 1892, à l'inauguration du Musée bibliothèque de la participation aux bénéfices sous la présidence de M. Léon Say.

« De quel droit un individu quelconque, que vous n'avez jamais vu, et qui n'a jamais vu le toit de votre usine, mais qui achète aujourd'hui à la Bourse une action de 500 francs de votre société pour la revendre après-demain, de quel droit assistera-t-il demain à votre assemblée générale des actionnaires pour vous ennuyer avec ses observations insensées ou sa critique malveillante?... Et pourquoi refuserait-on à tous ces braves gens le droit d'acquérir à force de bons services des actions de votre société ? »

L'ouvrier actionnaire jouit des mêmes droits que les autres actionnaires ; il n'y a là aucune ingérence dans la direction. Mais l'objection que nous venons d'examiner résulte certainement de la confusion fréquente entre la participation aux bénéfices, et l'accession à la propriété. Dans le cas même où l'on emploierait la participation comme moyen, cet inconvénient de vérification qu'ont signalé et souvent essayé de combattre, les divers congrès, serait atténué dans une large mesure par la fin, le but proposé : l'accession au capital. Le simple participant n'a pas le même esprit que le propriétaire ou « l'aspirant propriétaire ». Dans le discours que nous citions plus haut, M. Van Marken insistait sur cette différence. Il ne croyait pas, disait-il, « que la participation pure et simple pût amener la conciliation sincère, intime, des intérêts du patron et de l'ouvrier... Tant que le travail et le capital ne seront pas fusion-

nés, tant qu'ils resteront des éléments divers, séparés, leurs intérêts resteront toujours opposés. La participation appliquée même dans la mesure la plus large, peut former une base d'entente plus ou moins cordiale. Il n'en reste pas moins vrai que d'un côté le capital et le patron, et de l'autre l'ouvrier, sont des puissances sans cohésion, étrangères l'une à l'autre. »

Après avoir préconisé « la participation à la propriété du capital par le travail », M. Van Marken concluait : « Certes, l'ouvrier lui-même sera bien plus content avec vos pièces de vingt francs sonnantes qu'avec les titres de copropriété de votre maison, même si ces titres valaient le double de l'argent comptant. Mais après la répartition, il y aura cette différence : l'homme aux écus se sentira et sera en réalité d'autant plus indépendant de l'œuvre commune, à mesure que la quotité de sa part en pièces de vingt francs ou en billets de banque augmentera ; l'homme aux titres, au contraire, à mesure que le chiffre s'en accroît, devient de plus en plus — je ne dis pas dépendant de vous, du patron, je ne parle pas d'une dépendance qui l'affaiblit, le diminue moralement — mais de plus en plus attaché à la maison, à « sa » maison, attachement qui le grandit et le relève au moral. »

Ainsi donc point d'ingérence dans les comptes, point de vérifications soupçonneuses, mais la simple

réunion des actionnaires, où les ouvriers reçoivent comme capitalistes, les explications, approuvent la gérance et votent le dividende, comme les autres bailleurs de fonds.

Il reste enfin une dernière objection. Nous pourrions la négliger, et cela d'autant mieux qu'elle n'est point vraiment une objection, mais plutôt une confusion facile à dissiper.

Les Jaunes ont écrit un peu partout, qu'ils préconisaient « la suppression du salariat ».

Il est bien évident qu'à s'en tenir aux mots eux-mêmes, on pourrait leur chercher là une querelle, dont ils ne sortiraient point à leur avantage. Partant du sens étroit de la phrase, on pourrait leur démontrer le plus aisément du monde que ce qu'ils rêvent n'est qu'une utopie, et que jamais l'association ne parviendra dans les conditions normales et générales des contrats de travail, à remplacer, à évincer ce facteur si souple et si nécessaire qui s'appelle le salaire.

Aussi n'est-ce point dans ce sens qu'il faut comprendre leur revendication. Une fois de plus il faut, malgré le mauvais renom dont, depuis Pascal, jouit ce mot, une fois de plus il faut distinguer. S'il nous faut recourir à ces distinctions presque subtiles, c'est qu'à l'époque où les Jaunes rédigèrent leur programme, ils étaient encore imprégnés de ce jar-

gon du socialisme si cher à ses théoriciens, et dont presque chaque terme nécessite un commentaire.

Pour eux, salariat, c'est l'institution ou plutôt l'état de choses qui semble peser sur le monde ouvrier, c'est cette servitude de l'homme qui ne possède rien au monde que ses bras pour travailler et ne peut posséder rien d'autre. D'une certaine manière « salariat » se rapproche ainsi de « prolétariat » pris dans le même sens.

Les Jaunes ont raison de vouloir supprimer le salariat entendu dans ce sens péjoratif. Mais supprimer le salaire, ils n'y ont jamais songé. Il suffit de réfléchir un seul instant sur leurs théories pour s'en apercevoir.

Le salaire, mais il leur est nécessaire. Il est la base, le point de départ indispensable de leur théorie de rédemption sociale ! Il leur faut le salaire pour arriver à la constitution du pécule qui permettra plus tard l'achat d'une parcelle de propriété, ou bien d'une part de l'entreprise. Mais à un moment donné, ils veulent que le salarié — simplement salarié — cesse de n'être que salarié, ils veulent que s'élevant d'un échelon au-dessus de son état primitif il soit plus outil vivant. Les Jaunes demandent qu'il devienne associé de l'entreprise, c'est-à-dire un être ayant ses droits, ses responsabilités, ayant un intérêt enfin à défendre ici-bas.

Les Jaunes demandent que le salariat ne soit plus

une condition fermée, un état dont il est presque impossible de sortir. Ils veulent, au contraire, que le salaire permette au travailleur honnête de s'élever un peu plus haut dans la société. Loin de vouloir le supprimer, il est chez eux une phase nécessaire, indispensable, de l'évolution dont ils se sont faits les apôtres.

CHAPITRE XVI

L'organisation professionnelle. — Les Chambres de capacité

Dans la dernière partie de leur programme, les Jaunes demandent l'organisation professionnelle par corporations, régions et métiers. L'intérêt est grand d'une telle revendication, à une heure où tant de sociologues se plaignent de voir une centralisation excessive amener d'une part un encombrement, un ralentissement de l'activité centrale, et de l'autre une anémie, un appauvrissement continu des activités locales.

Un tel sujet mériterait une étude spéciale, tant à cause de son intérêt propre, que pour les conséquences qu'entraînerait sa réalisation.

Mais cette partie du programme des jaunes est, il faut bien l'avouer, la partie la plus négligée du champ de leur activité. Emportés par les réalités de l'heure présente, par des problèmes bien plus pressants et plus passionnants, ils ont laissé un peu de côté cette réforme d'ordre presque constitutionnel. Ils se sont bornés à l'inscrire dans leurs programmes,

à en étudier les conditions de réalisation, jusqu'à l'heure où de ce travail silencieux sortira enfin un projet viable, et susceptible d'affronter les lumières de la discussion et les critiques du grand public.

Dans son livre *Les Idées jaunes*, M. G. Japy (1) creuse cette idée de l'organisation professionnelle. Nous analyserons brièvement ce chapitre, sans nous laisser entraîner sur ces rives de la politique où trop souvent l'auteur nous incite à le suivre, dans son style imagé et si personnel.

Après avoir constaté combien « de nos jours, au dire même des socialistes, les intérêts économiques deviennent plus importants pour la nation », M. Japy regrette qu'au Parlement les personnalités purement politiques prennent la place des hommes compétents, vrais représentants des intérêts matériels du pays.

Pour parer aux inconvénients qui découlent d'une telle organisation et que les partisans de la représentation des intérêts, quel que soit le remède qu'ils préconisent, ont trop bien exposés pour que nous nous hasardions à le faire à nouveau, pour remédier à ces inconvénients M. Japy propose la solution suivante :

«... Il faudrait former ce que j'appellerai des « Chambres de capacité. Ces chambres régionales seraient organisées de la façon suivante : Chaque

1. P. 245-253.

citoyen âgé de 25 ans serait obligé de se faire inscrire s'il voulait contribuer à la nomination de ces chambres, à un groupement corporatif patronal, ouvrier, ou indépendant. Ces groupements comprendraient agriculture, commerce, industrie, professions libérales, fonctionnaires. Chaque profession élirait un nombre de représentants proportionnel à son importance dans la région ». M. Japy propose aussi d'augmenter le nombre de voix de chaque électeur à mesure qu'il avancerait en âge.

« Le pays étant divisé en vingt régions, chaque région comprendrait environ 500.000 électeurs au-dessus de 25 ans. Les Chambres de capacité renfermeraient des citoyens au courant de tous les besoins économiques du pays, au nombre de 50 environ. Les ouvriers qui s'y trouveraient défendraient non seulement les intérêts de leurs camarades de l'atelier ou des champs, mais se mettraient au courant des affaires du pays, s'instruiraient, s'éduqueraient...

« Après chaque session de ces Chambres consultatives, les ouvriers rentrant dans leurs ateliers, instruisaient leurs camarades, et petit à petit les utopies qui arrêtent l'émancipation des prolétaires s'évanouiraient. Toutes les lois fiscales, tous les traités de commerce, les tarifs de douane et les lois concernant le travail, les projets de grands travaux d'intérêt public seraient soumis à ces Chambres avant d'être discutés à la Chambre des députés ».

« Chaque Chambre de capacité enverrait à la Chambre son rapport, et nous ne verrions plus les graves intérêts du pays négligés, mis de côté ou tranchés par des incompetents. Ces intérêts seraient défendus par des gens compétents, ce serait une nouveauté en France !

« Si les demandes de la majorité des Chambres de capacité étaient modifiées par les députés, les lois votées contrairement à ces avis devraient être soumises aux Chambres de capacité, et si elles rejetaient ces lois en majorité, Messieurs les députés recommenceraient à les discuter. Si le conflit se prolongeait, la décision suprême ne pourrait être prise que par une nouvelle Chambre des députés.

« Ce que je propose serait un referendum des capacités et des intelligences, contrôlant le pouvoir dictatorial de nos députés. Ces Chambres de capacité se réuniraient quatre fois par an, examineraient les projets que l'État aurait à leur soumettre et auraient le droit d'envoyer à la Chambre des députés des rapports, des vœux sur toutes les questions fiscales, sur les lois concernant le travail et les grands travaux. »

Le reste du chapitre est consacré aux questions d'organisation de détail.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce projet. Nous l'avons cité à titre documentaire. Emanant d'une personnalité qui, quelle que soit l'importance de son

rôle, n'est en l'occurrence qu'une personnalité sans mandat, il peut tout au plus servir à indiquer la tendance du mouvement Jaune vers la représentation des intérêts. Nous attarder à en discuter les avantages ou les inconvénients serait donc superflu. Ce serait épiloguer en vain sur un projet qui n'a point encore reçu l'investiture du congrès, et qui, par conséquent, n'est pas encore officiellement partie intégrante du programme jaune.

C'est ce qui ressort clairement de la discussion du congrès de 1906, sur les Chambres de capacité.

Le rapporteur s'exprimait ainsi, lisant les conclusions de M. Albert de Guigné, qui avait spécialement étudié la question : « Nul n'est mieux placé pour comprendre, savoir et poursuivre ce qu'il lui faut et ce qui lui est dû, que celui qui est immédiatement intéressé. C'est pourquoi il est de la plus haute importance qu'il soit créé dans chaque corps de métier ou profession, des Chambres de capacité. Composées d'ouvriers d'une part et de patrons de l'autre, les Chambres de capacité auront pour objet d'étudier, d'élucider, de proposer toutes les questions professionnelles ayant pour but l'amélioration, le progrès, la défense ou la conquête soit au point de vue du personnel, soit au point de vue de l'industrie ou du travail. »

Le rapporteur concluait à son tour : « La commission propose à l'assemblée de jeter immédiatement les

bases de la création d'un certain nombre de Chambres de capacité destinées à représenter les intérêts généraux ouvriers par profession. Ces Chambres vivraient sous le régime de la loi sur les associations. »

Prenant la parole, M. Biétry exprimait le regret que le congrès n'eût plus le temps nécessaire pour une étude et des résolutions si importantes : « C'est un travail de longue haleine, disait-il, demandant plus de méthode et de patience que de discussions ; il conviendrait de modifier le vœu et de dire que le congrès donne mandat à la Fédération des Jaunes de France de travailler à la constitution des Chambres de capacité.

Après une longue discussion le projet de M. Biétry fut adopté.

CHAPITRE XVII

Les Statuts de la Fédération Nationale des Jaunes de France. — L'organisation générale. — Les Congrès. — Les Grèves. — L'Arbitrage. — Les Jaunes sont-ils anti-grévistes ? — L'opinion du Congrès

Les statuts de la fédération Nationale des Jaunes de France sont précédés d'un appel sur lequel nous nous arrêterons un instant avant de passer à l'étude des statuts proprement dits.

Admirablement rédigé, cet appel est comme en raccourci toute la méthode et toute l'action des Jaunes : méthode avant tout expérimentale qui des faits déduit ses théories et les modèle sur les réalités. Elle prend ainsi le contre-pied de ces doctrinaires du socialisme, qui, une fois leur prétendu principe établi, en déduisent rigoureusement et logiquement toutes les conséquences, sans se soucier des bouleversements que leur mise en pratique occasionnerait ; et sans non plus devant de telles conséquences, vouloir même se demander si pour y aboutir leur point de départ n'est pas faux, et si l'édifice ne pèche point par sa base.

Les Jaunes rappellent qu'à leurs congrès « de simples travailleurs manuels ont étonné ceux qui les ont écoutés, par leur entente profonde des problèmes sociaux, la sérénité et la clarté de leurs débats et de leurs décisions.

« Nous vous rappelons qu'il a été reconnu dans ce Congrès que l'aboutissement unique et fatal de toutes ces doctrines esclavagistes (1) était le socialisme municipal ou le socialisme d'Etat, c'est-à-dire l'état-roi maître de tout, réglant sans appel par ses préfets, ses tribunaux, ses fonctionnaires, le sort de chacun, lui distribuant le salaire et la nourriture... Nous devons combattre le socialisme, parce qu'il est dans la nature des Etats de tout tirer à eux et d'augmenter leurs moyens de pression et leurs monopoles. Les Jaunes doivent combattre les mises en régie (2), et les confiscations, et multiplier autour

1. Le Socialisme et le Collectivisme.

2. Il importe d'insister plus particulièrement sur ce point de la doctrine jaune : la lutte contre l'étatisation ou la municipalisation des grands services. Il importe d'autant plus de le faire qu'à la Chambre des députés M. Biétry a prononcé un discours qui depuis cette époque a servi à représenter les Jaunes comme favorables au rachat ; or, voici d'après le *Journal officiel* ce qu'a dit le député de Brest : Dans le cas où le gouvernement déciderait — malgré les raisons apportées à la tribune — de procéder quand même au rachat, M. Biétry demandait qu'au lieu d'exploiter directement le réseau de l'Ouest, le gouvernement favorisât la création d'une nouvelle société ou compagnie dont le capital aurait pu être en partie fourni par les travailleurs

d'eux les groupements, les associations qui peuvent faire contrepoids à la toute puissance de l'état et des municipalités. »

Après les négations, nous arrivons aux affirmations.

« Les Jaunes ont pour dogme économique et social la liberté par la propriété individuelle. »

Suivent les développements de cette idée ; nous les avons étudiés dans un chapitre précédent, aussi n'y revenons-nous point, et nous arrivons à la troisième partie du programme : l'organisation professionnelle, et enfin nous trouvons préconisée la réalisation des projets d'assistance et de solidarité « en dehors de l'Etat ».

« L'appel des Jaunes de France est signé : Pierre Biétry, ouvrier horloger » président de la Fédération. Viennent ensuite les noms des membres du « Comité national ». Dans cette liste de trente noms, rangés par ordre alphabétique, nous voyons des ouvriers comme MM. Abraham et Juguin, métallurgistes ou tisserands, voisiner avec MM. Paul Leroy-Beaulieu et l'amiral de la Jaille, qui eux-mêmes coudoient des industriels comme M. Gaston Japy ou M. H. de Bel-laigue, ou des agriculteurs comme M. Albert de Gui-

du réseau. En même temps M. Biétry demandait que la nouvelle société organisât l'accession de tous les travailleurs à la propriété. Mais tout cela était subordonné au rachat, en faveur duquel ne se prononçait nullement M. Biétry.

gné et le comte de Vogüé, vice-président des Agriculteurs de France. Rapprochements symboliques à une heure où plus que jamais les hordes révolutionnaires crient à la lutte des classes, et où leurs chefs, leurs prophètes presque, ne négligent rien pour la réaliser. C'est pour l'œuvre contraire que s'associent ceux qui adhèrent au Mouvement Jaune ; aussi ne se contentent-ils point de le dire dans leur appel, ils ont voulu l'écrire en tête de leurs statuts.

En 29 articles, nous y trouvons toute la constitution des « Jaunes de France ». Les 29 articles sont divisés en titres d'importance inégale : les uns d'une portée générale, les autres ne roulant que sur de simples question d'organisation ou d'administration (1).

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, entre tous les Français qui adhèrent aux présents statuts, un groupement national, professionnel et social qui prend le nom de « Fédération Nationale des Jaunes de France ».

Chacun sans distinction de classe, de religion ou d'opinion politique, peut adhérer aux Jaunes.

ART. 2. — La Fédération Nationale poursuit le but :

1^o D'organiser la France du Travail en syndicats ouvriers, agricoles et patronaux par corporations, régions et métiers ;

1. En reproduisant les statuts, nous avons pour plus de clarté numéroté de 1 à 11 les titres groupant les articles.

2° De les relier ensuite à elle, afin de former le parti des intérêts nationaux ;

3° D'assurer à tous les travailleurs de France un contact permanent avec les éléments patronaux, afin de souder plus étroitement l'accord du capital et du travail ;

4° De poursuivre auprès des pouvoirs publics la réalisation du programme des « Jaunes de France » ainsi que les revendications isolées ou collectives des membres ou groupements affiliés à la Fédération ;

5° Enfin, de faire bénéficier tous les travailleurs, tous les corps de métiers et l'ensemble des membres adhérents, d'une solidarité rationnelle et puissante dont l'influence sur le terrain économique et social sera décisive.

Tel est le but des Jaunes. Le premier reproche que l'on est tenté de leur adresser, c'est la multiplicité des objets. Fédération de syndicats, les Jaunes devraient, semble-t-il, faire converger tous leurs efforts vers des améliorations définies et nettement marquées dans les conditions d'existence professionnelles de leurs membres. L'objection porte, si l'on ne considère que sous cet angle extrêmement restreint le champ ouvert à l'activité syndicale. Il y a plus et mieux à tirer de ce puissant levier qu'est l'association, et disciples de théories d'ordre et de bon sens, méconnues à la suite de la série de circonstances dont nous avons parlé, ils ont voulu, à l'exemple de leurs adversaires, se servir du syndicat

pour les propager et les faire triompher. C'est pour cela qu'ils veulent former un « parti des intérêts nationaux ».

C'est parce qu'il importe grandement à la prospérité d'une nation que l'harmonie règne entre les producteurs, qu'ils préconisent « le contact permanent » entre les travailleurs et les éléments patronaux » (1).

C'est parce que, enfin, ils ont besoin que le législateur modifie, en un sens plus favorable aux classes ouvrières, les lois qui régissent la propriété mobilière et immobilière, qu'il leur faut s'adresser au grand public afin de déterminer le mouvement d'opinion nécessaire pour obtenir un changement législatif.

Le titre suivant a trait à l'admission dans la Fédération.

Les syndicats ouvriers, les syndicats patronaux, les syndicats d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles, les fédérations de métiers, cercles d'études, groupes de Jaunes, en général toutes les corporations ou individualités ayant accepté les présents statuts et s'y conformant, auront été admis dans la fédération conformément à l'article 4.

1. C'est en ce sens que tout dernièrement M. Vuillemin, président du syndicat des entrepreneurs du bâtiment, et que le lock-out vient de mettre en vedette, s'exprimait quand il attribuait beaucoup des causes de mésintelligence à ce que les patrons et les ouvriers s'étant perdus de vue, ne connaissaient plus leurs intérêts réciproques, et qu'alors la défiance s'était plus facilement glissée entre eux.

L'article 4 règle les conditions de cette admission. Chaque mois les demandes accompagnées de pièces justificatives sont soumises au Comité national qui statue.

Les membres d'un syndicat affilié deviennent de droit membres de la fédération. Chaque syndicat doit, de six mois en six mois, adresser un rapport sur le mouvement de ses adhérents.

Les titres suivants fixent à 2 francs les cotisations individuelles, et le tarif des droits d'admission des syndicats et groupes d'ouvriers, des patrons et d'agriculteurs.

La cotisation mensuelle est fixée à 0 fr. 10 par membre jusqu'à 500, à 0 fr. 08 de 500 à 1.000 et à 0 fr. 05 au-dessus de 1.500 adhérents.

L'article 6 règle toutes les questions de transmission des fonds.

Un autre titre « Radiation », détermine deux cas d'exclusions. D'abord pour non paiement des cotisations, en second lieu :

Pourront être rayés ceux qui auront par leurs agissements causé un préjudice quelconque à la Fédération.

Le but de la Fédération étant de procurer à tous les Français adhérents des moyens pour l'amélioration économique et sociale de leur sort, des organisations de défense et d'action sociale, sera donc exclu celui qui sera convaincu de l'avoir compromise ou tenté de l'engager sur des terrains pure

ment politiques ou religieux, celui qui, par conférences, par voix de presse ou tout écrit rendu public, aura porté atteinte à la juste considération dont jouit la Fédération Nationale des Jaunes de France.

Cet article encore assez rigoureux s'explique par la façon même dont se sont constitués, et dont ont grandi les Syndicats Jaunes. Ceux qui avaient assisté aux luttes, aux difficultés du début, devaient par un sentiment de prudence exagéré peut-être, mais bien compréhensible, veiller à multiplier les mesures propres à en empêcher le retour.

Les titres suivants déterminent la composition des groupements régionaux et fixent leurs droits.

Chacun des groupes affiliés nomme son bureau conformément aux lois et aux statuts.

Le Comité national est juge de la validation des élections partielles. L'article 9 explique cette intervention :

Ces dispositions sont prises, afin d'assurer dans tous les rouages de la Fédération nationale, la pensée des congrès et l'application de ses décisions ; et on ajoute : « Dans le cas où un conflit s'élèverait entre un groupe affilié et le Comité national, ce dernier aurait le droit de convoquer l'assemblée générale du groupe divisé ».

Il importe de signaler en passant la rédaction de l'article 10.

Dans chacune « des capitales régionales », siège un Comité régional composé de 25 membres dont 7 membres désignés par le Comité national.

C'est la mise en pratique de ce système de décentralisation, en réaction contre la centralisation à outrance dont souffrent tant en France le commerce, l'industrie et tous les intérêts économiques, et contre laquelle s'élèvent tant de bons esprits.

Le rôle de ces comités régionaux est réglé par l'article 11 :

Ils se réunissent mensuellement, étudient les rapports de leurs organisations régionales, et assurent « dans leur région les décisions du comité national, décisions appliquées conformément aux indications données par les congrès annuels ».

Le rôle des comités régionaux est donc, tout en maintenant avec le comité national la communion d'idées indispensable au succès de l'entreprise, d'appliquer ses décisions dans l'esprit indiqué par le congrès, tout en tenant compte des différences locales.

L'article 12 règle la composition de ce Comité national qui joue un si grand rôle dans la Fédération. Ce Comité composé de 32 membres « dirige » la Fédération.

Sur les 32 membres, 18 doivent être des employés

ou des ouvriers, et les 14 autres appartenir aux diverses professions.

ART. 13. — Les membres du Comité national sont nommés pour trois ans et rééligibles. Le Comité est renouvelable par tiers tous les ans. Un tirage au sort déterminera les deux premières séries sortantes.

ART. 14. — Le Comité national nomme lui-même son bureau. Ce bureau se compose de 15 membres qui sont : 1 président, 1 secrétaire général, 1 secrétaire-adjoint, 9 conseillers, 1 trésorier général, 1 trésorier-adjoint, 1 archiviste. Ce bureau sera le comité exécutif, il devra être composé d'ouvriers et de patrons dans les proportions de l'ensemble du comité.

Parmi ces fonctions « les fonctions permanentes sont rétribuées » ; ce point est réglé par l'article 17, qui énumère les fonctions permanentes : « les appointements du président, des secrétaires, des trésoriers et de l'archiviste sont fixés par les congrès sur un rapport du Comité national.

Aucune indemnité n'est allouée aux autres membres du comité.

L'article 14 règle les attributions du Bureau constitué en comité exécutif. Le bureau administre la Fédération Nationale, la représente ; et prend, lorsque les circonstances l'exigent, toutes les décisions nécessaires.

Il est chargé en un mot de diriger et de régler les

rapports de la Fédération avec les pouvoirs publics et les particuliers.

C'est au Comité national cependant que revient le soin de fixer la date du congrès qui prend le nom de « Congrès national des Jaunes de France ».

D'après l'article 17, « il tient compte des indications de l'année précédente, pour le choix de la région où ce congrès doit tenir ses assises. Il organise le congrès d'accord avec le comité régional ».

Les congrès : tel est le titre qui comprend les articles 20 à 25. Au congrès annuel est soumis un résumé de la situation financière, une commission de vérification est nommée par lui.

A la condition d'une majorité des deux tiers, le congrès fixe souverainement les cotisations et peut modifier les statuts (art. 21).

Une nouvelle concession faite au régionalisme, permet la convocation d'un congrès extraordinaire. Il faut pour en provoquer la réunion « cinquante organisations comprenant chacune au moins cinq cents membres » soit, vingt-cinq mille adhérents à la Fédération Nationale.

Neuf comités régionaux peuvent provoquer un congrès national extraordinaire.

On peut, sur ce point, faire une critique de détail. Dans le but sans doute de ne point allonger ni compliquer outre mesure les statuts, la procédure à suivre pour arriver à la réunion d'un congrès extraor-

dinaire n'a point été indiquée. C'est une lacune à combler, des divergences d'appréciations pourraient sur ce sujet amener des froissements et peut-être des conflits regrettables.

« Les congrès — dit l'article 23 — seraient composés de toutes les organisations économiques régulièrement affiliées ».

Chaque syndicat dispose d'un nombre de voix proportionnel à son effectif. Il a été fait entre les syndicats d'ouvriers et les syndicats patronaux un départ très rationnel.

Il est attribué aux syndicats ouvriers :

1 voix par syndicat jusqu'à 100		membres	
2	—	de 101 à 300	—
4	—	— 301 à 600	—
6	—	— 601 à 1000	—
10	—	— 1001 et au-dessus.	

Pour les syndicats de patrons et d'agriculteurs, dont l'effectif est forcément limité, il est attribué :

1 voix jusqu'à 10		membres	
2	—	de 10 à 20	—
3	—	— 20 à 50	—
4	—	50 à 100 membres	et au-dessus.

A côté des syndicats et des groupements organisés, les adhérents individuels peuvent prendre part

aux votes, mais pour éviter de voir les groupes submergés par des individualités sans mandat, un adhérent doit en ce cas en représenter au moins dix autres qui l'aurent régulièrement mandaté. S'il en représente davantage, 100, 200 etc., il disposera « du nombre de voix équivalentes au barème indiqué pour les syndicats ouvriers ».

L'ordre des travaux du congrès est réglé par l'article 25.

Le congrès doit siéger « cinq jours au moins ».

Le comité national assisté du bureau des comités régionaux vérifiera le premier jour les pouvoirs et délégations.

Les deux jours qui suivront seront consacrés aux travaux isolés les uns des autres :

- 1^o Des syndicats ouvriers professionnels ;
- 2^o Des syndicats patronaux ;
- 3^o Des syndicats agricoles ;
- 4^o Des syndicats de marins ;
- 5^o De toute corporation ou métier ayant des intérêts distincts ;
- 6^o Des délégués adhérents individuels.

Dans le but d'amener une entente, par la connaissance plus approfondie de leurs intérêts réciproques, « des séances pourront être organisées d'un commun accord entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux des mêmes industries et métiers ».

« Les quatrième et cinquième jours, le congrès, réuni en

séance plénière, entendra les rapports de chacune de ces sections et statuera. »

Ce sont dans ces séances de clôture qu'ont eu lieu les grandes discussions au milieu desquelles s'est élaborée la doctrine des Jaunes.

Nous arrivons maintenant aux trois derniers titres des statuts, relatifs à la question si intéressante, si passionnante des grèves et de l'arbitrage.

Les Grèves. — L'Arbitrage

« Art. 25. Les Jaunes s'engagent à ne faire aucune grève sans avoir donné par écrit leurs revendications et avoir attendu la réponse quinze jours au moins.

« Par réciprocité les patrons s'engagent à ne pas fermer leurs ateliers sans en avoir prévenu les ouvriers par écrit quinze jours à l'avance au moins.

« En cas de grève les Jaunes ne doivent se livrer à aucune violence et les patrons ne renvoyer aucun ouvrier pour fait de grève. »

La première disposition de l'article 25, dont on ne saurait trop louer la sagesse, porte remède à ce mal dont souffre la classe ouvrière : la grève sans raisons.

Si l'on examine de près le processus du plus grand nombre des grèves, ou du moins des plus longues et des plus violentes, on est généralement surpris de la futilité, pour ne pas dire de l'inexistence des motifs qui soixante-quinze fois sur cent les ont déterminées.

Après une période plus ou moins longue de calme, il règne à l'usine une sorte d'inquiétude ; comme à l'approche d'un orage, chacun se sent nerveux, plus facilement irritable. Inévitablement, comme dans toute œuvre humaine, il y a besoin d'améliorations. Mais ce ne sera pas à propos d'une demande formulée en termes clairs, et que peut-être la direction accorderait, ce ne sera pas pour cela que la grève naîtra.

Elle éclatera tout à coup, à propos de rien semble-t-il, pour le prétexte le plus futile, et le travail cessera. C'est alors que le meneur jusque-là caché, entre en jeu (1). Il faut pour lui ou pour d'autres, que la grève dure, et pour la faire durer il faut souvent un motif plus sérieux que celui choisi pour cesser

1. Il serait facile de citer des exemples de grèves politiques, d'autres sont économiques et sinon suscitées, du moins encouragées par les concurrents. Témoin la grève des dentelliers de Calais. Ces ouvriers dont le salaire variait entre 8 et 15 francs, imaginèrent de se mettre en grève. Leurs demandes inacceptables furent repoussées par les patrons. La grève se prolongeait. Des subsides étaient envoyés aux grévistes ; parmi les donateurs figuraient les ouvriers anglais de la dentelle. Admirable solidarité internationale, écrivirent les feuilles socialistes. La grève continua. Lorsqu'après de longs mois le travail recommença, Calais avait pendant le chômage perdu la moitié de sa clientèle qui s'était adressée à l'étranger. Aujourd'hui encore, après plusieurs années, le terrain perdu n'est pas reconquis, et les salaires journaliers sont de 30 o/o moins élevés qu'avant la grève : le travail et les commandes manquent.

le travail. On cherchera donc des revendications — possibles ou impossibles, peu importe, — et c'est sur ces revendications établies après coup que l'on va discuter. Mais dans quelles conditions ! Au lieu de discuter de part et d'autre avec le calme et le sang-froid qui conviennent, ce sont déjà, quoiqu'on puisse dire, des adversaires qui sont en présence, ils songent peut-être à traiter de la paix ; mais ce ne sont pas des contractants qui discutent posément. Des deux côtés on est plus ou moins aigri, plus ou moins froissé. Le ton des négociations s'en ressent. Aussi la plupart du temps, soit exagération voulue ou inconsciente des revendications ouvrières, soit refus justifié ou non des patrons de discuter avec des gens qui ont rompu sans causes le contrat de travail, la situation se tend, la grève se prolonge et parfois on en arrive aux pires procédés.

Non contents de chercher par les moyens précités à empêcher les grèves si souvent désastreuses et pour les ouvriers et pour les patrons, les Jaunes ont encore voulu avoir recours à un procédé de plus en plus à la mode, et qui semble avoir rallié nombre de suffrages jusque dans le monde diplomatique : c'est de l'arbitrage que nous voulons parler. L'arbitrage en effet est un puissant moyen de pacification ; souvent, plus souvent qu'on ne pourrait le croire, il est susceptible de solutionner les conflits, à la con-

dition toutefois, et c'est une restriction qui, en déterminant plus étroitement le champ de son application, ne fait que la rendre et plus forte et plus efficace là où elle se produira, à la condition toutefois que les intérêts en opposition ne soient point de ceux sur lesquels il est impossible de céder, parce qu'ils mettent en jeu une question vitale.

L'article 26 s'exprime ainsi :

En cas de désaccord entre les ouvriers et les patrons, pendant la période de quinze jours établie ci-dessus, si les patrons ne peuvent tomber d'accord avec leurs ouvriers, le comité régional nomme 2 de ses membres, 1 ouvrier et 1 patron qui, joints à 2 délégués des patrons et à 2 des ouvriers, établissent l'arbitrage ; au cas où la commission ainsi nommée se partage, le comité régional nomme aux deux tiers des voix un troisième arbitre.

Précautions bien insuffisantes, sera-t-on tenté de s'écrier. Et que feront contre l'intérêt des ouvriers, que feront en face des excitations des meneurs ces quelques lignes inscrites dans les statuts ?

A cela il est facile aux Jaunes de répondre.

Et d'abord les ouvriers qui s'enrôlent sous la bannière des syndicats indépendants, qui aux fallacieuses promesses des rouges savent préférer les réalités ; les ouvriers qui conscients des intérêts véritables de leur profession osent — car il leur faut

très souvent pour cela beaucoup de courage — en dépit du syndicat rouge et souvent en dépit du patron, s'affilier aux Jaunes, ces ouvriers là font preuve d'assez de calme, de sang-froid et de discernement pour qu'on puisse leur faire le crédit de croire qu'ils respecteront la parole donnée.

Et d'ailleurs il faudrait vraiment une mauvaise volonté manifeste, pour ne point reconnaître à quel point les ouvriers ont le culte de la parole donnée, et avec quels scrupules ils tiennent leur engagements, même s'ils vont contre leurs intérêts.

Faut-il pour cela rappeler l'obéissance si souvent constatée avec étonnement par les feuilles libérales, et dont ont fait preuve à tant de reprises les syndiqués rouges. Sur un mot, sur un ordre venu du syndicat, le travail cesse ou reprend ; presque jamais on ne constate même une hésitation.

Tout au plus, si l'on désapprouve la mesure prise, réclame-t-on, mais plus tard, après avoir obéi. Il n'a fallu rien moins que la tyrannie syndicale poussée à ses extrêmes limites, les injustices les plus criantes, pour que d'honnêtes ouvriers se levassent à Montceau ou ailleurs, et en vinssent jusqu'à la désobéissance et jusqu'à la création du mouvement de révolte qui devait donner naissance aux Jaunes.

Mais il est encore un autre grief que les circonstances qui entourent les débuts des syndicats jaunes devait contribuer à accréditer, à propager dans l'es-

prit public, et ce grief c'est celui-ci : Les Jaunes sont anti-grévistes. Qu'y a-t-il de fondé dans cette affirmation ? Tout au plus s'appuie-t-elle sur des apparences ou des confusions volontaires.

On ne saurait nier, en effet, que le syndicat numéro 2 de Montceau, et ceux qui pendant longtemps suivirent son exemple, ne furent rien autre chose.

Les groupes dirigés par M. Lanoir, eux-mêmes, ne peuvent guère échapper à ce reproche. Leur programme, en réaction contre les excès du syndicalisme rouge, n'est en somme autre chose qu'un programme négatif. Son but, louable d'ailleurs, d'empêcher le plus possible les grèves, était insuffisant. Il fallait plus et mieux. Constituer des syndicats presque purement anti-grévistes n'était qu'une œuvre inutile, si l'état d'esprit créé, plus raisonnable, plus conservateur — au sens vrai du mot — ne devait servir à l'élaboration et à la diffusion d'un programme d'améliorations sociales, dont le besoin se fait de nos jours plus que jamais impérieusement sentir.

Constituer des syndicats simplement anti-grévistes, et penser avec des armes aussi faibles, aussi primitives, pouvoir lutter contre le socialisme envahissant, n'était qu'une conception enfantine. C'était croire arrêter la marée montante à l'aide d'une digue de sable qui devait s'effondrer au premier assaut.

Aussi n'est-il pas étonnant d'entendre le grief que

nous avons formulé plus haut, et chez des adversaires des Jaunes, et chez ceux qui, insuffisamment renseignés, en sont encore restés à la conception de Montceau-les-Mines.

Les Jaunes ne sont point anti-grévistes par principe, et cela se conçoit aisément. Le reproche tombe de lui-même pour peu qu'on serre de près la question. Au point de vue du simple bon sens, comment supposer que des hommes intelligents aient conçu un seul instant l'idée d'amener la classe ouvrière à renoncer à un moyen d'action aussi efficace, à se désarmer elle-même, et cela au moment même où ses revendications se font plus pressantes, plus impérieuses que jamais. Quelque grossiers qu'aient été les mensonges dont on a réussi à la leurrer, on ne peut vraiment croire qu'on ait songé sérieusement à la faire tomber dans un tel piège.

Au point de vue de la doctrine des Jaunes, les textes sont formels et condamnent absolument une telle interprétation.

Rien d'abord dans les articles 25 et 26, relatifs à la grève et à l'arbitrage, rien qui puisse l'autoriser.

Les Cahiers de l'Ouvrier, petit opuscule où Théophile a résumé sous forme de questions et de réponses les « principes des Jaunes de France », sont à ce sujet un guide précieux. « Je n'ai pas fait, écrit Théo-

phile, de grandes phrases ni de belle littérature, j'ai pensé qu'il suffirait d'exposer en style familier nos idées, pour rendre service aux travailleurs, qui aiment à comprendre ce qu'on leur dit ».

Théophile définit les grèves, en indique les principales causes, les inconvénients qui en résultent de part et d'autre et il conclut : « La grève doit être regardée comme un pis-aller, un remède parfois pire que le mal... Mais si les patrons ne veulent point entendre les revendications des ouvriers... la grève ne doit être que le dernier moyen de revendication, quand les autres ont été épuisés. »

Une affirmation plus autorisée encore vient nous apporter la lumière sur ce point du programme des Jaunes. Au congrès de 1904, succédant à M. Biétry qui venait de faire le procès du socialisme et de demander aux congressistes de le condamner, un patron, M. Toutain, s'exprimait ainsi.

M. TOUTAIN. — Je suis obligé d'aborder un point peut-être pénible, mais dont il appartient à un patron de parler.

« Camarades, lorsque l'injustice est trop flagrante, lorsqu'il y a un manque d'équité absolue dans l'organisation du travail, ne renoncez pas à votre puissance, à la force que vous donne votre syndicat, et à la sanction qu'après épuisement de tous les pourparlers diplomatiques vous pouvez légitimement donner à vos revendications : à la grève.

« Nous accomplissons ici une œuvre toute de loyauté ; il faut que nous fassions preuve de part et d'autre, de la plus grande franchise. (*Applaudissements.*)

« Loin de moi la pensée de vous prêcher la grève qui est néfaste pour l'ouvrier comme pour le patron ; néanmoins je crois loyal de vous inviter à ne pas renoncer à votre organisation syndicale, et à la sanction qu'elle vous permet, dans les cas extrêmes, de donner à des revendications légitimes non écoutées de parti pris. J'ai déjà eu à supporter des grèves ; j'en ai peut-être encore en ce moment sur le dos. Ce n'est pas une raison à mes yeux pour que je vous dise de n'en jamais user : c'est une arme que vous devez au contraire garder à votre disposition...

« Mais n'en usez que lorsque vous aurez épuisé toutes les ressources que vous offre la diplomatie...

« Entre les syndicats et les patrons, il doit y avoir, préalablement à toute mesure brutale, des pourparlers organisés, basés sur des règles dont on ne pourrait s'affranchir sans se mettre dans son tort et qui devraient dans tous les cas, quelles que fussent les circonstances, précéder ces conflits que je ne veux pas appeler sanglants — les cas sont heureusement fort rares — mais très regrettables : les grèves. »

A côté de ces énergiques paroles, il faudrait encore citer le discours que prononçait M. Biétry à la séance de clôture du congrès de 1907.

Les trois derniers articles énumèrent les différents

« avantages » — c'est ainsi que s'intitule ce dernier paragraphe — assurés aux membres de la Fédération.

« Le Comité National nommera six commissions : 1° des grèves ; 2° agricole ; 3° commerciale ; 4° industrielle ; 5° ouvrière ; 6° sociale.

« La Fédération s'efforcera dans chaque corporation de diminuer le chômage, de faire par son action reporter le travail dans les régions où il est en excès sur celles où il manque. »

Que la Fédération s'efforce de diminuer le chômage, la chose est excellente, on ne peut qu'applaudir à une telle tentative, mais ce qui semble moins réalisable, et en tous les cas laisse rêveur sur les moyens pratiques d'exécution, ce sont les derniers mots. Comment la Fédération pourra-t-elle faire reporter le travail d'une région dans l'autre ?

A part un nombre de cas extrêmement rare l'appauvrissement industriel d'une région est due à des causes économiques profondes, et ces causes, la Fédération quel que soit son bon vouloir ne peut les modifier à son gré.

Bien plus pratiques et d'une application évidemment moins malaisée sont les mesures que préconise le paragraphe suivant :

« La Fédération devra s'occuper de toutes les questions relatives aux traités de commerce, aux droits de douane, aux tarifs de transports. Elle devra s'intéresser aux travaux publics et lorsque des vrais travaux publics seront reconnus par son congrès utiles aux intérêts de la nation, elle devra par des publications, des conférences, des pétitions, amener les pouvoirs publics à s'occuper de ces graves questions qui sont délaissées en ce moment par les politiciens. »

L'article 28 est relatif aux grèves, nous l'avons étudié plus haut.

L'article 29 et dernier, est ainsi conçu :

Les syndicats patronaux et les patrons individuellement affiliés victimes de manœuvres dolosives sciemment concertées par des ouvriers, des syndicats, ou d'autres patrons, sont autorisés à en saisir le Comité national, qui assumera la charge de leur faire rendre justice dans toute la mesure de ses forces statutaires.

Il en sera de même pour les syndicats ou groupes d'ouvriers, d'employés, d'ouvriers agricoles et de marins affiliés à la Fédération Nationale et pour tous les adhérents individuels.

Il serait à désirer que le sens de ce dernier article, dont le but est certainement d'étendre les attributions arbitraires du Comité national, fût précisé, en même temps que les moyens d'action du Comité dans ce cas indiqués d'une façon plus nette. Ce sera sans

doute l'œuvre de la nouvelle organisation des Jaunes de France, qui succédera à la Fédération Nationale, et dont l'organisation se fait encore actuellement chaque jour.

Que restera-t-il de ces sages statuts ? L'avenir nous le dira. Mais il est permis d'espérer — et les événements semblent l'indiquer — qu'à part les modifications de détail indispensables, le groupement qui doit succéder à la Fédération Nationale des Jaunes de France saura s'en inspirer largement.

CHAPITRE XVIII

La réalisation des doctrines des Jaunes. — L'accession à la propriété par la participation aux bénéfices dans les usines Laroche-Joubert.

Après avoir étudié sous leurs aspects divers les différentes parties du système jaune, après avoir discuté la possibilité de réaliser le programme d'accession à la propriété, il nous reste maintenant à nous transporter dans le domaine des faits, et laissant de côté les spéculations de l'esprit, à examiner des réalités, à étudier rapidement les conditions dans lesquelles fonctionnent les entreprises qui s'efforcent de mettre en pratique ces théories.

Il est à peine besoin d'insister sur l'utilité d'une telle démonstration. Les entreprises, les idées nouvelles, ont toujours trouvé des détracteurs qui, au nom de la plus pure logique, démontraient qu'il était impossible qu'elles vécussent..

En présence des difficultés — très réelles il faut le reconnaître — des problèmes complexes et délicats

que soulève l'introduction dans une entreprise, de l'accession à la propriété, quel que soit d'ailleurs le mode choisi pour cette accession ; en présence de tous ces obstacles dont quelques-uns paraissent à première vue sinon insurmontables, du moins très difficiles à vaincre, il ne faut point oublier que mieux qu'une longue démonstration, les faits parlent en faveur des Jaunes.

« Le mouvement se démontre en marchant » a dit un humoriste. Renouvelant cette boutade plus sérieuse qu'elle n'en a l'air, les Jaunes peuvent s'écrier, « notre œuvre est viable, la preuve c'est qu'elle vit », et c'est cette vie, c'en sont du moins les diverses manifestations, les différents essais et les différentes conceptions que nous allons étudier.

Etude rapide et succincte à la vérité, car s'il fallait entrer dans tous les détails du fonctionnement de certains grands organismes industriels, ce serait non plus quelques pages, mais un volume qu'il faudrait consacrer à chacun d'eux. Leur nombre d'ailleurs est grand.

A côté des entreprises qui se réclament hautement des syndicats jaunes, il en est un grand nombre qui, sans leur être affiliées, pratiquent cependant les méthodes d'accession à la propriété. Les uns, comme certains grands magasins de Paris, en facilitant à leur personnel l'achat d'actions ou de parts d'actions ; d'autres, comme un grand nombre d'industriels, en

bâtissant des maisons que leurs ouvriers acquièrent presque sans bourse délier et par un simple jeu d'annuités. Rendus ainsi propriétaires, ils sont délivrés de cette charge du loyer qui pèse si lourdement sur les petits budgets. Pour ceux-là il ne leur reste plus, en parachevant leur œuvre, qu'à permettre aux travailleurs ainsi devenus propriétaires, assurés d'un asile pour leurs vieux jours, de consacrer les sommes que rend disponibles la suppression du loyer à l'achat de parts de l'entreprise. Ils auront ainsi transformé le prolétaire d'hier, sans foyer, sans patrimoine, esprit ouvert à toutes les excitations malsaines, ils l'auront ainsi transformé, pour employer le jargon du socialisme, en un « coopérateur conscient ». Conscient, oui, et d'autant plus conscient qu'il s'agira pour lui de conserver son bien, celui des siens, et non plus seulement les nébuleuses chimères d'un programme contre la réalisation duquel crient et l'histoire de la civilisation et les sentiments innés de l'âme humaine.

Tous ceux-là, soit qu'en réalisant chez eux les réformes, les améliorations dont nous venons de parler, ils obéissent à un sentiment de philanthropie, soit qu'ils ne voient là que leur intérêt bien compris, se rapprochent du programme des Jaunes, en mettent en pratique quelque partie et, si les promoteurs de l'accession à la propriété ne peuvent les revendiquer entièrement comme les leurs, du moins peu-

vent-ils citer leur exemple et les joindre à ceux qui vraiment leur appartiennent, et dont ils viennent renforcer ainsi la petite phalange.

Les Jaunes, nous l'avons vu, et peut-être n'est-il pas inutile de le répéter, mettent dans leur programme toutes les formes d'accession à la propriété, et si la participation sous la forme d'actions de l'entreprise a leurs préférences, ils n'en rejettent point pour cela les autres.

Parmi les établissements qui se réclament hautement du programme jaune, il convient de placer au premier rang l'œuvre admirable qui est celle de la famille Laroche-Joubert, bien connue dans le monde de l'industrie sous le nom de Papeterie coopérative d'Angoulême.

Il est vrai que vieille déjà de plus d'un demi-siècle, la Papeterie d'Angoulême n'avait point attendu que Biétry et ses collaborateurs se lançassent dans la mêlée sociale, pour réaliser les théories dont ils devaient plus tard se faire les propagateurs. Mais, d'un autre côté, dès que M. Laroche-Joubert eut entendu parler des Jaunes, il reconnut en eux les théoriciens de l'œuvre que son frère et lui avaient réalisée dans les faits, et il vint leur apporter avec l'autorité de son nom, l'expérience que lui avaient valu de longues années de direction.

La Papeterie coopérative d'Angoulême est un exemple vivant de ce que peuvent réaliser l'associa-

tion bien entendue de l'intelligence, du travail et du capital, c'est l'affirmation et la mise en pratique de la solidarité des intérêts des employeurs et des employés. Fondée sur le principe des coopératives de production, elle a réussi à éviter les écueils nombreux qui ont causé tant de déceptions dans celles-mêmes de ces entreprises qui ont échappé à la ruine financière. Conservant à sa tête le chef d'industrie devenu gérant, la Papeterie d'Angoulême a échappé au grand danger qui menace les entreprises dont les membres sont peu ou mal préparés au rôle complexe qu'impose aujourd'hui l'administration d'une société industrielle. De sages dispositions statutaires lui ont conservé son caractère commercial et industriel, en l'empêchant de dévier de son but et de devenir, comme trop souvent, une œuvre de propagande sociale. Grâce à ces mêmes précautions, la Papeterie coopérative est restée coopérative et ne s'est point transformée comme tant d'autres en une société anonyme dont les anciens coopérateurs, devenus simplement actionnaires, se bornent à profiter du travail de leurs ouvriers déguisés sous le nom d'« auxiliaires ».

Ses statuts, remaniés lorsqu'une imperfection s'y dévoilait, nous restent maintenant à étudier.

Le dernier remaniement date du 1^{er} juin 1905.

« L'Amélioration morale et matérielle du sort du plus grand nombre a toujours été le but de mes

persévérants efforts », écrivait M. Edmond Laroche-Joubert, fondateur de l'entreprise. Ce sont ces mots qu'avec une légitime fierté M. Edgard Laroche-Joubert, son fils, a voulu inscrire en tête du règlement de coopération de sa maison.

Le but poursuivi, c'est *l'accession à la propriété par la participation aux bénéfices* ; réalisant ainsi cette association du travail, de l'intelligence-directrice et du capital que les sociologues ne cessent de réclamer (1).

« Cette Association a pour but : 1^o de compléter le salaire ou traitement usuel convenu des trois facteurs de la production associés, par un supplément éventuel proportionné aux bénéfices nets de l'entreprise ;

2^o De faciliter aux travailleurs la possibilité *de se constituer un capital individuel* par la faculté qui leur est offerte de déposer tout ou partie de ce bénéfice éventuel, en même temps que leurs économies, dans la caisse des dépôts de la maison ;

3^o De les encourager, *sans les y obliger* dans la moindre mesure, à transformer ces dépôts en *parts de capital de la maison*, et à devenir ainsi *copropriétaires de l'actif social* avec les *mêmes droits et obligations que les autres commanditaires*. »

1. Résolution du Congrès de participation aux bénéfices, p.

Les bénéfices *nets* sont répartis ainsi qu'il suit entre les trois facteurs de la production ;

25 0/0, soit un quart, au capital ;

25 0/0, soit un quart, aux gérants et au conseil de gérance ;

50 0/0, soit deux quarts, aux coopérateurs, c'est-à-dire au travail.

Telles sont les bases sur lesquelles est fondée l'accession à la propriété dans les usines Laroche-Joubert. Elle se divise en trois phases distinctes : d'abord participation du travail à la moitié des bénéfices *nets* suivant des règles que nous verrons plus tard.

Puis vient la constitution d'un capital, rendue facile par les *caisses de dépôts et comptes courants*, dont nous verrons les règles et le fonctionnement, enfin la participation au capital de l'entreprise par l'ouvrier devenu copropriétaire du fonds social.

C'est autour de ce schéma, c'est sur cette charpente très simple, que reposent toutes les règles extrêmement sages, fruit d'une expérience de plus d'un demi-siècle.

Participation aux bénéfices

Nous avons vu que 50 0/0 des bénéfices sont réservés aux *coopérateurs*. Sur cette moitié des

bénéfices, « les membres du conseil de gérance, les directeurs ou assimilés » n'ont aucun droit, ils reçoivent leur part dans les 25 0/0 qui leur sont attribués (1). « Tous les travailleurs âgés de dix-huit ans admis dans les usines, ateliers, comptoirs ou dépôts de la maison à titre permanent, participent à la répartition de ces bénéfices, à partir de l'exercice commercial qui a suivi l'époque à laquelle ils sont entrés au service de la maison » (art. 1).

La base de la répartition est le salaire majoré d'après l'ancienneté ou l'importance de l'emploi. — Pour connaître le salaire de chacun, on inscrit les sommes versées à chaque page, sur un livret individuel, en tête duquel est imprimé le règlement de coopération.

A la fin de l'année commerciale, le salaire est totalisé sur chaque livret. Toute somme (2) reçue entre en compte, qu'il s'agisse d'heures supplémentaires de travail à la tâche ou même des « avantages » (3).

Le salaire est majoré par l'ancienneté des services et l'importance de l'emploi. Pour établir la part provenant de cette ancienneté, le salaire réel est majoré de :

1. Règlement de coopération, art. 3.

2. Les frais des voyageurs, les primes à la vente par les représentants rentrent dans un compte spécial.

3. Nom donné à une certaine espèce de travaux plus rémunérés.

10 o/o après le 10^e exercice auquel le coopérateur
aura participé.

10 o/o	—	15 ^e	—	—
10 o/o	—	20 ^e	—	—
10 o/o	—	25 ^e	—	—
10 o/o	—	30 ^e	—	—

50 o/o en tout jusqu'au 30^e exercice à partir duquel
cesse la majoration.

Il nous faut ici rapporter une sage disposition
de l'article 44 complétant l'article 4.

« Les cas de force majeure tels que le service mili-
taire obligatoire, les maladies graves, l'éloignement
momentané d'une femme mariée à cause du dépla-
cement forcé de son mari, la même cause pour les
enfants suspendent mais n'interrompent pas le
cours des années de service coopératif. »

Il en est de même pour les congés obtenus régu-
lièrement soit pour affaires personnelles, soit pour se
perfectionner dans les travaux qui intéressent la mai-
son, dans les langues étrangères, etc.

Le coopérateur en congé doit tenir la maison au
courant de ses résidences, de ses études, de ses pro-
grès, et les justifier si possible par des certificats
réguliers.

Plus même, par une mesure extrêmement libérale,
tout congé de cette nature qui n'excède pas *deux*

années, est compté comme temps de service actif si — et on ne saurait trop insister sur cette disposition qui donne à l'ouvrier une haute notion de sa valeur propre et du bon renom de l'entreprise — « si le coopérateur ayant fourni la preuve qu'il en a profité, et qu'il est resté digne de la maison, demande sa réintégration dans les rangs du service actif ».

Les périodes de service obligatoire sont comptées comme temps de présence à la maison.

Une seconde cause de majoration c'est l'importance des emplois. La majoration est de *moitié du salaire, de une fois, de une fois et demie* et même de *deux fois le salaire*, en partant des simples expéditeurs jusqu'aux directeurs de chacune des quatre usines ; et des services commerciaux de Paris et d'Angoulême. « Chaque emploi est rangé dans une des catégories énumérées ci-dessus (art. 5) (1). »

Tout coopérateur qui passe d'une catégorie dans une autre, voit son salaire et la majoration correspondante augmenter au prorata des mois jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Ainsi se trouve parcourue la première des trois étapes : le partage des produits de la coopération. Le chapitre II des statuts s'intitule : « Propriété

1. Les salaires sont fixés par un tarif qui est joint au livret personnel de chaque coopérateur. Chacun peut ainsi se rendre un compte exact des salaires auxquels il pourra parvenir.

et libre disposition des produits de la coopération ».

Les sommes attribuées à chaque coopérateur lui sont définitivement acquises ; elles sont sa propriété personnelle et l'article 6 prescrit leur inscription immédiate au crédit du compte des ayants droit. Toutefois le versement n'en est exigible que trois mois après et sans intérêts.

Quant à la libre disposition de ces sommes il faut distinguer si le coopérateur est mineur ou majeur.

Le coopérateur mineur ne peut disposer de son dépôt avant sa majorité que dans deux cas : s'il contracte un mariage, ou s'il part au service militaire.

Dans le même but de sauvegarde le conseil de gérance statue sans appel sur l'emploi de ces sommes, dans le cas de départ volontaire ou de renvoi. Dans tous les cas les mesures prises n'ont d'autre but que d'empêcher un coup de tête irréfléchi, ou une spéculation malhonnête de la famille.

Si le coopérateur est majeur, là encore une mesure protectrice essaie de lui apprendre l'épargne.

Pendant les cinq premières années de son service il est fait chaque année deux parts de la somme des bénéfices qui lui sont attribués. Ces deux parts sont créditées à son compte, elles sont l'une et l'autre sa propriété, mais pendant cinq ans il ne peut disposer que de l'une d'elles.

Cette restriction dont « le but est de l'habituer à l'épargne, cesse au bout de cinq ans (art. 9).

S'il sort de la maison, pour quelque motif que ce soit, les sommes ainsi accumulées lui sont entièrement remboursées.

Pour l'emploi des bénéfices la Papeterie Coopérative offre les quatre modes suivants : (Art. 11).

- 1° Les dépôts coopérateurs ;
- 2° Les comptes-courants ;
- 3° Les obligations nominatives de la maison ;
- 4° La participation au capital social.

« La maison se met en outre gratuitement à la disposition des ouvriers pour accomplir les formalités des versements qu'ils désireraient faire à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, ou à toute autre institution publique de prévoyance ou d'épargne ».

Le premier mode d'emploi des sommes épargnées par les ouvriers, est le « dépôt coopérateur ». Le personnel de tout rang et de tout âge est admis à demander l'ouverture d'un compte de dépôt. Dès le second mois de son entrée, un travailleur peut y déposer ses économies.

Les dépôts coopérateurs reçoivent *d'office* (art. 7 et 8) la *part entière* des bénéfices des *travailleurs mineurs*, et la *moitié* de celle des *travailleurs majeurs*, pendant les *cinq premières années de présence*.

Les travailleurs majeurs peuvent y verser tout ou partie de leurs bénéfices ou économies. Les coopérateurs participant pour 30.000 francs au fonds social

cessent d'y avoir droit ; il en est de même des anciens coopérateurs retirés du service actif.

Le maximum de chaque compte de dépôt coopérateur est fixé à 3.000 francs. Ce maximum est abaissé à 1.500 francs, si le coopérateur désire avoir la liberté de retirer ses fonds dans un délai très court, et non plus un an seulement après en avoir fait la demande. Nous examinerons plus loin la question des intérêts.

Les dépôts doivent provenir exclusivement des économies réalisées par les ouvriers. Il est formellement interdit d'emprunter des fonds pour les verser en dépôt, des sanctions qui vont jusqu'à l'exclusion peuvent dans ce cas être prononcées contre le coupable ou son complice.

Le minimum de versement est de 1 franc ; et le dépôt porte intérêt à partir de la quinzaine qui suit le jour du versement.

Tout coopérateur étant présumé vouloir employer sa part de bénéfices en dépôt coopérateur, elle est en conséquence portée directement au crédit de son compte de dépôt, tant que celui-ci n'a pas atteint le maximum fixé par l'article 12, c'est-à-dire 1.500 ou 3.000 francs selon les délais de retrait.

Nous arrivons maintenant à une disposition très généreuse, dont le but est à la fois d'inciter l'ouvrier à conserver ses économies, de le garder contre les suggestions de dépenses inconsidérées, en lui faisant

choisir le délai de remboursement d'un an, et d'un autre côté de faciliter l'accroissement de son petit capital par le jeu combiné des intérêts et d'un dividende. C'est ce qui fait l'objet des articles 16, 17 et 18.

Lorsque le crédit du compte de dépôt (ou compte coopérateur) d'un travailleur au service de la maison depuis deux années, atteint la somme de 100 francs, il peut être admis à recevoir *en sus* de l'intérêt un dividende prévu par l'article 17.

Il faut bien entendu, pour profiter de cet avantage, que le coopérateur ait renoncé à la faculté de disposer sans délai de son dépôt (art. 26). Sauf pour les dépôts en dessous de 300 qui ont un intérêt de 5 o/o sans délai de retrait (art. 28).

L'emploi de ce mot dividende s'explique par une quasi-assimilation de l'argent des dépôts à celui du capital social. Nous disons quasi-assimilation; en effet, les déposants ne participent point aux pertes, l'intégralité de leur dépôt et de son intérêt leur est assurée quoiqu'il arrive. Mais en cas de liquidation de la société ils n'ont droit à aucune répartition du fonds de réserve, ni du fonds d'amortissement. On leur assure simplement un dividende et voici comment.

« D'après l'article 29 des statuts de la société, 20 o/o des bénéfices généraux sont attribués au capital social et à celui des déposants. Le capital des déposants prend part à cette répartition au *demi-*

marc le franc, tandis que le capital social y prend au *marc entier le franc*, ce qui signifie que lorsque le capital social recevra 1 franc par 100 francs, le capital des déposants recevra un 1/2 franc ou 50 centimes par 100 francs. »

Ce dividende vient s'ajouter à l'intérêt garanti, qu'il y ait des bénéfices ou non.

Toutes ces règles s'appliquent aux coopérateurs dont les dépôts n'atteignent pas 3.000 francs, ou dont la part du capital social est inférieure à 30.000 francs. Ceux qui sont déjà dans cette situation enviable pour beaucoup, n'ont plus droit aux avantages du *compte coopérateur*, mais ils sont admis à faire emploi de leurs bénéfices et de leurs économies en compte courant.

Les anciens coopérateurs retirés du service actif et qui n'ont plus droit au dépôt coopérateur, peuvent aussi conserver ou obtenir un compte courant. C'est la continuation, après qu'ils sont retirés, de l'œuvre tutélaire de la Papeterie coopérative.

Ces comptes courants sont productifs des *mêmes intérêts* que les comptes de dépôt ou comptes coopérateurs de plus de 300 francs, mais ils ne participent pas aux bénéfices prévus par l'article 17, réservés aux seuls dépôts coopérateurs.

Le conseil de gérance fixe la limite maxima de ces comptes courants lorsque les intérêts de la maison l'exigent.

Nous venons d'examiner les deux premiers modes d'emploi que la Papeterie coopérative offre à ses travailleurs. Avant d'étudier les deux derniers, il nous faut voir les règles qui régissent le taux de l'intérêt de ces comptes de dépôts et de ces comptes courants (articles 26 à 34).

La règle primordiale est que le taux varie à la volonté des déposants selon le terme de remboursement choisi.

Le taux de l'intérêt est fixé par le conseil de gérance au début de chaque exercice, après vérification de l'inventaire de l'exercice précédent. Il est porté par voie d'affiches à la connaissance des déposants, et reste applicable pour toute la durée de l'exercice. Il oscille entre 4 1/2 o/o et 3 o/o, sauf deux exceptions : 1° Les dépôts coopérateurs de moins de 300 francs, qui même remboursables dans un délai de huitaine, reçoivent un intérêt de 5 o/o ; 2° les dépôts dont le propriétaire se réserve la faculté de disposer sans délai, qui ne jouissent plus de la faveur des articles 16 et 17 (intérêt et dividende) et dont le maximum est réduit à 1.500 francs en même temps que l'intérêt fixé à 3 o/o. A ces deux exceptions près, le taux de l'intérêt dont le maximum est de 4 1/2 o/o, doit toujours être *inférieur de 1/4 à 1/2 o/o au revenu total net d'impôt du capital social pendant l'exercice précédent sans cependant pouvoir descendre au-dessous de 3 o/o* (art. 26).

Nous avons vu que les déposants pouvaient choisir eux-mêmes le taux d'intérêt et le délai de remboursement. Leur choix peut se porter sur l'un des deux systèmes exposés ci-dessus, avec toutefois la faculté de changer de régime, au début de chaque exercice, en observant les délais réglementaires.

Ces règles s'appliquent aussi bien aux comptes coopérateurs qu'aux comptes courants, sauf le bénéfice des articles 16 et 17 réservés aux premiers.

Nous arrivons maintenant à la question du retrait des fonds. Là encore, le règlement permet aux ouvriers d'élever eux-mêmes une digue préventive contre les entraînements irréfléchis.

Il s'agissait de trouver un moyen qui permît aux ouvriers de retirer les sommes dont ils pouvaient réellement avoir besoin, sans que cependant cette faculté de retrait nuisît à la constitution de leur patrimoine, et sans que les obstacles mis à la dissipation irréfléchie fussent des entraves trop gênantes dans les cas de nécessité. C'est pourquoi le règlement distingue — sans cependant leur donner ces noms comme nous le faisons ici pour plus de commodité — les *retraits ou versements hors traitement* et les *retraits simples*.

Les retraits simples, c'est la faculté accordée au déposant de retirer une petite partie d'un dépôt, pourvu que cette partie demandée en une ou plu-

sieurs fois dans le même exercice, n'excède pas les sommes suivantes :

50 fr.	pour les dépôts de	300 à	500 fr.
100 fr.	—	—	500 à 1.000 fr.
150 fr.	—	—	de plus de 1.000 fr.

La même faculté est accordée au coopérateur « dont le dépôt a été constitué en totalité ou en partie par des versements volontaires effectués *depuis moins d'un an* au cours des mois de travail très actif, durant lesquels le salaire est plus élevé ; ce déposant peut durant les mois de morte-saison de la *même année*, retirer en trois ou quatre versements différents, espacés au moins d'un mois entre chacun d'eux, la totalité des sommes ainsi déposées volontairement. « Le directeur fait les versements sans observation dans les vingt-quatre heures, quel que soit le régime que le déposant ait choisi. »

Un tout autre système régit le *versement hors traitement*. D'après la demande de l'intéressé, le directeur dresse un bon dit de « versement hors traitement. »

Il y inscrit : 1° La somme demandée ; 2° le salaire moyen mensuel du déposant ; 3° la situation de ses différents comptes : de dépôt, compte courant ; 4° sa part de capital ; 5° le régime choisi pour l'intérêt et les retraits (art. 27) ; 6° enfin : les versements effectués dans le même exercice, soit sur dépôt ordinaire, soit sur versements volontaires.

« Après avoir daté et signé le bon pour visa, sans observation ni avis, le directeur le remet au déposant qui le fait parvenir à la gérance avec l'exposé des motifs de sa demande.

« Le directeur peut, sur le désir du déposant, *mais sur son désir seulement*, se charger d'exposer les motifs de la demande et de la faire parvenir à la gérance.

« Le gérant, s'il le croit utile aux intérêts du demandeur, lui fait connaître les motifs pour lesquels il l'engage à retrer sa demande ou à la modérer.

« Si malgré les observations du gérant, le déposant persiste dans cette demande, le versement lui en est fait dans un délai qui est fixé par le gérant. »

Ce délai peut varier de *un* à *trente* jours et de *six* mois à *un an*, selon le régime choisi par le déposant.

Ces restrictions n'atteignent pas les petits dépôts qui sont régis par l'article 28.

Les coopérateurs mineurs sont soumis aux articles 7 et 10 que nous avons vus ci-dessus.

La Papeterie coopérative peut, à toute époque, rembourser les comptes courants, en payant l'intérêt convenu, sans que l'on puisse lui opposer aucune restriction (art. 33).

Les frais quels qu'ils soient sont à la charge des déposants (art. 34).

Pour le retrait des sommes provenant des intérêts et dividendes du capital, des règles spéciales sont prévues par l'article 32.

Après avoir examiné les deux premiers moyens offerts à ses ouvriers par la maison Laroche-Joubert pour leur permettre de se constituer un patrimoine, il nous reste à voir l'aboutissement de cet effort, c'est-à-dire la participation des ouvriers au capital social, selon la méthode préconisée par les Jaunes.

Pour ceux qui cependant craindraient de participer aux risques du capital social, il a été établi un stade intermédiaire. Ce sont les obligations nominatives de la maison (art. 20).

Lorsque des obligations sont émises, le Conseil de gérance fixe la proportion qui en est réservée aux déposants. Les conditions touchant le type, le taux de l'intérêt et le mode de remboursement sont déterminés au moment de l'émission.

Les déposants en sont avertis, on leur rappelle en même temps la situation de leurs comptes.

Afin de faciliter l'acquisition des obligations, les délais de retrait résultant du taux d'intérêt cessent d'être applicables, et les fonds deviennent disponibles pour cet emploi.

Les obligations souscrites sont la propriété des acquéreurs, elles leur sont remises ou restent attachées à la souche selon qu'ils le demandent.

En cas de vente, la préférence doit être donnée à la maison (art. 21).

Le montant des coupons, le capital en cas de rem-

boursement, sont portés au compte de dépôt ou compte courant du propriétaire.

Les obligations n'entraînent ni ne créent aucun engagement ni aucun droit social pour leur possesseur (art. 22).

Nous arrivons maintenant à la *participation au capital social* (art. 23 à 26).

« Lorsque les économies et les bénéfices accumulés d'un coopérateur ont atteint la somme de un ou de plusieurs milliers de francs, ce coopérateur peut être admis à devenir *participant au capital*, c'est-à-dire commanditaire de la société. Il devient ainsi associé de la maison et *copropriétaire de l'avoir de la Papeterie coopérative d'Angoulême*.

« Il en partagea lors les chances bonnes ou mauvaises comme tous les autres associés, gérants ou commanditaires, en proportion de la somme pour laquelle il a été admis à cette participation au capital.

« Les parts du capital sont par fraction indivisibles de 1.000 francs.

« Les admissions à la participation au capital ne peuvent être consenties par la gérance qu'en conseil de gérance, et dans les cas prévus aux statuts (art. 24). »

La faculté de retrait des fonds accordée aux simples dépôts n'est naturellement pas applicable aux sommes admises au capital social.

Ces parts de capital cessent d'être disponibles jus-

qu'à la fin de la société (31 janvier 1913). L'article 38 des statuts prévoit la faculté de demander le remboursement, mais la gérance peut, sans motiver sa décision, repousser cette demande. « Cette prudente réserve est indispensable, car le capital d'une industrie ne peut pas être à la merci des caprices de ceux qui l'ont fourni » (art. 25). Certains commanditaires peuvent dans certains cas exceptionnels (art. 36, 44, 45, 46 des statuts) obtenir le remboursement. Mais dans tous les cas le versement ne peut être exigé avant un an.

Telles sont les conditions dans lesquelles fonctionne à la Papeterie coopérative d'Angoulême, *l'accession au capital*, par le *moyen de la participation aux bénéfices*.

Sans entrer dans les menus détails, nous avons tenu à esquisser un tableau aussi complet que possible de cette belle et bonne œuvre, qui peut être à juste titre citée comme le prototype de ce que peut réaliser une philanthropie ferme et éclairée, aidée par la bonne volonté de travailleurs conscients de leurs vrais intérêts.

La maison Laroche-Joubert n'est point une oligarchie sans contrôle. Les articles 35 à 45 prévoient *une vérification et un contrôle des inventaires*.

C'est en vue de ce contrôle qu'a été créé le *Conseil coopératif* adjoint à la gérance, mais dont les *avis ne sont jamais obligatoires*. Ce Conseil se com-

pose : 1° Du ou des gérants ; 2° des membres du Conseil de gérance ; 3° des membres du Conseil des directeurs ; 4° enfin de *membres élus* au scrutin secret *par tous les coopérateurs des deux sexes* (art. 36).

Dans les usines, il est généralement nommé un délégué par 140 personnes ou fraction de 140. Le vote par correspondance est autorisé.

Nous laissons de côté les règles de détail, qui sont d'ailleurs conçues dans un esprit libéral et qui tentent d'assurer une représentation aussi sincère que possible, en donnant pour le vote toutes les facilités désirables.

Le conseil coopératif se réunit sur la convocation du gérant, qui peut le consulter sur l'application du règlement de coopération, et sur les règlements intérieurs des usines ou ateliers.

« Chacun des membres peut saisir le conseil des questions relatives à ces règlements » (art. 40).

Les délégués coopératifs doivent viser les états d'inventaire.

La fonction de délégué coopératif ne peut motiver aucune exception en faveur de ceux des coopérateurs qui en sont revêtus.

Notons en terminant que l'exclusion d'un coopérateur ne peut être prononcée que par le gérant et pour des fautes extrêmement graves. Tout autre chef, quel

que soit son grade, ne peut prononcer qu'une exclusion temporaire relativement courte.

Il est recommandé d'éviter les mises à pied, les exclusions, etc., « toujours si lourdes pour ces modestes budgets » ; et de les remplacer en cas de besoin par d'autres peines comme les réprimandes.

Il est facile de voir quel esprit de bienveillance a présidé à l'organisation de la Papeterie d'Angoulême. Le directeur d'une telle entreprise pourrait à juste titre s'en enorgueillir.

« Nos déposants coopérateurs — nous écrivait tout dernièrement M. Ed. Laroche-Joubert (1) — sont au nombre de six cent vingt-huit (628) ; le montant de leurs dépôts s'élève à cent cinquante-trois mille sept cent quatre-vingt-quatre francs (153.784 fr.).

« Les anciens coopérateurs retirés du service ont 1.064 parts de 1.000 francs (soit 1.064.000 francs) du capital social (27 o/o de ce capital).

« Les coopérateurs en service actif possèdent 642 parts (soit six cent quarante-deux mille francs) (642.000 fr.), soit 16 o/o du capital. »

Nous aurions voulu donner aussi quelques indications sur le taux de l'intérêt servi aux différents dépôts, sur le taux moyen des dividendes, etc. Il nous est impossible de le faire.

« En ce qui concerne le taux des intérêts et divi-

1. 9 novembre 1908.

dendes distribués durant les dernières années, j'ai le regret — écrit M. Laroche-Joubert — de ne pouvoir vous donner satisfaction ; à la suite de certains incidents, notre Conseil de gérance a en effet décidé qu'aucune communication de cette nature ne serait plus faite à personne.

« Je regrette de ne pouvoir faire une exception en votre faveur, etc... »

La maison Laroche-Joubert n'est point la seule qui ait fait bénéficier son personnel de l'accession à la propriété.

D'autres ont suivi son exemple et, sans emprunter absolument sa méthode, se sont efforcées de tendre au même but, par des moyens différents.

Ce sont ces tentatives que nous allons examiner ; sans toutefois, comme pour la Papeterie d'Angoulême, entrer dans tous les détails du fonctionnement. Ce qu'il importe surtout de savoir, c'est que le système d'accession à la propriété peut se réaliser, et se réalise par différents moyens.

CHAPITRE XIX

Quelques tentatives d'accession à la propriété. — Les usines Japy frères. — Les mines de Montigné. — La Société des Etablissements Branchu et C^{ie}.

En septembre 1900, la maison Japy frères décidait que les ouvriers de ses usines pourraient désormais accéder au capital social, et portait la décision à leur connaissance par une affiche que nous reproduisons.

JAPY FRÈRES et C^{ie}

Création des parts de participation de collaborateur

Nous portons à la connaissance de notre personnel, que l'assemblée générale de nos actionnaires dans sa réunion du mardi 11 courant, a, sur la proposition de notre conseil de gérance, décidé la création de *parts de participation de collaborateur*.

Aux termes de cette décision, chaque part de participation de collaborateur sera de cent francs (100 francs) payables en quatre termes trimestriels égaux, jouira d'un revenu fixe minimum de quatre et demi pour cent ; jouira éventuellement d'un revenu supplémentaire en progression avec les

bénéfices réalisés par les actionnaires de la maison et pouvant atteindre jusqu'à quatre pour cent ;

Aura ainsi son revenu limité entre quatre et demi pour cent et huit et demi pour cent.

Enfin donnera le droit à son titulaire, pour l'usine à laquelle il est attaché, de voter au scrutin de nomination de la délégation spéciale à cette usine.

La délégation ainsi élue, spéciale à chaque usine, sera composée de 5 membres, dont 3 ouvriers au moins ; cette délégation, moyennant demande écrite au président du Conseil de gérance, aura le droit d'être entendue à la plus prochaine réunion du Conseil de gérance, sur tous les points pouvant intéresser l'usine pour laquelle elle est déléguée.

Les conditions d'émission, de remboursement, de cession, de transfert sont indiquées dans la délibération ci-jointe de l'assemblée des actionnaires de la maison.

Ceux de nos ouvriers, contremaîtres et employés qui désireraient être admis à souscrire, et qui rempliraient les conditions voulues pour cette admission, sont priés de se faire inscrire.

Signé : JAPY frères.

Le mode d'accession diffère totalement de celui adopté dans la maison Laroche-Joubert. Les parts sont seulement de 100 francs, et le paiement en est fait en quatre termes par l'ouvrier lui-même. C'est une initiative beaucoup plus large laissée aux ouvriers. La décision de l'assemblée des actionnaires

est assez claire pour se passer de commentaires, aussi nous contentons-nous de la donner *in extenso*.

Dans le but d'affirmer une fois de plus la solidarité d'intérêts qui existe entre les patrons et leurs collaborateurs, le Conseil de gérance ayant décidé de demander à l'assemblée des actionnaires, convoquée extraordinairement à cet effet, l'approbation de la création d'un nouveau type d'obligations appelées *part de participation de collaborateur*, l'assemblée, après que lecture lui a été donnée par le président du projet présenté par le Conseil de gérance, décide :

I. — *Création de parts de participation de collaborateur*

Le Conseil de gérance est autorisé à émettre, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de trois mille titres, des obligations d'un nouveau type dites *parts de participation de collaborateur* et d'un montant de *cent francs* pour chaque titre.

Chacun de ces titres sera détaché d'un registre à souche, sur lequel il portera un numéro d'ordre; il sera signé par deux associés-gérants et frappé d'un timbre sec de la Société.

II. — *Conditions d'émission*

Pour pouvoir souscrire aux parts de participation de collaborateur, il faudra :

1° Être ouvrier chez Japy frères et C^{ie} depuis cinq années ininterrompues au moins, ou bien être employé ou contre-maitre de Japy frères et C^{ie} depuis une année au moins ;

2° En outre, être agréé comme souscripteur par le Conseil de gérance de la maison.

Chaque souscription sera payable à la Caisse de la Société en quatre termes égaux : à chaque 1^{er} novembre, 1^{er} février, 1^{er} mai et 1^{er} août.

III. — *Conditions de remboursement*

Les parts seront remboursables au pair de l'émission le jour de l'expiration de la Société, soit le 30 avril 1910.

IV. — *Cessions et Transferts*

Les parts sont *insaisissables* pour quelle cause que ce soit. Quant à leur cession, elle est réglée de la façon suivante :

La cession des parts sera permise entre les titulaires de ces parts ; mais le titulaire qui voudrait en transférer à toute autre personne, fût-ce même à ses descendants, ou à son conjoint, ne le pourrait qu'avec l'autorisation du Conseil de gérance.

A cet effet, le titulaire avisera le Conseil de gérance, par lettre recommandée, de la cession projetée, des motifs et conditions de cette cession, des noms, qualités et demeure du ou des cessionnaires et notamment de la qualité de collaborateurs de la maison desdits cessionnaires.

Le Conseil de gérance sera souverain pour accorder ou

refuser le transfert projeté ; sa décision devra être notifiée par lettre recommandée, dans les trente jours au plus tard ;

En cas du refus du transfert projeté, le Conseil de gérance rachètera au pair de l'émission les parts dont le transfert avait été ainsi projeté, si le cédant persiste dans son désir de transférer.

VI. — *Assemblée des titulaires de parts*

Il sera établi dans chacune des usines de la maison une assemblée générale de tous les titulaires de parts.

Chaque titulaire aura droit à une voix, quel que soit le nombre de parts dont il sera titulaire.

Le titulaire ne pourra se faire représenter à cette assemblée que par un autre titulaire.

Cette assemblée générale se réunira chaque année le 15 novembre ; elle sera présidée par le plus âgé des membres présents ; le plus jeune sera secrétaire.

Elle aura pour mission de nommer au scrutin secret et unanimité une délégation de 5 membres comprenant au moins 3 ouvriers

La nomination de cette délégation ne sera valable qu'autant que le nombre des titulaires prenant part au vote aura été égal ou supérieur aux trois quarts des titulaires existant dans l'usine.

Le vote par correspondance, sous double enveloppe inté-

rieure sans aucun signe, l'enveloppe extérieure portant signature du titulaire, sera admis.

Chacune des délégations nommera au scrutin secret un Président et un Vice-Président.

VII. — *Droits de délégations des titulaires de parts*

Chacune, moyennant en avoir, par lettre signée de son Président, ou, en cas d'empêchement, de son Vice-Président, fait la demande au Président du Conseil de gérance, aura le droit d'être entendue à la plus prochaine réunion du Conseil de gérance sur tous les points pouvant intéresser l'usine par laquelle elle est déléguée.

Chacune des délégations aura ainsi pour mission de contribuer au maintien de la bonne harmonie entre la maison et ses collaborateurs.

De plus, si le titulaire vient à perdre sa qualité de collaborateur de la maison, les parts dont il serait alors porteur feraient retour d'office à la maison à un prix égal au pair de l'émission, plus arrérages courus sur la base des résultats du dernier exercice clos.

La cession de ces parts, soumise aux conditions ci-dessus énoncées, se fera par voie de *transfert* sur des registres tenus en double au siège de la Société, les transferts seront signés du cédant et du cessionnaire et visés par un des membres du Conseil de gérance qui se tiendra ainsi le transfert pour signifié, il sera fait immédiatement mention du transfert au dos de la part de participation de collaborateur.

La cession de la part de participation de collaborateur

emportera la cession des avantages y afférents, échus ou non échus au moment de la transmission.

V. — *Droits des parts de participation de collaborateur*

Les parts de participation de collaborateur auront droit sous déduction des impôts résultant des lois de finances :

1° A un intérêt de quatre et demi pour cent l'an, payable avant tout partage de bénéfices de la Société ;

2° A un intérêt éventuel supplémentaire de :

a) Un pour cent, lorsque le dividende brut de l'exercice revenant aux actions de la Société sera égal ou supérieur à trente francs par action ;

b) Deux pour cent, pour un dividende brut de trente-cinq francs et au delà ;

c) Trois pour cent pour un dividende brut de quarante francs et au delà ;

d) Enfin quatre pour cent pour un dividende brut par action égal ou supérieur à quarante-cinq francs.

D'autres essais ont encore été faits dans le même sens, sur lesquels il nous est impossible d'insister. Une étude détaillée de leurs conditions de fonctionnement relèverait plus d'une monographie sur les modes d'accession à la propriété, que d'un ouvrage comme celui-ci.

Il nous faut cependant citer encore parmi les essais de ce genre ceux de la Société anonyme des établissements C. Branchu, Houdayer et Beau fils-Mariette, dont le siège est au Mans.

Il s'agit d'obligations de 25 francs, au taux de 4 o/o, exclusivement réservées aux ouvriers et employés de la société, avec participation dans les bénéfices.

L'article 42 des statuts est ainsi conçu :

Le Conseil d'administration sera autorisé à émettre des obligations au capital de 25 francs chacune, et jusqu'à concurrence d'une somme de 5.000 francs pour la période de débnt.

Ces obligations seront nominatives et indivisibles.

La création de ces obligations ayant uniquement pour but de favoriser spécialement les collaborateurs et ouvriers de la société, les obligations dont il s'agit leur seront exclusivement réservées.

Elles ne sont pas remboursables pendant la durée de la société.

L'intérêt à servir aux obligataires est de 4 o/o par an.

Tout porteur d'obligations qui, pour une raison quelconque, voudra se dessaisir d'une ou de plusieurs de celles-ci, n'aura qu'à en faire la demande au Conseil d'administration qui lui en remboursera le montant au pair.

Chaque employé ou ouvrier ne pourra devenir propriétaire de plus de 10 obligations sans une autorisation spéciale du Conseil d'administration.

Pour faciliter aux petites bourses l'acquisition d'obligations, le Conseil d'administration pourra autoriser les employés et ouvriers à laisser en dépôt chaque quinzaine une somme minima de 2 fr. 50 qui restera au crédit du compte

de chaque déposant, sans intérêts, jusqu'à ce que la somme versée ait permis l'acquisition d'une obligation.

Participation aux bénéfices

Chaque année, le Conseil d'administration se réunit dans le mois de mai pour la vérification des comptes de l'année précédente.

Afin d'encourager le personnel de la société à la bonne marche et à la réussite de l'entreprise, il décide à titre gracieux un *prélèvement variable* sur les bénéfices pour être réparti entre les obligataires au prorata du nombre d'obligations.

Le paiement de ces sommes ajouté à celui des intérêts a lieu en deux fois, le 15 mai et le 15 novembre.

Il n'est absolument rien dû en dehors de ces deux échéances.

On voit avec quelle réserve et quelle prudence les industriels procèdent à l'organisation de l'accession au capital.

Dans le cas de la société anonyme des établissements Branchu et C^{ie}, il serait à souhaiter que la somme bien minime de 5.000 francs dont nous avons parlé fût quelque peu augmentée, et que des dispositions plus favorables aidassent davantage à la constitution souvent difficile des premiers éléments du capital. La tentative est toute récente encore, elle ne remonte qu'au mois de juillet 1906.

Une décision de l'assemblée générale de décembre 1905 a autorisé, pour l'augmentation du capital, le Conseil d'administration à *créer des coupures d'actions privilégiées de 100 francs chacune*. Coupures « à souscrire *d'abord par les ouvriers* de la société ou, en cas d'insuffisance de ceux-ci, par les membres du Conseil d'administration, lesquels pourront ensuite les céder au fur et à mesure des demandes des ouvriers autorisés à les acquérir par le Conseil d'administration ».

Ces coupures sont assurées d'un intérêt de 4 0/0 l'an, même dans le cas où le dividende des actions serait inférieur à ce taux. Les coupures jouissent des droits des actions ordinaires et sont soumises, sauf le dividende minimum assuré, à toutes les dispositions statutaires.

Pour avoir le droit de voter à l'assemblée générale, un actionnaire doit posséder trois titres de 500 francs. Le même droit est conféré au possesseur de quinze coupures d'actions de 100 francs.

Par dérogation à un article précédent des statuts, plusieurs porteurs de coupures peuvent se grouper pour atteindre ce minimum.

Les coupures d'actions ne peuvent être cédées et transférées qu'avec le consentement du Conseil d'administration, qui conserve un droit de préemption, au prix de la valeur nominale.

D'autres entreprises appliquent encore de près ou

de loin le programme jaune ; leur énumération serait trop longue. Mais rendons à César ce qui est à César et disons tout de suite que les étrangers nous ont devancés sur ce point. L'association du capital et du travail a rencontré, surtout en Angleterre, de nombreux adeptes. Des industries considérables ont appliqué ces idées. Des compagnies du gaz : la *South Metropolitan C^o*, la *Commercial Gas C^o*, la *Suburban Gas C^o*, la *Newport Gas C^o*, la *Chester Gas C^o*, etc..., la maison *Hazell, Watson and Viney*, imprimeurs à Londres, MM. *Foster and Sons*, peintres décorateurs à Padiham, la *Fox Bros Ltd*, à Wellington, la *Simmons Hardware C^o*, manufacturiers à Saint-Louis (Etats-Unis), la *Keystone Driller C^o*, constructeurs à Beaver Falls (Etats-Unis), la *Taylor Ltd*, fabrique de draps à Batley (Etats-Unis), MM. *Van Marken* et C^{ie} à Delft (Hollande), etc., etc...

CHAPITRE XX

L'avenir des Idées Jaunes.

Il est quelque peu téméraire de vouloir tirer l'horoscope des idées nouvelles ; nombre de prophètes en ont fait une expérience parfois assez douloureuse pour leur amour-propre, et les erreurs de ce genre signées de noms illustrées abondent dans l'histoire. Depuis la spirituelle marquise qui laissait dédaigneusement tomber son fameux « Racine passera comme le café », jusqu'à M. Thiers qui, s'appuyant sur de probants rapports, établissait mathématiquement que les chemins de fer ne pouvaient réussir, et leur prédisait une existence éphémère.

La première méconnaissait l'un des plus purs génies de notre littérature ; le second, malgré son esprit positif et ses réelles qualités politiques, passait sans la deviner à côté d'une nouvelle industrie qui devait révolutionner le monde, grandissait l'homme en étendant ses moyens d'action, en même temps qu'elle rétrécissait pour ainsi dire les continents sous ses pas.

Aussi bien ne saurait-on leur tenir trop rigueur

de ces appréciations erronées. Ces sortes de prédictions où la plupart du temps les faits n'ont point encore parlé, mais sont remplacés par des impressions personnelles, sont, par là même, livrées à la merci de la plus perfide des conseillères.

Résultat de toutes les influences si diverses qui, à un moment donné, agissent sur l'esprit, l'inclinent vers une tendance que demain peut-être il aurait répudiée, elles montrent non pas la réalité des choses, mais leur aspect toujours changeant. Tableau où se jouent capricieusement les ombres et les lumières, l'imagination y tient le plus grand rôle aux dépens trop souvent de l'exactitude et de la vérité. Aussi sera-ce avec une extrême circonspection, avec une prudente réserve que nous jetterons par delà l'horizon un regard timide vers les lendemains encore embrumés de l'avenir.

Dans ces problèmes sociaux — plus que sociaux, humains même pourrait-on dire — tant d'éléments entrent en jeu, tant de forces luttent les unes contre les autres, tant d'interventions inattendues peuvent se produire, que l'attitude même la plus sage peut facilement et très vite devenir imprudente et téméraire.

Aussi n'est-ce point sur ce terrain dangereux et glissant que nous nous aventurerons. Nous gardant des vues d'ensemble trop générales et par là inexactes, nous examinerons pour chacune des parties du

programme jaune, les chances de succès et les risques de défaite. En serrant ainsi de plus près les éléments du problème, on risque moins de s'égarer, de prendre pour des réalités de fugitives impressions.

Parmi les indices favorables, il en est un d'importance considérable, qu'il convient de citer tout d'abord : C'est l'immense confiance des Jaunes en leurs idées, c'est aussi leur indéniable bonne foi. On a bien quelquefois contesté l'une et l'autre ; mais n'était-ce pas pour les besoins d'une polémique, plutôt que par une ardente conviction. On a surtout discuté la sincérité de M. Biétry en lui reprochant son passé de socialiste révolutionnaire. C'est un argument qu'il est permis de dédaigner et qu'on est parfois douloureusement surpris de trouver sur les lèvres d'hommes qui se réclament d'une doctrine de douceur et de mansuétude. Il est permis de le dédaigner, parce qu'à ce compte il ne serait point de converti dont on ne pût suspecter la sincérité : Vous avez été révolutionnaire, si vous avez évolué vers nous, c'est par intérêt. Singulière conception pour des hommes qui, au point de vue économique, se croient en possession de la vérité ! Ont-ils donc eux-mêmes si peu de confiance dans les idées qu'ils défendent pour les croire impuissantes à déterminer une évolution franche et loyale ?

C'est alors faire bien peu de cas de la conscience humaine et de la liberté, que de les ravalier à ce point.

Ce serait de la part des apôtres de la conservation sociale une singulière tactique que celle qui consisterait à toujours traiter en ennemis ceux qui, désabusés des erreurs adverses, viennent leur apporter leur concours pour la défense commune.

Pour suspecter la bonne foi des Jaunes on leur a fait un autre reproche : celui de s'entendre avec les patrons, d'être leurs agents, et de confisquer à leur profit le mouvement syndical.

« Agents du patronat », c'est le terme qu'on leur jette à la face. En ces temps d'ardentes controverses, et de luttes de classes, les gens qui disent qu'au lieu de se combattre pour aboutir à la ruine commune, il vaudrait peut-être mieux s'entendre pour une coopération pacifique ; les gens qu'anime un tel esprit de conciliation sont certes infiniment rares, mais s'en suit-il qu'ils soient des criminels, nous ne le croyons pas.

Quoi qu'il advienne du programme qu'ils apportent comme base de discussion ; que l'avenir le condamne ou l'approuve, les jalons qu'il auront plantés ne seront pas perdus pour l'humanité.

Le reproche d'être vendus aux patrons, les Jaunes se l'entendent faire des deux côtés : de l'un par les socialistes, de l'autre par les démocrates ou socialistes chrétiens.

Chez les collectivistes le reproche n'est point fait pour nous surprendre, ils sont dans la logique de leur

doctrine. Partisans du renversement de l'organisation sociale existante, apôtres d'une théorie qui, selon eux, fera le bonheur de l'humanité en supprimant toutes les injustices, rien d'étonnant à ce qu'ils traitent de criminels ceux dont le but est d'empêcher la réalisation de leur œuvre. Protagonistes de la lutte des classes, les socialistes, dont l'un des chefs écrivait naguère que « la haine est créatrice », ont raison de condamner ceux qui prêchent l'entente.

La société actuelle est mauvaise en elle-même, la lutte et la violence seules en auront raison. Récemment un des maîtres du socialisme, M. Georges Sorel, publiait ses *Réflexions sur la Violence*. Dans un article paru à ce propos dans un grand quotidien (1), M. Sorel, précisant encore sa pensée, affirmait « que le socialisme ne saurait subsister sans une apologie de la violence...

« La grève, continuait-il, est un phénomène de guerre, c'est donc commettre un gros mensonge que dire que la violence est un accident appelé à disparaître des grèves... »

« ...La révolution sociale est une extension de cette guerre, dont chaque grande grève constitue un épisode... ». N'était la culture scientifique de M. Sorel, qui jusqu'en 1892 fut ingénieur des Ponts et Chaussées, on n'hésiterait pas à traiter d'énergumène l'au-

1. Journal *Le Matin*, 20 mai 1908.

teur de ces lignes. Il est cependant très goûté dans les milieux collectivistes, et ses partisans le considèrent « comme le plus haut théoricien moderne du socialisme ».

Que ces gens-là reprochent aux Jaunes de prêcher la conciliation, c'est tout naturel, ce qui étonne davantage c'est l'attitude des démocrates chrétiens. Les principes religieux qui sont les leurs, les préceptes de Celui dont il se réclament, et qui vint apporter au monde encore barbare l'idée d'amour et de fraternité, devraient bien plutôt les incliner vers des hommes qui, répudiant la violence, cherchent la solution du douloureux problème dans la concorde et l'union. Les enseignements mêmes de l'Eglise catholique dont ils se disent les fils soumis, devraient aussi leur faire préférer aux doctrines de spoliation et de servitude, celles plus conformes à sa morale du respect de la propriété privée et de la liberté humaine.

Chez certains d'entre eux au moins, l'amour a produit le même effet que la haine chez les révolutionnaires. S'il n'y a point de bon socialisme parce qu'il n'est point de bons sophismes, il y a force grands cœurs qui s'y sont laissé prendre et se sont engagés dans cette voie. Ils se sont penchés sur la misère humaine et n'ont point vu jusqu'où les menait la voie qu'ils choisissaient. Par là s'explique à notre sens l'attitude du grand nombre de ceux qui ne sont point mus par le désir de surenchères inutiles, et qui

se font les apôtres de théories dont les conséquences, s'ils les apercevaient toutes, les épouvanteraient.

Quoi qu'il en soit, il nous reste à savoir si le reproche est fondé et si les Jaunes sont à la solde des patrons.

Le premier mouvement dirigé par M. Lanoir fut condamné, nous l'avons vu, le jour où son fondateur fut obligé d'avouer qu'il recevait des subventions occultes. Ses continuateurs qui avaient dénoncé le péril y sont-ils donc tombés à leur tour ?

Certes, il y a des patrons à la Fédération des Jaunes. Comme tous les autres membres, ils payent leur obole pour le succès de l'entreprise. Mais payer sa cotisation n'est pas donner une subvention. Le patronat est d'ailleurs assez peu représenté chez les Jaunes. Leur attitude vis-à-vis des patrons montre bien leur réelle indépendance.

M. de Guigné écrivait sous le titre de « Les patrons et la Tactique de Bascule » (1), un article où il passait en revue les diverses catégories de patrons. Depuis le patron tyran, extrêmement rare, jusqu'au patron jaune ou philanthrope, en passant par le patron « chrétien-juif », le patron égoïste et jouisseur, et « le patron honnête homme ». Ce dernier a des tendances à s'intéresser à ses ouvriers, mais les connaît mal, redoute les syndicats « et croit de

1. *Le Socialisme et les Jaunes*, p. 154-155, publié auparavant dans le journal *Le Jaune*.

bonne politique de susciter un syndicat rouge là où un syndicat jaune se forme le premier, et *vice-versa*, pour diviser ses ouvriers, afin qu'un syndicat unique ne soit pas trop puissant, « c'est ce que j'appelle la tactique de bascule ».

Cette tactique de bascule, M. de Guigné la flétrit sévèrement. Les Jaunes entendent ne pas servir les intérêts mesquins d'un moment. Leur ambition est plus haute ; ils ne le cachent pas et le disent aux patrons qui seraient tentés de les employer à une telle besogne.

Non moins catégorique est le discours que prononçait M. Biétry le 11 avril 1907, en ouvrant le III^e Congrès des Jaunes de France. Faisant allusion aux projets de résistance des patrons et prévoyant un an à l'avance l'organisation en France des « lock-out » il disait :

« De plus en plus et nous y applaudissons, les patrons tendent à se syndiquer, à s'associer par corporations, régions et métiers. Je dis plus : à s'associer par industrie, nationalement et internationalement. Je vais plus loin encore en respectant la vérité et mes informations : *Les patrons tendent à s'associer sans distinction de métiers et de régions, dans un simple esprit de résistance et d'action patronales.* Et voilà, Messieurs, une situation nouvelle qui met en relief, sous sa forme la plus concrète la nécessité d'une organisation parallèle des ouvriers, en justifiant de

plus en plus nos théories et nos méthodes sociales.

« Ah ! je sais les difficultés nombreuses auxquelles se heurtent nos industriels, je connais leurs tracas, je dis plus, leur mérite. Mais qu'ils y prennent garde ; qu'ils prennent conseil de nos principes avant de s'engager plus loin dans la voie où ils marchent aveuglément. Que les patrons s'inspirent, s'ils mettent en suspicion nos personnes, d'autres patrons, comme nos amis Gaston Japy, comme Laroche-Joubert, qui eux, virent clair dans les problèmes présents.

« Je dis aux patrons que s'ils réalisent leurs desseins d'une Union Patronale de résistance, sans rien faire parallèlement pour la réorganisation profonde du régime du travail, ils auront, du même coup, décrété leur propre ruine ; ils auront justifié, par leurs actes, l'organisation de classe des travailleurs manuels, et leurs efforts, même révolutionnaires, pour briser les obstacles que l'on aura ainsi dressés devant eux. Si le patronat s'engageait dans la voie que je viens d'indiquer, il signifierait en même temps lui-même sa déclaration de guerre à la société, et il justifierait toutes les attaques. Si vous voulez que les ouvriers évoluent, il faut nécessairement que l'organisation du travail évolue en même temps. Si les travailleurs savaient qu'ils trouveront devant eux non plus un *patron*, le *patron* avec lequel on discute, on traite, et dont les ouvriers doivent obliga-

toirement, sous peine de révolution, devenir des collaborateurs et associés, s'ils trouvent devant eux — veux-je dire — non plus même le syndicat patronal, mais le *patronat*, l'Union du Patronat, alors, Messieurs, c'est fini de la paix sociale, c'est la fin de nos espérances pour l'union, pour la collaboration, pour le relèvement de l'ouvrier par son accession à la propriété, pour la transformation des travailleurs salariés en travailleurs associés. Si le patronat fait cela dans l'esprit et la lettre où quelques-uns de ses membres cherchent à l'engager, il ne nous resterait, à nous, qu'à laisser tomber à terre nos armes pacifiques et fécondantes, et à les remplacer à notre tour par des armes meurtrières, offensives et défensives. »

Ce n'est pas là, il faut en convenir, le langage d'un homme qui attend de la caisse patronale le chèque qui, à la fin du mois, lui permettra de boucler son budget. A côté de leur bonne foi, de leur indépendance — ce qui est une excellente carte dans leur jeu — les Jaunes en ont d'autres encore : ils connaissent les problèmes qu'ils discutent. C'est là un fait extrêmement rare et digne de remarque, à notre époque où les problèmes sociaux sont trop souvent envisagés et résolus par des théoriciens plus ou moins révolutionnaires ; c'est un fait intéressant que de voir sortir des rangs du peuple une élite capable de venir dans le calme et la modération discuter avec

compétence les questions les plus brûlantes, et corriger l'erreur des théories par la réalité des faits.

Il suffit de lire les ouvrages où les chefs des Jaunes ont concentré leur doctrine, pour s'en rendre compte. Leur théorie s'appuie sur les faits, leurs affirmations s'étaient sur des chiffres vérifiés, leurs raisonnements enfin sont remplis de bons sens. Les esprits chagrins seraient peut-être tentés de dire qu'en matière de sociologie il y a beau temps que le bon sens est banni des doctrines en faveur auprès des masses. C'est fort possible. En dépit d'une telle boutade, nous persistons à croire qu'il y a là pour les Jaunes un sérieux élément de succès.

Enfin, nous l'avons vu partout au cours de cette étude, les Jaunes se réclament de cette doctrine scientifique de plus en plus en vogue : l'Evolution. Ils n'appellent point de tous leurs vœux non seulement « le grand Soir », ni même des bouleversements tout aussi radicaux pour n'être pas aussi violents ; ils ne crient point à tous les échos que le meilleur moyen d'améliorer la société, d'en adoucir ou d'en supprimer les injustices est de la renverser de fond en comble. Ils se gardent soigneusement de telles exagérations et se contentent de réclamer dans l'organisation actuelle quelques réformes. Ces réformes nous les avons exposées ; ce qu'il importe de remarquer, c'est que les desiderata des Jaunes correspondent aux sentiments de la majorité probe, économe et

laborieuse du peuple français, et qu'ils sont en tous cas d'une réalisation moins hypothétique que les paradis socialistes. Promettre peu, mais promettre des choses tangibles, n'est peut-être pas le meilleur moyen de se créer rapidement une grande popularité ; c'est celui de la voir croître lentement, mais aussi de la voir durer.

A côté des éléments favorables, il est quelques points noirs qui, nous l'espérons, ne grossiront point à l'horizon, peut être au contraire se dissiperont-ils.

Les théories jaunes ne constituent point une panacée universelle. Cela, les Jaunes ne craignent pas de l'avouer. Aux yeux des gens d'esprit c'est un grand mérite. Mais à l'égard de la foule ?

N'est il pas à craindre que dans son esprit simpliste se fasse ce raisonnement « ce qui ne guérit pas de tout ne guérit de rien ». Ce n'est qu'un rien sans doute, mais dans les revirements brusques de l'opinion, il suffit si souvent de peu de chose pour changer l'orientation du courant populaire !

Assez dangereuses aussi ces attaques répétées du syndicalisme rouge, tendant à représenter M. Biétry comme l'ennemi né de la démocratie. Personne n'a jamais pu dire ce qu'est la démocratie ; il en est autant de définitions que d'auteurs ; n'importe, elle existe et chacun sait qu'elle compte de mortels ennemis et malheur à ces derniers !

Pour ce qui est de l'attitude des patrons, nous avons vu qu'à part une infime minorité, tous se tiennent sur la réserve quand ils ne sont point hostiles. Il ne faut pas trop leur en vouloir. Leurs hésitations, leurs défiances mêmes s'expliquent. Ils redoutent de s'engager sur ce terrain nouveau où l'entente pourrait se faire, mais où ils craignent de rencontrer des fondrières. Il ne faut cependant pas désespérer de l'avenir des idées jaunes, ou tout au moins de leur réalisation plus ou moins prochaine. Elle dépend presque uniquement de l'attitude des patrons. Beaucoup d'entre eux sont trop intelligents pour ne point apercevoir le danger du socialisme, et pour ne point se souvenir qu'il vaut mille fois mieux se résoudre de bonne grâce aux concessions et faire les réformes nécessaires, que de se les laisser arracher par force. Peu à peu, encouragés par les succès partiels déjà obtenus, par ceux qui suivent les doctrines des Jaunes, d'autres s'y rallieront.

Ces exemples, pour limités qu'ils soient encore, ne seront pas inutiles, il auront rapproché le travail et le capital, apaisé bien des haines, dissipé bien des malentendus, et par là même contribué largement à la pacification sociale.

Le programme jaune est un programme de réformes, et nous sommes à une heure où l'on semble trop oublier que, tout ce qui est donné aux réformes est enlevé à la révolution. On a dit souvent que

le peuple français excellait à faire les révolutions. Dieu veuille qu'après de nombreuses révolutions politiques il ne fasse point l'expérience beaucoup plus grave d'une révolution économique. L'Angleterre, dont on a écrit d'une façon si vraie, qu'au lieu de faire ses réformes à coups de révolutions elle faisait ses révolutions à coup de réformes, pourrait lui servir d'exemple, et c'est là une politique dont se rapproche singulièrement celle des Jaunes. Le programme jaune est nettement anti-collectiviste, il l'est non seulement à cause de ses négations, mais il l'est aussi et surtout parce qu'il fournit la meilleure des armes pour lutter contre le collectivisme : l'accession à la propriété, et parce que par là même, au lieu de courber de plus en plus le travailleur sur une tâche rebutante, il le relève au contraire, élargit son horizon en même temps qu'il l'éclaire, et lui permet enfin de s'élever dans la société à une situation meilleure.

C'est pour tous ces motifs qu'en terminant, nous exprimons l'espoir que les patrons français étudieront les idées jaunes. De cette étude, à laquelle avec leur impartialité, ils apporteront de précieuses connaissances pratiques, jailliront des idées originales et neuves, et sans nul doute d'instructives et hardies tentatives.

L'initiative individuelle est le meilleur juge en ces matières, aidée d'une commune bonne volonté, elle

peut faire beaucoup pour résoudre tous ces problèmes. C'est aussi sur ce principe fécond de l'initiative et de l'intérêt individuels que s'appuient les Jaunes ; de l'intérêt individuel non pas purement, étroitement égoïste, mais sanctifié, discipliné, rendu fécond par l'amour de la famille, cette cellule initiale de la société dont on a pu dire si justement que tant valait l'une tant valait l'autre.

En possession de tous ces éléments dont beaucoup sont des éléments de succès, les Jaunes peuvent espérer d'abondantes et de pacifiques moissons. S'ils ont la sagesse et la patience de continuer leur labeur profond, ils auront, à la condition de se garder soigneusement comme ils l'ont toujours fait jusqu'ici et de la surenchère et de la politique, ils auront la consolation, s'ils ne réussissent point dans un délai rapproché à modeler le monde selon l'image qu'ils rêvaient, d'avoir au moins largement contribué à répandre parmi les hommes des idées de paix, de concession et de concorde.

Vu : le Président de la thèse

SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

